

Confirmation des données personnelles nécessaires à la dématérialisation et à la signature électronique

Votre **numéro de téléphone** et votre **adresse mail** sont **nécessaires** pour la **signature** et l'**accès** à votre **contrat**. Vous seul devez avoir accès à votre téléphone et email.

Sté MW RENOVATION, représentée par M. HEDOU WILLIAM

☒ Je reconnais que le numéro de téléphone 0616075566 est mon numéro de téléphone.

☒ Je reconnais que l'adresse mwrenovation46@gmail.com est mon adresse mail et j'ai un accès illimité à la boîte de réception email associée.



REF : SE_FIABILISATION-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-
EX : SE
Réf :



CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION DU SERVICE DE SIGNATURE ELECTRONIQUE

1. OBJET

Les présentes conditions générales d'utilisation du service définissent les conditions applicables à la fourniture du service de signature électronique par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES **aux clients qui souhaitent** avoir recours à ce service et **qui disposent de l'équipement technique nécessaire**.

2. ACCES ET UTILISATION DU SERVICE

Préalablement à tout accès et utilisation du service, le client doit s'identifier auprès du mandataire de DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, ayant le statut d'Intermédiaire en opération de banque et services de paiement (ci-après "IOBSP") en produisant l'original de sa Carte Nationale d'Identité.

La copie de ce document fera l'objet d'un archivage par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES. L'accès au Service suppose que le client dispose d'une adresse de messagerie électronique valide, d'un numéro de téléphone mobile valide, ainsi que d'un accès à la navigation sur Internet et à l'ouverture des documents précontractuels et contractuels qui, après signature, lui seront soit remis sur le site client www.mobilize-fs.fr s'il est un particulier/ consommateur, soit adressé par mail s'il est un client professionnel. L'accès à l'espace client www.mobilize-fs.fr est compatible avec les navigateurs suivants : Internet Explorer 11, Adobe Acrobat Reader DC, Firefox, Chrome et Safari.

3. PRIX DU SERVICE

Le client conserve à sa charge les coûts de télécommunication de son opérateur de connexion Internet lors des accès à son espace client sur lequel seront déposés les documents contractuels qu'il aura signés.

4. DESCRIPTION DU SERVICE

Sur le lieu de vente de son mandataire IOBSP, MOBILIZE FINANCIAL SERVICES propose au client de prendre connaissance des documents précontractuels s'il y a lieu et ensuite de signer son contrat de financement et les prestations associées à l'aide d'un service de signature électronique. MOBILIZE FINANCIAL SERVICES utilise l'outil de signature électronique mis en oeuvre en collaboration avec l'opérateur de services de certification dument habilité DocuSign France (ci-après dénommé Tiers de confiance) selon le procédé suivant :

- Présentation des documents sur l'écran de l'ordinateur que le vendeur présente au client
- Signature des documents par le client sur l'écran de la tablette mis à sa disposition
- Enregistrement de la signature dématérialisée
- Création d'un acte original signé par l'apposition d'une signature électronique par le Tiers de confiance
- Création, transmission et archivage d'un fichier de preuve.

Le fichier de preuves créé permet de garantir l'intégrité des documents contractuels et le lien entre le client et les documents contractuels auxquels il a souscrit. Il contient l'ensemble des éléments de la transaction (les certificats électroniques de signature, les données d'horodatage, les documents originaux signés des deux parties).

Le fichier de preuves ainsi créé et archivé, est soit remis sur l'espace client www.mobilize-fs.fr et envoyé par mail s'il s'agit d'un particulier, soit adressé par mail s'il s'agit d'un professionnel.

5. PROTOCOLE DE SIGNATURE

5.1 Prise de connaissance des différents éléments précontractuels et contractuels sur l'écran d'ordinateur.

Le client prendra connaissance des documents suivants :

- a. Les Conditions générales d'utilisation du service de signature électronique.
- b. La fiche de conseil sur l'assurance DIPE, s'il y a lieu,
- c. Le document d'information sur l'assurance DIPE, s'il y a lieu,
- d. La notice sur l'assurance DIPE, s'il y a lieu :
- e. La fiche de conseil sur l'assurance Perte Financière FA+, s'il y a lieu
- f. Le document d'information sur l'assurance Perte Financière (FA+), s'il y a lieu.
- g. La fiche de conseil sur l'assurance Extension de Garantie, s'il y a lieu.
- h. Le document d'information sur l'assurance Extension de Garantie, s'il y a lieu.
- i. Le document d'information sur l'assurance Assistance avec véhicule de remplacement, s'il y a lieu.
- j. La politique de confidentialité et de protection des données à caractère personnel et de la vie privée.
- k. La demande de renseignements.
- l. Les conditions particulières de votre contrat.
- m. Les conditions générales de votre contrat de crédit-bail et des conditions générales des prestations optionnelles, s'il y a lieu.
- n. La demande d'adhésion à l'assurance DIPE, s'il y a lieu.
- o. Les conditions générales de l'assurance Extension de Garantie, s'il y a lieu.
- p. La déclaration d'adhésion à l'assurance Extension de Garantie, s'il y a lieu.
- q. Les conditions générales de l'assurance Assistance avec véhicule de remplacement, s'il y a lieu.
- r. Le mandat SEPA.

Le client peut parcourir chaque document, en utilisant les flèches en bas de la tablette.

Pour passer au document suivant le client doit cliquer sur la tablette dans la case "suivant" à l'aide du stylet. Le document suivant est alors présenté à l'écran. Le client doit prendre connaissance de l'ensemble des documents avant de pouvoir procéder à la signature.

Le client consommateur devra valider la prise de connaissance des documents précontractuels, il pourra ensuite décider ou non de continuer son parcours de souscription.

5.2 Modalités de recueil du consentement client

Le consentement du client est recueilli par l'intermédiaire de trois actions cumulatives qui sont :

- Dans un premier temps le client clique sur les prestations assurances et/ ou sur les services qu'il souhaite souscrire.
- Dans un deuxième temps le client appose sa signature sur la tablette (signature dématérialisée) et une image de celle-ci est automatiquement créée.
- Et enfin le client confirme son acceptation par un clic sur « valider » sur la tablette.

Le client au préalable doit saisir sur la tablette un code numérique à 6 chiffres qui lui est envoyé sur le numéro de mobile qu'il aura indiqué au mandataire IOBSP.





5.3 Effets juridiques attachés à la signature électronique

A l'issue des actions décrites ci-dessus, le contrat est signé électroniquement, il n'est plus modifiable, ni altérable.

Le contrat archivé par l'intermédiaire du tiers de confiance constitue un titre original au sens de l'article 1375 du code civil.

Cela signifie que sauf rétractation du client (pour les clients consommateurs) ou refus d'agrément de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, le client sera tenu à compter de la livraison du bien financé au paiement des échéances du financement.

5.4 Remise du contrat

Le contrat signé est remis au client sur le lieu de vente au travers d'un fichier PDF qui s'affiche sur l'écran d'ordinateur. Il est demandé au client d'en faire la relecture et d'en accuser réception.

6. CONSERVATION DU FICHIER DE PREUVES

Le fichier de preuves est conservé par une société d'archivage spécialement mandatée à cet effet pendant une durée de dix (10) ans à compter de la date de signature électronique.

Les registres informatisés conservés dans les systèmes informatiques de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES ou de ses prestataires éventuels, seront conservés dans des conditions de sécurité et de confidentialité requises par la loi applicable en vigueur.

Il est de la responsabilité du client d'archiver l'exemplaire de contrat qui lui a été restitué dans son espace client ou par mail, ou sur tout autre support durable de son choix.

7. CONVENTION DE PREUVE

Le client s'engage par les présentes à accepter, qu'en cas de litige, le fichier de preuves contenant le document original signé par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES et lui-même, ainsi que toutes les données permettant de garantir l'horodatage, l'exactitude et l'intégrité de ses informations, soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve des données et des faits qu'ils contiennent ainsi que des engagements qu'ils expriment. La portée de cette preuve est celle accordée à un original, au sens de l'article 1366 et suivants du Code civil.



Assurance Pertes Pécuniaires

Document d'information sur le produit d'assurance



MMA IARD Assurances mutuelles, Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD, Société anonyme, RCS Le Mans 440 048 882.

PERTE FINANCIÈRE FA+ Conditions générales n°8 427 446, 8 427 447 et 8 427 448

Ce document d'information vous présente un résumé des principales garanties et exclusions du produit et ne prend pas en compte vos besoins et demandes spécifiques. Vous trouverez l'information complète sur ce produit dans la documentation précontractuelle et contractuelle.

De quel type d'assurance s'agit-il ?

Ce contrat d'assurance protège les clients titulaires d'un contrat de crédit affecté, de crédit-bail et de Location avec Option d'Achat (LOA) souscrit auprès de DIAC S.A. (Contrats MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, ci-après dénommé "le Contrat financier") de certains risques financiers en cas de fin anticipée "du Contrat financier" liée à la perte totale du bien financé ou loué.



Qu'est-ce qui est assuré ?

"Le Contrat financier"

✓ En cas de fin anticipée "du Contrat financier" causée par une perte totale du bien financé ou loué :

- Perte financière en crédit affecté :

Versement d'une indemnité égale à la différence entre :

- le capital restant dû au jour du sinistre, augmentée de l'apport comptant revalorisé - ou valeur agréé –
ET,

- la valeur économique Toutes Taxes Comprises évaluée par expert au jour du sinistre du bien financé ou l'indemnité perçue de l'assureur du bien (**valeur de sauvetage non déduite déduction faite de la franchise dans la limite de 760 euros**) si elle est supérieure.

- Perte financière en crédit-bail et LOA :

Versement d'une indemnité d'assurance égale à la différence Hors Taxes entre :

- la valeur de l'option d'achat Hors Taxes due au jour du sinistre augmentée du premier loyer majoré, à l'exclusion des loyers impayés,
ET,

- la valeur économique Hors taxes du bien à dire d'expert ou le montant de l'indemnité versée par l'assureur du bien loué (**valeur de sauvetage non déduite déduction faite de la franchise dans la limite de 760 euros**) s'il lui est supérieur.

✓ Rachat de franchise :

En cas de sinistres partiels, remboursement du montant de la franchise dommage retenue par l'assureur du bien financé ou loué, dans la limite de 760 € ou du montant total des réparations (si inférieur à la franchise). A défaut d'application d'une franchise, l'indemnité est de 380 €. En cas de sinistres bris de glaces, si l'Assuré n'est pas assuré "Tous Risques" et à défaut d'application d'une franchise, l'Assureur règle une indemnité forfaitaire de 70 €.



Qu'est-ce qui n'est pas assuré ?

✗ "Le Contrat financier" portant sur :

- Les biens d'un poids total autorisé en charge de plus de 6,5 tonnes.
- Les biens de plus de 7 ans.
- Les biens destinés à la location sans chauffeur, de courte ou de longue durée et des biens à double commande.
- La fin anticipée "du Contrat financier" non liée à une perte totale.



Y a-t-il des exclusions à la couverture ?

Principales exclusions :

- ! Les loyers et les échéances impayés.
- ! Les sinistres causés intentionnellement.
- ! Les sinistres résultant de l'état d'ivresse ou de la conduite sous l'emprise de stupéfiants.
- ! Les dommages survenus lors de la participation à des épreuves sportives, courses, compétitions ou essais.
- ! La garantie rachat de franchise n'intervient pas en cas de sinistre en stationnement sans tiers identifié.

Principales restrictions

- ! La garantie "Rachat de franchise" est limitée à 3 sinistres pris en charge par an.
- ! Pour le versement de l'indemnité "Perte financière", l'apport comptant revalorisé est pris en compte dans la limite de 50 % du prix d'achat du bien financé (restriction propre au crédit affecté).
- ! La garantie perte financière n'intervient qu'en cas de perte totale.



REF : IPID_FA+-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : IPID.FA.MBLZ.07-2024



Où suis-je couvert(e) ?

Pour tous les sinistres survenus en France, dans les Départements et Régions d'Outre-mer et Collectivités d'Outre-mer (DROM COM), dans les principautés d'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, dans les pays membres de l'Union Européenne, en Suisse, en Islande, en Norvège, au Royaume-Uni, dans les Etats du Saint-Siège et en République de Saint-Marin.



Quelles sont mes obligations ?

Sous peine de nullité de l'adhésion au contrat d'assurance ou de non-garantie, l'Assuré doit :

- **A l'adhésion du contrat** : Satisfaire aux obligations d'assurance prévues au contrat de crédit affecté, de crédit-bail ou de location avec option d'achat.
- **En cours d'adhésion au contrat** : Déclarer les circonstances nouvelles qui modifient les informations fournies lors de l'adhésion.
- **Mensuellement** : Payer les primes d'assurance sous peine de résiliation pour non-paiement.
- **En cas de sinistre** : Déclarer le sinistre sous 8 jours, en cas de vol dès sa connaissance et au plus tard sous 48h. Fournir les pièces justificatives demandées.



Quand et comment effectuer les paiements ?

La prime d'assurance est fixe et payable mensuellement par prélèvement avec les loyers ou échéances "du Contrat financier".



Quand commence la couverture et quand prend-elle fin ?

La couverture prend effet à la date d'effet "du Contrat financier" ou dès qu'intervient la demande d'adhésion dans la limite de 3 mois à compter de la date d'effet "du Contrat financier". Elle prend fin au terme "du Contrat financier", sauf fin anticipée.



Comment puis-je résilier le contrat ?

Vous pouvez résilier votre adhésion au contrat dans les cas et les délais prévus par la réglementation et par la notice d'information relative à l'assurance notamment à tout moment dès lors que le contrat a un an d'existence au moyen de tout support durable, y compris par tout mode de communication à distance.

MMA IARD Assurances Mutuelles, Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD, société anonyme au capital de 537 052 368 euros, entièrement versé, RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 160, rue Henri Champion – 72030 Le Mans Cedex 9 – Entreprises régies par le code des assurances.

Version : 07-2024

Je déclare avoir pris connaissance du document d'information sur l'assurance Pertes Pécuniaires FA+.



REF : IPID_FA+-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-
EX : SE
Réf : IPID.FA.MBLZ.07-2024





FICHE DE CONSEIL SUR L'ASSURANCE PERTE FINANCIERE : FA+

Nos conseils en fonction de vos besoins :

Au jour de la signature de votre contrat, le bien loué a :	Vous avez les besoins suivants :	Nous vous conseillons d'adhérer à la prestation :	Vous serez ainsi, en complément de la prise en charge de votre assurance couvert ⁽¹⁾ de :	jusqu'à :
Moins de 7 ans et pèse jusqu'à 6,5 tonnes	Vous envisagez de souscrire un contrat de crédit-bail et vous êtes sensible au sort de ce contrat en cas de vol ou destruction du bien loué.	FA+	- la perte financière que vous pourriez subir en cas de vol ou destruction totale du bien loué, - tout ou partie de la franchise laissée à votre charge en cas de sinistre.	la fin de votre contrat de crédit-bail.
Plus de 7 ans ou plus de 6,5 tonnes	Vous ne pouvez pas souscrire à l'assurance FA +			

(1) Cette garantie n'est ni une assurance obligatoire, ni une garantie destinée à couvrir les dommages subis par le bien. Elle n'interviendra que pour autant que vous ayez au jour du sinistre, conformément à l'obligation qui vous est faite par les conditions générales du contrat de crédit-bail, une assurance qui couvre au minimum votre responsabilité civile (voir conditions d'adhésion, détails de la couverture et limites contractuelles dans la notice d'information relative cette assurance).

Nos recommandations :

Compte tenu des informations communiquées, nous vous conseillons d'adhérer à cette assurance protectrice de vos intérêts. Notre conseil consiste à fournir un produit cohérent avec vos besoins. Nous attirons votre attention sur le fait qu'en l'absence d'adhésion aux garanties proposées, dans l'éventualité d'un quelconque sinistre, il vous incombera de prendre, seul, toutes dispositions nécessaires pour satisfaire à vos obligations contractuelles vis-à-vis de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

Vous bénéficiez d'un droit de renonciation à ce contrat pendant un délai de trente jours (calendaires) à compter de sa conclusion, sans frais ni pénalités. Toutefois, si vous bénéficiez d'une ou de plusieurs primes d'assurance qui vous sont offertes, de telle sorte que vous n'avez pas à payer une prime sur un ou plusieurs mois au début d'exécution du contrat, ce délai ne court qu'à compter du paiement de tout ou partie de la première prime. L'exercice du droit de renonciation est subordonné aux quatre conditions suivantes :

1. Vous avez souscrit ce contrat à des fins non professionnelles ;
2. Ce contrat vient en complément de l'achat d'un bien ou d'un service vendu par un fournisseur ;
3. Le contrat auquel vous souhaitez renoncer n'est pas intégralement exécuté ;
4. Vous n'avez déclaré aucun sinistre garanti par ce contrat.

Dans cette situation, vous pouvez exercer votre droit à renoncer à ce contrat en nous adressant une lettre ou tout autre support durable. Nous sommes tenus de vous rembourser la prime payée dans un délai de trente jours à compter de votre renonciation. Par ailleurs, pour éviter un cumul d'assurances, vous êtes invité à vérifier que vous n'êtes pas déjà bénéficiaire d'une garantie couvrant l'un des risques garantis par le contrat que vous avez souscrit.

Outre le document d'information sur le produit d'assurance, nous vous conseillons de lire attentivement la notice d'information relative à cette assurance et, plus particulièrement, les points relatifs à la définition des garanties et aux exclusions.

Pour toute autre précision, vous pouvez vous adresser au numéro 01 49 32 32 84.

Informations générales :

Pour toute information ou réclamation liée à l'activité d'intermédiation en assurances de DIAC S.A., vous pouvez vous adresser à notre Service Relation Consommateurs, par courrier : MOBILIZE FINANCIAL SERVICES - Service Relation Consommateurs, 14 avenue du Pavé Neuf, 93168 Noisy-le-Grand Cedex ou, par courriel : relation-consommateurs-diac@rcibanque.com.

Si aucun accord n'a été trouvé ou à défaut de réponse dans les deux mois, vous avez la possibilité de faire appel au médiateur de l'ASF (Association Française des Sociétés Financières) sous un délai d'un an à compter de votre réclamation écrite à notre service Relation Consommateurs. La saisine du médiateur s'effectue en adressant un courrier à l'attention du Médiateur de l'ASF, 75854 Paris Cedex 17 ou via le site internet : www.lemediateur.asf-france.com.

Le médiateur est tenu de statuer dans un délai de 90 jours à compter de sa saisine. Celle-ci suspend la prescription conformément à l'article 2238 du code civil. Cette procédure de médiation est gratuite. Les dispositions ci-dessus s'entendent sans préjudices des autres voies d'actions légales.

Pour son activité d'intermédiaire en assurances DIAC S.A. relève de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), 4 Place de Budapest - CS 92459 75436 Paris Cedex 09.







Fiche d'INFORMATION IOBSP/IOA

Offre émise le : 26/07/2024

FAURIE AUTO CAHORS RENAULT CAHORS - GROUPE FAURIE

28 Route DE TOULOUSE

RN 20

CAHORS

Agent : A1318 Vendeur : BISIAUX Quentin

N° ORIAS : 07 008 593 - www.orias.fr

N° RCS : B351839535

Intervenant à titre d'Intermédiaire de Banque à titre non exclusif.

Immatriculation consultable sur le site www.orias.fr

Indication des mandants :

DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES 14 avenue du Pavé-Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex. - Siren 702 002 221 R.C.S Bobigny - N° ORIAS 07 004 966

- ☐ J'ai enregistré au cours de l'année précédente plus d'un tiers de mon chiffre d'affaires au titre de l'activité d'intermédiation avec ce mandant.
- ☒ Ce mandant ne détient aucune participation directe ou indirecte dans mon capital, ni même aucun droit de vote dans mon entreprise.
- ☐ Ce Mandant détient indirectement, une participation supérieure à 10% de mon capital.

Autres mandants (Raison sociale, RCS, ORIAS) :

Vous avez déclaré ne pas avoir de connaissance Il vous est néanmoins rappelé :

spécifique ou d'expérience en matière d'opérations de 1) que cette offre doit faire l'objet d'un agrément par banque, et souhaiter financer l'achat de votre véhicule. l'établissement financier mandant,

Après prise en compte d'une part, de vos besoins et 2) qu'en cas d'octroi du financement par cet établissement financier, vous devez veiller à ne pas par examen de vos ressources, charges, et prêts en aggraver votre endettement afin de pouvoir honorer le cours, tels que vous nous les avez déclarés, une offre paiement des échéances relatives au financement adaptée à votre situation vous est proposée. accordé ; dans le cas contraire le prêteur serait

Les détails et éléments de cette offre, ainsi que sa nature susceptible notamment de procéder à la reprise du figurent dans la fiche d'information précontractuelle qui véhicule objet du financement et d'exiger le vous a été remise. remboursement anticipé de sa créance.

Procédure de recours et de réclamation :

Si les réponses qui vous sont données ne satisfont pas votre demande, vous pouvez adresser votre réclamation à notre service relation client (à l'adresse de la concession) ou saisir le service concerné du Mandant dont vous trouverez les coordonnées sur l'exemplaire du contrat de financement qui vous est remis.

Autorité de contrôle : ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution)

4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 PARIS CEDEX 09



REF : IOBSP-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : IOBSP.12-2022



INTERVENANT A TITRE DE MANDATAIRE D'INTERMEDIAIRES EN OPERATION D'ASSURANCE (MIA)

Immatriculation consultable sur le site www.orias.fr

Indication des mandants :

1) MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, Mandataire d'assurance de RCI Life et RCI Insurance pour les assurances décès, incapacité.

☐ J'appartiens au même groupe que les assureurs RCI Life, RCI Insurance et que le mandant MOBILIZE FINANCIAL SERVICES

2) MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, Mandataire d'assurance de MMA IARD Assurances Mutuelles pour l'assurance Perte Financière et pour les assurances Extension de Garantie des véhicules d'occasion.

3) Le mandat MOBILIZE FINANCIAL SERVICES me rémunère sous forme de commissions.

4) Autres mandants (Raison sociale, RCS, ORIAS) :

Vous avez déclaré ne pas avoir de connaissance spécifique ou d'expérience en matière d'opérations d'assurance, et avez souhaité connaître les différentes assurances proposées par le prêteur pour garantir le remboursement du financement en cas de maladie, de décès, perte d'emploi, ou même de destruction du bien financé.

Je vous ai exposé et remis une fiche explicative sur les différentes assurances proposées par mon intermédiaire.

C'est en fonction de ces explications, des besoins que vous avez exprimés et de mes préconisations que vous vous êtes déterminé.

Je reconnais qu'il m'a été remis :	
☐ La fiche d'information européenne précontractuelle normalisée en matière de crédit.	☐ La fiche européenne normalisée assurance.
	☒ Un document de synthèse sur les assurances proposées.

Je déclare avoir pris connaissance de la fiche sur l'intermédiation en banque et en assurance.



REF : IOBSP-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : IOBSP.12-2022



POLITIQUE DE CONFIDENTIALITÉ ET DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL ET DE LA VIE PRIVÉE

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement n°2016/679 dit **règlement général sur la protection des données (RGPD)**, les données à caractère personnel recueillies auprès de la personne afin d'instruire une demande de financement ou de location longue durée de véhicule et le cas échéant lors de la souscription de prestations de services, sont traitées et enregistrées par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES**, en qualité de **responsable de traitement**. Ces données permettent d'identifier directement ou indirectement une personne physique. Certaines sont obligatoires pour instruire et obtenir le financement ou la location longue durée et souscrire à des éventuelles prestations associées. En cas de défaut de réponse, la demande ne pourra pas être traitée et le dossier pourra être refusé. Certaines données, couvertes par le secret bancaire, ne pourront être transmises à des tiers qu'avec l'accord de la personne.

Sauf précision contraire, cette notice s'applique uniformément à l'ensemble de la clientèle et à tous les produits et services proposés par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

I. FINALITÉS ET FONDEMENTS JURIDIQUES DES TRAITEMENTS - CATÉGORIES DE DONNÉES TRAITÉES – DURÉE DE CONSERVATION

La majorité des informations est collectée directement auprès de la personne. Dans le cadre des obligations légales ou de l'instruction de la demande, certaines données peuvent être recueillies ou vérifiées auprès de tiers. Les données à caractère personnel sont traitées et communiquées pour les finalités suivantes, classées en fonction de leur fondement juridique :

Exécution du contrat auquel la personne est partie :

- l'attribution, la gestion et l'exécution du contrat, la gestion des incidents de paiement, du recouvrement et du contentieux, la constitution et la gestion de garanties, la gestion du sinistre du véhicule financé ou loué. Les données pourront être mises à jour et complétées tout au long de la relation contractuelle soit à la demande de la personne soit par des sources externes ;
- la délivrance et la conservation des certificats en cas de signature électronique, la gestion et l'archivage électronique des documents ;
- la gestion des services souscrits, notamment le transport du véhicule financé ou loué par un jockey ;
- l'analyse de la demande de crédit ou de location (définition du score de risque crédit et de la capacité de remboursement). Le score est un outil d'aide à la décision d'octroi du contrat à partir de modèles statistiques et mathématiques ;
- la transmission aux assureurs et prestataires des données nécessaires à la mise en œuvre des assurances et prestations souscrites par le client.

Accord de la personne :

- les opérations relatives à la prospection commerciale par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES ou ses partenaires en fonction des choix exprimés par la personne ainsi que pour l'envoi de newsletters et les enquêtes de satisfaction relatives aux produits et services ;
- l'établissement de profils afin d'améliorer la communication avec le client et lui proposer des produits et services personnalisés ;
- le suivi d'audience des sites internet et des emails de prospection commerciale (cookies) ;
- collecte des données nécessaires à l'analyse d'une demande de financement en ligne auprès de l'établissement bancaire de la personne sous réserve de son accord préalable. Nous sommes susceptibles de collecter les catégories spéciales de données personnelles (ou "données sensibles") suivantes, uniquement après avoir obtenu votre consentement explicite préalable : Données biométriques (par exemple des empreintes digitales, l'empreinte vocale ou des données de reconnaissance faciale) qui peuvent être utilisées à des fins d'identification et de sécurité.

Intérêt légitime de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES :

- la prévention et la gestion des irrégularités : toute déclaration fautive ou irrégulière pourra faire l'objet d'un traitement spécifique afin de prévenir la fraude et donner lieu à un refus du contrat voire à une inscription sur un fichier destiné à prévenir la fraude ;
- la constitution de modèles de score et la prévention du risque ;
- la titrisation des créances (cession de créances) et les finalités complémentaires en résultant, à savoir l'analyse et l'audit des créances cédées, la notation des opérations de titrisation, les démarches administratives

et judiciaires y afférentes, y compris la constitution, l'inscription et la prise éventuelles de garanties et de sûretés, la réalisation de statistiques et de reporting sur les créances ;

- l'amélioration de la qualité du "service client" : les conversations téléphoniques sont susceptibles d'être enregistrées, la personne peut s'y opposer en le signalant à son interlocuteur en début d'entretien. Dans le cadre de l'utilisation du service d'appel automatisé, les échanges seront enregistrés. La personne peut s'opposer à l'utilisation du service et à l'enregistrement en raccrochant ;
- sauf si la personne s'y oppose, les enquêtes de satisfaction relatives aux événements de gestion et aux processus à des fins d'amélioration de la qualité de service aux clients ;
- le suivi des avis des personnes dans le cadre de la collecte des données sur les réseaux sociaux, les forums publics, les sites internet ;
- l'établissement de statistiques ;
- la réalisation des modèles ou tests dans le cadre d'actions de recherche et développements notamment pour améliorer la prévention, la détection et la gestion des fraudes.

Obligations légales à respecter par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES :

- l'actualisation des fichiers de prospection auprès de l'organisme chargé de la liste d'opposition au démarchage téléphonique pour les clients consommateurs ;
- le respect des obligations légales et réglementaires, notamment, la consultation, l'inscription/désinscription au fichier national des incidents de remboursement des crédits aux particuliers (FICP) applicable aux crédits accordés aux personnes physiques pour des besoins non professionnels et la conservation de la preuve de la consultation, le dispositif de détection des situations de fragilité financière afin de proposer aux clients concernés des mesures d'accompagnement adaptées, le dispositif de traitement des situations de surendettement, dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (identification et vérification de l'identité des clients, personnes politiquement exposées, représentants et bénéficiaires effectifs, détermination d'un profil de risque et vigilance sur les opérations et paiements), la réglementation relative aux amendes et contraventions routières (désignation du locataire pour les produits locatifs) ; le contrôle des risques auxquels MOBILIZE FINANCIAL SERVICES peut être exposée et les déclarations réglementaires aux autorités de tutelle.

Certains services télématiques, connectés ou applications embarquées, auxquels le client a souscrit, utilisent des services proposés par le constructeur du véhicule financé ou loué. Pour obtenir davantage d'informations sur le traitement de vos données personnelles que pourraient mettre en œuvre le constructeur à cette occasion, il convient de se reporter à sa politique de vie privée accessible sur son site Internet. MOBILIZE FINANCIAL SERVICES ne dispose pas des données relatives à ces services.





MOBILIZE FINANCIAL SERVICES conserve les données personnelles pour une durée correspondant à celle de la relation contractuelle augmentée des délais légaux de conservation et de prescription auxquels MOBILIZE FINANCIAL SERVICES est tenue. Les catégories de données sont traitées en fonction de leur finalité.

Catégories de données traitées État-civil, Identité, Données d'identification <i>(nom, prénom, date et lieu de naissance, adresse, n° contrat / partenaire, VIN ou BIN (n° du châssis), copie pièce d'identité...)</i> Vie personnelle <i>(situation familiale, nombre de personnes à charge...)</i> Informations économiques et financières <i>(revenus, situation financière, fiscale, données contrat de financement, RIB, inscription FICP...)</i> Vie professionnelle <i>(profession, type de contrat, employeur...)</i>	Durées de conservation associées selon les finalités - Gestion, attribution et exécution du contrat, score d'acceptation, traitement du surendettement, titrisation : → Durée nécessaire à l'exécution du contrat + 5 ans. - Pour les prospects et en l'absence de conclusion du contrat : 6 mois à compter de l'annulation ou du refus. - Fraude externe → 5 ans à compter de l'inscription dans le fichier. - Gestion électronique des documents → Durée de la relation contractuelle + 5 ans ou à la clôture de l'espace client. - Signature électronique → 10 ans à compter de la souscription du contrat. - Prospection commerciale → 5 ans après la fin de la relation commerciale pour les clients et 3 ans à compter de la collecte des données ou du dernier contact pour les prospects. - Lutte contre blanchiment → 5 ans à compter de la clôture du compte ou de la cessation de la relation pour les données et documents relatifs à l'identité des clients. - Obligations réglementaires et suivi du risque → 10 ans à compter de la fin de la relation contractuelle. - Comptabilité générale : 10 ans à compter de la clôture d'exercice.
Données de santé <i>si adhésion aux assurances décès-incapacité-perte emploi</i>	- Pour la gestion des sinistres : 2 ans à compter de la clôture du sinistre. - Pour les données nécessaires à l'exécution du contrat : la durée du contrat + 5 ans.
Données pour le traitement des amendes	Maximum 12 mois (délai de prescription).
Données de connexion (IP, logs, cookies, infos d'horodatage, identifiants terminaux)	Gestion des cookies, mesure d'audience des sites internet, des emails de prospection commerciale et espace Client → 13 mois maximum à compter du jour où l'utilisateur émet son consentement.

II. DESTINATAIRES.

Les données à caractère personnel ne sont communiquées, dans les limites de leurs attributions respectives, selon la finalité poursuivie et dans le respect des accords des personnes qu'aux :

- personnels chargés de l'acceptation, la passation et l'exécution du contrat,
- personnels chargés de la relation client,
- personnels chargés du recouvrement,
- personnels chargés de la préparation et de la gestion des dossiers contentieux ainsi que les tiers juridiques (avocats, huissiers, magistrats, médiateurs, notaires, experts, etc.),
- personnels chargés de la gestion des assurances et sinistres : médecin-conseil, assureurs des clients, ou tiers,
- personnels habilités des services marketing, commercial, juridique, administratifs, logistiques et informatiques,
- personnels chargés du contrôle (commissaire aux comptes, services chargés des procédures internes de contrôle, auditeurs,...),
- apporteurs d'affaires (constructeurs automobiles et leurs réseaux agréés) et mandataires de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES ayant le statut d'intermédiaire en opérations de banque et services de paiement ("IOBSP") (concessionnaires des véhicules ou CARIZY en cas d'achat du véhicule sur www.carizy.com ou tout autre site des constructeurs automobiles),
- partenaires (assureurs, assistants, fournisseurs de services...),
- sous-traitants, liés contractuellement à MOBILIZE FINANCIAL SERVICES,
- sociétés du groupe (DIAC LOCATION et RCI BANQUE),
- organismes dans le cadre des obligations légales (Banque de France, ACPR, BCE, CNIL,

Tracfin, Bloctel, Agence Nationale de Traitement Automatisé des Infractions, Office du Ministère Public...),

- sociétés de gestion et dépositaires de tout organisme de titrisation ainsi que les destinataires et sous-traitants, les agents et autorités impliqués directement ou indirectement dans les opérations de titrisation des créances (par exemple, les agences de notation, les auditeurs, les banques partenaires à l'opération de titrisation, RCI Banque, les conseils et avocats, les agents séquestres, et des sûretés et tout autre prestataire de services impliqué et toutes les autorités administratives, réglementaires et judiciaires compétentes concernant lesdites opérations ou la constitution, l'inscription et la réalisation éventuelles de garanties et de sûretés).

En cas de transfert hors de l'Union Européenne, les données à caractère personnel sont anonymisées ou transférées dans le respect de la réglementation. Ces données peuvent être transférées en dehors de l'Union Européenne notamment au Maroc par les assistants et assureurs partenaires de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES sous leur propre responsabilité (Cf. mentions dans les notices propres à chacune de ces prestations en cas de souscription). MOBILIZE FINANCIAL SERVICES a confié la supervision technique de ses infrastructures informatiques à Accenture SAS qui fait appel à Accenture Services Private Ltd établie en Inde.

Ce transfert est encadré par les clauses contractuelles types de la Commission européenne. La maintenance des serveurs peut également être effectuée par la filiale de Renault RNTBCI en Inde ; ce traitement est encadré par des garanties assurant un niveau de protection des données équivalent à celui offert par l'Union Européenne

(notamment par l'utilisation des clauses contractuelles types de la Commission européenne).

III. SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

MOBILIZE FINANCIAL SERVICES prend les mesures de sécurité et de confidentialité appropriées aux risques présentés par les traitements, la conservation des données à caractère personnel et l'utilisation d'un service de communication au public en ligne et d'espaces clients dédiés à certaines opérations. Elle prend toutes précautions utiles pour notamment empêcher qu'elles soient déformées ou endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Dans les limites de leurs attributions et après avoir obtenu une authentification afin d'accéder aux données, les collaborateurs, préposés, mandataires et prestataires sont habilités par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES en fonction de la finalité de chaque traitement.

IV. DROITS DES PERSONNES

En cas de refus d'octroi d'un financement ou d'une location, quel qu'en soit le motif, le client peut solliciter MOBILIZE FINANCIAL SERVICES pour un entretien afin de présenter ses observations.

Droit d'accès et de rectification des données client : si nécessaire sur simple justification de son identité (copie d'une pièce d'identité).

Droit d'opposition :

1) le client peut s'opposer à ce que ses données fassent l'objet d'un traitement sous réserve d'un motif légitime,

2) il peut demander à ne plus être sollicité pour des opérations commerciales ou des enquêtes de satisfaction.

Droit à la portabilité des données :

Le client peut récupérer les données qu'il a four-





nies dans un format structuré et exploitable informatiquement pour pouvoir notamment les transmettre à un autre responsable de traitement. Il peut également demander la transmission directe par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES de ses données à un autre responsable de traitement.

Droit à l'effacement (ou droit à l'oubli) :

le client concerné a le droit d'obtenir l'effacement de données à caractère personnel le concernant. MOBILIZE FINANCIAL SERVICES a l'obligation d'effacer ces données dans les meilleurs délais, et ce dans la limite de ses obligations légales et réglementaires de conservation des données et de la gestion des litiges.

Droit à l'oubli des mineurs :

sur simple demande, le client dispose d'un droit à l'effacement des données à caractère personnel qui auraient pu être collectées alors qu'il était mineur.

Droit des personnes décédées :

le client peut adresser des directives particulières relatives à la conservation, l'effacement et la communication de ses données à caractère personnel après son décès. MOBILIZE FINANCIAL SERVICES enregistrera ces directives particulières et selon leurs contenus communiquera les données au tiers désigné ou procédera à leur effacement.

Droit à la limitation des données :

dans certaines circonstances selon les dispositions légales.

Pour exercer ces droits le client doit s'adresser :
• Par courrier : au Service Relation Consommateurs de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, 14 av. du Pavé Neuf, 93168 Noisy-le-Grand Cedex ou par email : dataprotectionofficer-france@rcibanque.com.

Vous pouvez également vous rendre sur votre espace client pour vos choix en termes de prospection commerciale.

• **Pour le FICP** :

- Droit d'accès : auprès de la Banque de France par voie postale ou électronique dans les conditions fixées par la Banque de France ou auprès d'un guichet de la Banque de France.

- Droit d'accès (preuve de la consultation), droits de rectification ou d'effacement (inscription incident de paiement) : auprès de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES par courrier ou email (voir ci-dessus adresses).

• Pour la mise en œuvre de la surveillance ayant pour finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et l'application des sanctions financières, à la CNIL – cellule du droit d'accès indirect – 3 place de

Fontenoy TSA 80715
–75334 Paris Cedex
07.

• **Délégué à la protection des données du groupe RCI BANQUE** :

dataprotectionofficer-france@rcibanque.com

Le client conserve le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés) 3 place de Fontenoy - TSA 80715 – 75334 Paris Cedex 07.

V. INFORMATION EN CAS DE CHANGEMENT DE POLITIQUE

Dans un monde où les technologies évoluent constamment, la présente politique peut nécessiter d'être mise à jour. C'est pourquoi, il est important, pour être sûr d'avoir la dernière version de cette politique, de se rendre régulièrement sur notre site internet à la rubrique consacrée aux données personnelles figurant au bas de la page web. En cas de changement significatif de cette politique, une information sera communiquée sur le site ou par l'un des canaux habituels de communication.

VI. Mes choix

• Je fais un geste pour l'environnement, je ne m'oppose pas à la relation contractuelle dématérialisée avec MOBILIZE FINANCIAL SERVICES FRANCE :

- si le financement est destiné à un usage privé : via l'espace client ou par email ;

- si le financement est destiné à un usage professionnel : par email, dès lors que j'ai communiqué mon adresse électronique :

☒ J'accepte

☐ Je n'accepte pas

• J'autorise le transfert de mes données (y compris certaines soumises au secret bancaire*) au fournisseur du véhicule et à son constructeur de rattachement, ou le cas échéant à CARIZY (en cas d'achat d'un véhicule sur www.carizy.com ou www.entre-particuliers.renault.fr), ainsi qu'aux sociétés du groupe RCI BANQUE (DIAC LOCATION et RCI BANQUE), afin de recevoir des propositions commerciales, quel que soit le mode de communication (mail, SMS, courrier, téléphone) :

☒ J'accepte

☐ Je n'accepte pas

(*) le client peut avoir communication de la liste auprès de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES FRANCE.

Les choix effectués ci-dessus seront enregistrés dans l'espace client où le client pourra les modifier à tout moment (non applicable si le contrat est destiné aux besoins d'une activité professionnelle, et aux cautions).

MOBILIZE FINANCIAL SERVICES en sa qualité d'intermédiaire en assurance ou de sous-traitant peut être amenée à recueillir et gérer des données clients pour le compte de ses mandants, le client est invité à se reporter aux notices ou Conditions générales des prestations de ces mandants pour connaître des modalités de traitement des données personnelles.

Je déclare avoir pris connaissance de la politique de confidentialité et de protection des données à caractère personnel et de la vie privée.



REF : RGPD-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : RGPD.MBLZ.12-2022



**DEMANDEUR - ENTREPRISE****RENSEIGNEMENTS GENERAUX RELATIFS A L'ENTREPRISE**

Raison Sociale: MW RENOVATION

Tél: 06.77.88.32.30

Lieu inscription siège tribunal:

Email : mwrenovation46@gmail.com

Siren: 983334772 Nic: 00016

Enseigne commerciale:

Activité: Services privés

FORME JURIDIQUE

Type de société : SARL au capital de: 1000 K€

Année Création: 01/24 Effectif: 0 SALARIE

LOCAUX D'EXPLOITATION

Fond: Propriétaire

Murs: Propriétaire

CA der. ex.:

CA ex. préc.:

Parc actuel Total: 1 dont Parc actuel Renault: 1

Comptable:

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES sur le Chef d'entreprise

Nom: HEDOU WILLIAM Née HEDOU

Naissance le: 29/06/1990 à PERIGUEUX 24000

Nationalité: Française

DOMICILIATION BANCAIRE

Nom de la banque: BANQUE POPULAIRE OCCITANE

Téléphone:

Code établissement: 17807

Code guichet: 00849

N° de compte: 65521960397

Super clé: 89

Titulaire du compte: MW RENOVATION

PIECES A JOINDRE OBLIGATOIREMENT☒ Un extrait (modèle K ou K bis) de l'immatriculation au registre du commerce de moins de 3 mois.☒ Relevé d'identité bancaire.☒ Photocopie d'une pièce d'identité (après présentation d'un document original).

Bilan dernier exercice



Je certifie sur l'honneur que les renseignements ci-dessus, et en particulier ceux relatifs à l'identité, aux revenus et aux charges, sont exacts et ne comportent aucune omission.

J'ai bien noté que ces renseignements constituent des éléments essentiels pour l'acceptation de mon dossier et que toute fausse déclaration engage ma responsabilité.

J'autorise MOBILIZE FINANCIAL SERVICES à procéder éventuellement à la vérification des informations communiquées.

Je suis informé qu'une interdiction bancaire peut entraîner le refus du dossier.

« En application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés et du règlement n° 2016/679 dit règlement général sur la protection des données (RGPD) », les données à caractère personnel recueillies afin d'obtenir un financement et/ou des prestations de services sont traitées et enregistrées par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, responsable de traitement. Ces données sont obligatoires pour obtenir un financement et/ou des prestations de services.

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition ainsi que d'un droit à la limitation des données et d'un droit à l'effacement.

Vous trouverez dans la fiche « Politique de confidentialité et de protection des données à caractère personnel et de la vie privée tous les éléments relatifs aux traitements de vos données et aux modalités d'accès à vos droits. »

DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, établissement de crédit et intermédiaire d'assurances, au capital de 415 100 500 € - Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex. Siren 702 002 221 R.C.S Bobigny - N° d'identification T.V.A. : FR02 702002221 - N° ORIAS 07 004 966 - Code APE: 6492Z - www.orias.fr

Je certifie sur l'honneur que les renseignements reportés dans la demande de renseignements sont complets et exacts.



REF : RENSCLIPRO-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : FD.STE.04-2023

CONTRAT DE CREDIT-BAIL MAINTENANCE**24215855B****17BPO**

BAILLEUR : DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, établissement de crédit et intermédiaire d'assurances, au capital de 415 100 500 € - Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex. Siren 702 002 221 R.C.S Bobigny - N° d'identification T.V.A. : FR02 702002221 - N° ORIAS 07 004 966 - Code APE: 6492Z - www.orias.fr - Centre de Gestion: 04.78.17.67.07

L'offre est faite le 26/07/2024 et valable jusqu'au 10/08/2024

Véhicule à usage professionnel

**LE CONTRAT EST FAIT AU LOCATAIRE CI-DESSOUS**

Siret : 983334772 00016

STE MW RENOVATION

Adresse : 2227 ROUTE DE MAUSSAC

Tél. bur. : 06.77.88.32.30

Email : mwrenovation46@gmail.com

VENDEUR -intermédiaire non exclusif

46250 GINDOU (FRANCE)

LE CONTRAT EST DESTINE A LOUER CE VEHICULE

(Pour info. assurance voir la notice assurances facultatives)

RENAULT NOUVEAU TRAFIC FOURGON E6DF

FG GCF L1H1 2T8 BLUE DCI 130 E6DF

Gamme : VU Qualité : VN Puis. : 7 CV

- FAURIE AUTO CAHORS RENAULT CAHORS -

GROUPE FAURIE

28 Route DE TOULOUSE

RN 20

46000 CAHORS

RCS : B351839535 - N°ORIAS : 07 008 593

Agent : A1318 Vendeur : BISIAUX Quentin

Valeur de référence (2)

25794.26€

LE CONTRAT EST FAIT AUX CONDITIONS PARTICULIERES SUIVANTES

Durée en mois : 48

Nombre de loyers : 48

Kilométrage maintenance maximum pris en charge

60 000 km

Loyers hors prestation (2)

48 Loyer de

654.51€

Périodicité : Mensuelle

Barème : 17BPO / ECB7 Entretien

Coût de 100 "kilomètres-maintenance" supplémentaires (2)

5.28€

Option finale d'achat (2)

2579.43€

Coût total avec prestations et assurances facultatives incluses

35233.83€

PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES FACULTATIVES

Assistance aux véhicules et aux personnes incluse.

Montant des primes par loyer (2)
Inclus

Financière Automobile + (1)

25.79€

Décès - Incapacité (1)

Non souscrit

Véhicule de Remplacement Diac Relais (2)

Non souscrit

Tout pneu SE

Non souscrit

Options du contrat Crédit Bail Maintenance Entretien (2)

Véhicule de Remplacement Révision/Entretien catégorie de base (2)

Inclus

Pneus (2)

Non souscrit

Pneus hiver (2)

Non souscrit

Roues hiver (2)

Non souscrit

*(1) exonéré de TVA - (2) exprimé TTC si VP, HT si VU [La TVA en vigueur venant s'ajouter au montant indiqué]

Paiement des Loyers. Prélèvement sur compte bancaire conformément au mandat de prélèvement SEPA donné.

REF : CPCRDTBAIL-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : Avril 2023

17 / 36



CONDITIONS GÉNÉRALES DU CRÉDIT-BAIL

ARTICLE 1 - OBJET ET FORMATION DU CONTRAT DE CRÉDIT-BAIL

1.1 Le présent contrat a pour objet la location par le bailleur de véhicule(s) thermiques, électriques, hybrides à usage professionnel devant rester immatriculé(s) en France et vendu(s) par le réseau agréé en France métropolitaine.

1.2 Le locataire opte aux conditions particulières de location entre la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-bail maintenance Contrat d'entretien renew pro" incluant à la charge du bailleur le coût de l'entretien tel que défini aux présentes, ou la formule "Crédit-bail" laissant le coût de l'entretien à la charge du locataire. En cas de souscription sur un support durable papier, les conditions générales de crédit-bail et des prestations optionnelles sont accessibles à partir de la page d'accueil de l'espace client IRIS (www.irisfleet.fr/diac). Il suffit de se rendre dans la rubrique "Conditions générales des contrats" située en bas de page, puis de renseigner les références des présentes conditions générales (reproduites sur les conditions particulières). Ces dernières sont archivées dans un coffre-fort électronique. Le locataire peut librement les consulter et les télécharger.

Dès sa commande, le locataire est informé de cette mise à disposition dans les conditions de l'article 1366 du Code civil ou qu'il peut les demander au bailleur gratuitement sur support papier et ce, à tout moment durant la location.

Le locataire accepte que les conditions générales du crédit-bail et des prestations optionnelles de services consultées sur le site internet lui soient opposables et qu'en cas de litige, elles soient admissibles devant les tribunaux et fassent preuve.

1.3 Le locataire assume les risques, la conduite, l'entretien du véhicule loué selon la formule qu'il a choisie. Il en a la garde juridique et la responsabilité conformément aux dispositions des articles 1733 et 1734 du Code civil. Le véhicule loué est pendant toute la durée de la location la propriété exclusive du bailleur. Le locataire ne pourra pas le céder ou le sous-louer. Le locataire s'engage à n'utiliser le véhicule loué que sur le territoire français métropolitain et pour des séjours de 30 jours consécutifs maximum en Europe. Pour toute sortie en dehors de l'Europe ou en France non métropolitaine et pour des séjours en Europe supérieurs à 30 jours, le locataire devra obtenir une autorisation, préalable et écrite, du bailleur, la demande devant lui être adressée au plus tard 15 jours avant la date de sortie prévue.

1.4 La location est soumise de plein droit aux dispositions des articles L 313-7 à L 313-11 du Code monétaire et financier (loi n° 66.455 du 2 juillet 1966 et textes subséquents) régissant les opérations de crédit-bail.

1.5 En cas de souscription électronique de votre contrat de crédit-bail (sur un support durable autre que le papier), si l'offre de contrat de crédit-bail vous convient, vous devez manifester votre acceptation en signant celle-ci électroniquement selon les modalités exposées au sein des conditions générales d'utilisation de signature électronique qui vous ont été remises. Le dispositif technique utilisé pour la signature électronique permet de garantir le lien entre votre signature et l'offre de crédit-bail qui vous a été présentée. En cas de souscription sur un support durable papier, si la présente offre de contrat de crédit-bail vous convient, alors cette dernière sera dûment remplie, datée et signée par vos soins. Dans les deux cas, (signature électronique ou signature manuscrite), le contrat de crédit-bail est définitivement conclu à partir du moment où les deux conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- la présente offre de crédit-bail a été acceptée par vos soins,
- vous avez obtenu l'agrément du bailleur.

ARTICLE 2 - ACHAT DU VÉHICULE

Le véhicule librement choisi par le locataire est spécialement acheté par le bailleur en vue de sa location au locataire.

ARTICLE 3 - DURÉE - KILOMÉTRAGE

La location est conclue pour une durée fixée aux conditions particulières.

Dans le cas où le locataire a opté pour la formule "Crédit-Bail Maintenance", un kilométrage-maintenance prévisionnel maximum, qui ne pourra pas excéder 200 000 km, est stipulé aux conditions particulières. S'il a opté pour le "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro" réservée aux véhicules d'occasion, le kilométrage-maintenance prévisionnel ne pourra pas excéder 140 000 km.

ARTICLE 4 - AGREMENT

4.1 L'agrément du bailleur résulte de la notification qui est faite au vendeur, mandaté à cet effet par le locataire.

4.2 En cas de souscription sur un support durable papier le contrat sera valablement conclu à la condition que MOBILIZE FINANCIAL SERVICES notifie au vendeur son accord dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la date de signature du présent contrat par le locataire et sous réserve de la conformité de ses documents justificatifs. A défaut d'avoir l'accord de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES dans ce délai, le contrat ne sera pas conclu, sans qu'aucune indemnité ne soit due de part et d'autre.

4.3 En toute hypothèse, la livraison du véhicule loué au locataire vaut nécessairement agrément du bailleur.

4.4 Les conditions de cet agrément sont valables trois (3) mois à compter de l'acceptation par le locataire et dans la mesure où la livraison intervient dans ce même délai.

ARTICLE 5 - LIVRAISON - DATE D'EFFET

5.1 La location prend effet le jour de la livraison du véhicule au locataire. La livraison est matérialisée par la signature du procès-verbal de livraison.

5.2 En prenant livraison du véhicule, le locataire reconnaît sa conformité avec la désignation qui en est faite aux conditions particulières.

5.3 Le bailleur ne pourra être tenu responsable d'un retard de livraison ou d'une non-conformité du véhicule.

ARTICLE 6 - LOYERS ET MODALITÉS DE PAIEMENT

6.1 Les loyers sont mensuels ou trimestriels et payables d'avance à une date indiquée sur le plan de location. Il en va de même pour toute somme qui pourrait être due au titre du présent contrat et de ses éventuels avenants. Toute période de loyer commencée est due en totalité. Toutefois, en cas de résiliation pour sinistre total du véhicule loué intervenant en cours de période, le loyer sera dû au prorata temporis.

6.2 Le prix des loyers ne variera pas en cours de contrat, sauf si venait à varier, pour des raisons indépendantes de la volonté du bailleur (notamment, changement des dispositions applicables en matière fiscale ou d'assurances), le montant des taxes afférentes aux loyers ou à l'une ou l'autre des composantes ou des prestations qui y sont incluses.

Les personnes physiques et morales visées par les dispositions de l'article 39, 4 du Code Général des Impôts devront réintégrer, dans leurs résultats taxables, une quote-part de loyer dont le montant sera communiqué, annuellement, par le bailleur.

6.3 Le paiement de toutes les sommes dues s'effectue par avis de prélèvement sur le compte bancaire ou postal pour lequel le mandat a été donné, sauf dérogation acceptée par le bailleur et figurant aux conditions particulières.

Le locataire recevra les indications nécessaires sur ces prélèvements par tout moyen à la convenance du bailleur et ce, au moins un (1) jour avant leur échéance. Pour toute information complémentaire dans le cadre du prélèvement SEPA (notamment modification, révocation, réclamation) le locataire peut s'adresser au bailleur.

6.4 Aides à l'acquisition et location des véhicules peu polluants (Bonus, prime à la conversion). La perception de ce (s) aide(s) est soumise à des conditions d'éligibilité devant être respectées par le locataire et figurant au Code de l'énergie.

L'administration est toutefois fondée à demander le remboursement de cette (ces) aide(s) en cas de non-respect des dispositions du Code de l'énergie et notamment si la durée de la location venait à être inférieure à la durée fixée par les textes.

Le montant de ces aides figure aux conditions particulières du contrat de crédit-bail.

6.5 Facturation dématérialisée fiscalement, sécurisée au moyen d'une signature électronique. Les conditions générales du service de dématérialisation fiscale des factures avec signature électronique figurent en annexe des présentes. Le locataire peut opter, sous réserve de l'évolution de réglementation fiscale en matière de dématérialisation des factures, pour une facturation papier sur simple demande auprès du bailleur.

6.6 Le locataire a la possibilité de solliciter auprès du bailleur des reports de paiement de loyers étant précisé que tout report ne s'applique qu'au(x) loyer(s) et non aux éventuels coûts mensuels réglés en contrepartie d'une ou plusieurs assurances et/ou services. Le bailleur peut facturer au locataire des frais de report à hauteur de 4 % du montant total du/des loyer(s) reporté(s).

ARTICLE 7 - UTILISATION ET ENTRETIEN

7.1 Le locataire s'engage à :

- respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur notamment en matière de circulation routière ;
- faire toutes déclarations, acquitter tous impôts, charges, redevances et taxes présents et à venir (taxe sur les véhicules de sociétés...) ;
- ne pas faire circuler le véhicule avant d'avoir obtenu les autorisations et documents nécessaires ;
- faire immatriculer à ses frais le véhicule dans les délais légaux, au nom du bailleur élisant domicile à l'adresse du locataire, le bailleur lui en donnant mandat exprès auprès des services préfectoraux ;
- conserver en bon état tous les documents de bord du véhicule et à les faire renouveler, à ses frais, en cas de péremption, destruction ou perte ;
- communiquer au bailleur une photocopie du certificat d'immatriculation, initial ou renouvelé, dans les quinze (15) jours de sa délivrance.

7.2 Le locataire est responsable des conséquences d'une utilisation non conforme aux dispositions légales, contractuelles, ou techniques et des infractions commises ; il en supporte les pénalités, frais et charges (amendes, contraventions, forfait post-stationnement...).

7.3 Entretien : formules "crédit-bail" et "crédit-bail maintenance"

7.3.1 Si le locataire a opté pour la formule "Crédit-Bail" laissant le coût de l'entretien à sa charge, il fait effectuer chez un représentant de la marque du véhicule les visites de garantie et prend en charge les frais occasionnés par son utilisation, l'entretien, les réparations et notamment le changement de pneumatique du véhicule loué ainsi que les frais des contrôles techniques obligatoires.

7.3.2 Si le locataire a opté pour la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro" réservé aux véhicules d'occasion, il bénéficie de la prise en charge par le bailleur du coût de l'entretien dans la limite du kilométrage-maintenance maximum prévu aux conditions particulières et dans les limites fixées aux conditions générales d'exercice de ces formules. Il s'engage à respecter les préconisations d'entretien restant à sa charge notamment lorsque le kilométrage-maintenance maximum prévu à l'origine est dépassé, et à se conformer aux conditions générales d'exercice des dites prestations.

La **délivrance de l'entretien**, conformément aux conditions générales d'exercice de la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro", sera suspendue dès que le kilométrage initialement prévu sera atteint, les loyers continueront toutefois d'être dus sur leur base initiale jusqu'à la fin du contrat.

En conséquence, le **coût des dépenses d'entretien engagées à compter du dépassement du kilométrage prévu aux conditions particulières, sera à la charge du locataire.**

7.4 Le locataire ne peut effectuer de transformations ou de peintures publicitaires sans l'accord préalable du bailleur, et s'engage à utiliser le véhicule conformément à sa destination.

7.5 Par dérogation aux règles sur le louage de chose, toute non jouissance partielle qui n'empêche pas l'utilisation du véhicule loué d'une durée inférieure à trente-et-un (31) jours, ou la non jouissance temporaire du véhicule loué, quelle qu'en soit la durée, qui n'est pas du fait du bailleur (accident, entretien, réparation du fait du locataire ou d'un tiers...), ne permet pas au locataire de se dégager de ses obligations contractuelles et, notamment, du paiement des loyers tels que prévus initialement, ni d'en solliciter le remboursement auprès du bailleur.

7.6 Le locataire ne peut ni sous-louer le véhicule sans accord écrit préalable du bailleur, ni en disposer, ni le donner en nantissement, ou l'affecter en garantie, et il doit faire respecter en toute circonstance le droit de propriété du bailleur.

La revente du véhicule en fraude des droits du bailleur constitue un cas d'abus de confiance, et ce dernier se réserve le droit de déposer une plainte à l'encontre du locataire, conformément à l'article 314-1 du Code pénal.

7.7 Toutes pièces, équipements ou accessoires incorporés au véhicule en cours de location deviennent immédiatement et de plein droit la propriété du bailleur, et ce, sans indemnité, sauf si leur retrait par le locataire, à ses frais, n'entraîne pas de détérioration de l'état initial du véhicule.

7.8 Le locataire peut opter pour la prestation véhicule relais qui permet de bénéficier dans les conditions prévues d'un véhicule de remplacement. A défaut de souscription de cette option et en cas de privation de jouissance temporaire du véhicule loué due à une immobilisation, quelle qu'en soit la durée, il renonce expressément à réclamer toute indemnité de ce fait au loueur.

7.9 Le compteur kilométrique devra refléter le kilométrage réellement parcouru et ne devra en aucun cas avoir été violé ou débranché. En cas de panne du compteur kilométrique, le locataire devra immédiatement le faire remettre en état par le réseau agréé. Il devra informer le bailleur par lettre recommandée avec accusé de réception du changement de compteur kilométrique.

En cas de responsabilité établie du locataire due à une modification du compteur kilométrique, le locataire sera tenu de toutes les conséquences résultant de cette modification, même après l'expiration du contrat.

En cas de fraude, le bailleur se réserve le droit d'engager toutes poursuites civiles ou pénales à l'égard du locataire, même après l'expiration du contrat, et éventuellement le droit de facturer l'excédent de kilomètres déterminé par expertise.

ARTICLE 8 - GARANTIE

8.1 Le véhicule loué bénéficie de la garantie du constructeur si elle est encore en vigueur et de la garantie légale des vices cachés, ainsi que d'une éventuelle garantie commerciale proposée par le





vendeur pour les véhicules d'occasion uniquement. Le bailleur délègue au locataire tous les droits et actions résultant de ces garanties, en qualité de mandataire du bailleur, à l'égard du vendeur ou du constructeur. Le locataire exerce directement auprès d'eux tous recours à ses frais et en son nom sauf s'il a opté pour la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou dans le respect des conditions générales d'exercice de ces formules. Le constructeur et/ou l'importateur et/ou le fabricant et/ou le distributeur assure le financement et l'organisation de l'enlèvement et du traitement des éventuels déchets issus des équipements électriques et électroniques qui pourraient être présents dans le véhicule loué.

8.2 Après la prise d'effet de la location, si le contrat de vente est résolu, le contrat de location sera résilié et le locataire redevable d'une indemnité égale à la valeur actualisée des loyers HT hors prestations restant à échoir, majorée de la valeur résiduelle HT fin de contrat du véhicule, sous déduction de son prix d'achat HT. La valeur actualisée des loyers est calculée en prenant comme taux annuel de référence le Taux Moyen de rendement des Obligations des sociétés Privées (TMOP) émises au cours du semestre civil précédant la date de conclusion du contrat majoré de la moitié ⁽¹⁾.

La valeur résiduelle du véhicule correspond à l'option finale d'achat. Elle est précisée sur les conditions particulières du contrat de crédit-bail. Le prix d'achat s'entend du prix payé par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES pour acquérir le véhicule afin de le donner à bail dans le cadre du présent contrat de crédit-bail. Il est indiqué sur le bon de commande.

Toutefois, le locataire reste tenu solidairement avec le fournisseur du remboursement au bailleur du prix d'achat du véhicule.

⁽¹⁾ En cas de modification affectant la composition et/ou la définition de ce taux, de sa disparition et de la substitution d'un taux de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, le taux issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Dès la livraison du véhicule :

- **9.1** Le locataire doit souscrire une assurance couvrant :
 - la responsabilité civile minimum légalement obligatoire,
 - le vol et l'incendie,
 - les conséquences d'événements climatiques et/ou de catastrophes naturelles.

9.2 Le locataire délègue au bailleur le bénéfice des indemnités d'assurances et s'engage à inscrire cette clause de délégation dans les polices d'assurances souscrites.

9.3 Le locataire est redevable de la part des risques non couverte ou non indemnisée par son assureur, à moins qu'il ne rapporte la preuve qu'ils ne sont pas dus à son fait.

9.4 Le locataire, en sa qualité de détenteur gardien, est responsable, dans les mêmes termes, de tous les dommages occasionnés par le véhicule.

9.5 Tout fait, de la part du locataire, entraînant un refus de prise en charge totale ou partielle du sinistre par son assureur, pourra être considéré comme susceptible de mettre en cause sa responsabilité pécuniaire vis-à-vis du bailleur.

ARTICLE 10 - PRESTATIONS

10.1 Prestations incluses.

10.1.1 Assistance.

Le locataire bénéficie, dans les conditions et sous réserve des exclusions prévues aux conditions générales figurant aux annexes A et B, des garanties d'assistance d'AXA Assistance France Assurances (sous l'appellation DIAC ASSISTANCE) pendant toute la durée du contrat de crédit-bail souscrit auprès de DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES. Cette assistance est disponible 7 jours sur 7, 24 h/24 et intervient en cas d'immobilisation du véhicule suite à une panne, un accident, un vol, un incendie, une destruction totale, une crevaison, une perte des clés, un vol ou un bris des clés, une panne ou erreur de carburant, une panne d'énergie pour les véhicules électriques.

10.1.2 Prestations "le point permis". Le locataire bénéficie également à partir du site www.lepointpermis.fr :

- de recommandations sur les meilleures conditions d'utilisation du véhicule ;
- de conseils en matière de réglementation routière ;
- d'une assurance prévention routière avec, entre autres, la prise en charge d'un stage de récupération de points selon les conditions et sous réserve des exclusions prévues dans les conditions générales présentes sur le site www.lepointpermis.fr, DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES a souscrit les prestations "le point permis" auprès de la société CNCI Services (SAS au capital de 25 000 €, 28 rue du Sentier 75002 Paris, RCS Paris 790 263 180). L'assurance prévention routière a été souscrite par DIAC SA auprès d'INTER PARTNER ASSISTANCE société anonyme de droit belge au capital de 130.702.613 euros, entreprise d'assurance non-vie agréée par la

Banque Nationale de Belgique (0487), immatriculée au Registre des Personnes Morales de Bruxelles sous le numéro 415 591 055, dont le siège social est situé 166 Avenue Louise – 1050 Ixelles – Bruxelles Capitale – BELGIQUE, prise au travers de sa succursale française immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 316 139 500 et située 8-10 rue Paul Vaillant Couturier, 92240 Malakoff.

L'assureur a délégué la gestion des garanties à JURIDICA (SA au capital de 14 627 854,68 €, Entreprise régie par le Code des assurances, 1 place Victorien Sardou 78160 Marly-Le-Roy, RCS Versailles 572 079 150).

10.1.3 Assistance Médicale. Le locataire bénéficie, dans les conditions et sous réserve des exclusions prévues aux conditions générales figurant en annexe C, des garanties d'assistance d'AXA Assistance France Assurances (sous l'appellation DIAC ASSISTANCE) pendant toute la durée du contrat de crédit-bail souscrit auprès de DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, en cas d'atteinte corporelle grave, d'hospitalisation ou de décès consécutifs à un accident lié à l'utilisation du véhicule garanti.

10.2 Prestations, Assurances optionnelles

Dans le cadre de la souscription de son contrat de crédit-bail, le locataire peut adhérer, s'il le souhaite, au contrat de prestations et/ou aux contrats d'assurances suivants :

- **Véhicule de remplacement** : DIAC Relais

- **un contrat d'assurance collectif Perte Financière** (FA +) souscrit par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, auprès des assureurs MMA IARD et MMA IARD Assurance Mutuelles qui prend en charge, en complément du règlement de l'assurance du véhicule, la perte financière subie en cas de fin anticipée du contrat de crédit-bail liée à la perte totale du véhicule.

- **un contrat d'assurance collectif Décès-Incapacité-Invalidité** (DII) souscrit par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, auprès de l'assureur RCI Life Ltd (pour le Décès) et de l'assureur RCI Insurance Ltd (pour l'incapacité et l'invalidité).

La description des garanties, leur étendue, leurs limites, leur durée et les exclusions, notamment, sont détaillées dans leur notice d'information respective.

La notice d'information relative à l'assurance FA+ figure ci-après. Celle relative à l'assurance Décès – Incapacité – Invalidité n'est remise qu'en cas d'adhésion.

Prestation pneu optionnelle

Cette option si elle est souscrite par le locataire, permet de bénéficier de pneumatiques selon les conditions définies en annexe.

ARTICLE 11 - SINISTRES

11.1 Dès qu'il a connaissance d'un sinistre, le locataire doit prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour en limiter l'importance et sauvegarder le véhicule loué ; il doit notamment déclarer le sinistre à son assureur dans les délais prévus, et s'il y a lieu, faire effectuer l'expertise.

En cas de destruction totale suite à un accident ou un incendie ou en cas de vol du véhicule loué, le locataire doit également informer le bailleur dans les 5 jours ouvrés de la date du sinistre précisant la date et les circonstances du sinistre.

En cas de vol, il doit, outre les obligations prévues ci-dessus et si son assureur l'exige, déposer une plainte dans les plus brefs délais auprès du commissariat de police ou de la gendarmerie la plus proche.

11.2 En cas de sinistre partiel

Le locataire continue d'être tenu au paiement régulier des loyers. Dans tous les cas, le locataire doit assurer à ses frais la remise en état du véhicule.

11.3 En cas de sinistre total

Si le véhicule est déclaré "techniquement" ou "économiquement irréparable" à dire d'expert, la location est résiliée de plein droit au jour du sinistre, le locataire devra alors :

- restituer le véhicule sinistré, les frais de dépannage ou de remorquage restant à sa charge ;
- régler au bailleur, sauf à compenser avec le montant des sommes perçues de son assureur ainsi que le cas échéant avec la valeur de revente de l'épave, une indemnité pour perte totale hors taxes telle que stipulée au plan de location, le dernier mois entamé étant calculé au prorata temporis. L'indemnité sera soumise à TVA dans les conditions de droit commun.

La valeur vénale sera déterminée à dire d'expert ou à défaut selon la valeur "Argus" hors taxes du véhicule au jour du sinistre.

A cette indemnité pourront s'ajouter toutes sommes dues au titre du présent contrat.

Si le locataire a opté pour la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro", un bilan du coût des "kilomètres-maintenance" sera établi conformément à l'article 13.3.

11.4 En cas de vol

Si le véhicule est volé et n'est pas retrouvé trente (30) jours après la déclaration, la location sera résiliée de plein droit à la date du vol et après versement de l'indemnité par l'assurance automobile

et le locataire devra verser immédiatement au bailleur, sauf à compenser avec le montant des indemnités d'assurances reçues, le montant de l'indemnité telle que définie à l'article précédent.

L'indemnité sera soumise à TVA dans les conditions de droit commun.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION

12.1 En cas d'inexécution, même partielle, par le locataire de ses obligations essentielles, à savoir le non paiement des loyers ou le non-respect des articles LOYERS ET MODALITÉS DE PAIEMENT, UTILISATION ET ENTRETIEN ET ASSURANCES, la location sera résiliée de plein droit après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse.

Enfin, la résiliation sera acquiescée de plein droit au bailleur à la suite de tout événement qui empêcherait le locataire d'exécuter de bonne foi le contrat et notamment, cession totale ou partielle par le locataire de l'exploitation, dissolution de la société, cessation d'activité, mise en location gérance, saisie ou vente, confiscation ou restitution anticipée du véhicule, et s'il s'agit d'une personne physique, en cas de décès du locataire.

12.2 Dès résiliation du contrat le locataire (ou ses ayants droits en cas de décès) doit :

12.2.1 restituer le véhicule loué au bailleur, les frais de restitution restant à la charge du locataire ;

12.2.2 régler, à titre de sanction de l'inexécution du contrat et en compensation du préjudice subi, une indemnité égale, à la valeur actualisée des loyers HT hors prestations restant à échoir, majorée du montant de la valeur résiduelle HT du véhicule, sous déduction de son prix de revente HT ; le locataire disposant de la faculté de soumettre à l'agrément du bailleur un acheteur ou un locataire dans les quinze (15) jours de la résiliation.

L'indemnité sera soumise à TVA dans les conditions de droit commun.

La valeur actualisée des loyers non encore échus est calculée en prenant comme taux annuel de référence le Taux Moyen de rendement des Obligations des sociétés privées (TMOP) émises au cours du semestre civil précédant la date de conclusion du contrat ⁽¹⁾.

La valeur résiduelle du véhicule correspond à l'option finale d'achat. Elle est précisée sur les conditions particulières du contrat de crédit-bail.

⁽¹⁾ En cas de modification affectant la composition et/ou la définition de ce taux, de sa disparition et de la substitution d'un taux de même nature ou équivalent, ainsi qu'en cas de modification affectant l'organisme le publiant ou les modalités de publication, le taux issu de cette modification ou de cette substitution s'appliquera de plein droit.

12.2.3 Si le locataire a opté pour la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro", un bilan du coût des "kilomètres-maintenance" sera établi conformément à l'article 13.3. Toutes sommes réglées après résiliation du contrat seront affectées sur les sommes dues au bailleur et n'emporteront pas novation à la résiliation.

12.3 En cas de décès du locataire :

- le dossier pourra être soldé par l'assurance éventuellement souscrite et le véhicule deviendra la propriété des ayants droit ;
- s'il n'y a pas d'assurance, les héritiers pourront solder le dossier en réglant une somme égale à l'indemnité pour perte totale figurant au plan de location, et devenir propriétaires du véhicule ; cette indemnité sera soumise à TVA dans les conditions de droit commun, à défaut, le véhicule devra être restitué et la somme prévue à l'article 12.2 deviendra exigible.

Toutefois, sous réserve de l'agrément du bailleur et de l'ensemble des héritiers, le contrat pourra être transféré au nom d'un tiers.

Si le locataire a opté pour la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro", un bilan du coût des "kilomètres-maintenance" sera établi conformément à l'article 13.3.

12.4 Le locataire pourra également résilier de plein droit le contrat après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse en cas d'inexécution par le bailleur d'une des obligations essentielles mises à sa charge par le contrat de crédit-bail, sans préjudice de dommages et intérêts qui seront fixés par le juge.

ARTICLE 13 - FIN DE CONTRAT

13.1 Option d'achat

- A la fin de la location, conformément à l'article L 313-7 du Code monétaire et financier, le locataire peut acquérir le véhicule, ou le faire acquérir par un tiers professionnel de l'automobile moyennant paiement comptant de la valeur résiduelle contractuelle indiquée aux conditions particulières.

Cette valeur est susceptible de varier en fonction du taux des taxes applicables selon la législation en vigueur au jour où le locataire exerce l'option. Le locataire doit exprimer sa volonté au bailleur un (1) mois avant la date de la fin de contrat.

A défaut, le bailleur est en droit de considérer que le locataire y





a renoncé.

Cette option d'achat n'est offerte qu'après exécution de toutes ses obligations et notamment du paiement entier des loyers et de toutes sommes dues aux échéances fixées y compris en cas de redressement judiciaire si l'activité a été continuée.

Il est expressément convenu entre les parties que la location et la promesse de vente sont indivisibles.

Si le locataire a opté pour la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro", un bilan du coût des "kilomètres-maintenance" sera établi conformément à l'article 13.3.

- En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, dans l'hypothèse d'un plan de cession, l'option d'achat ne pourra être levée que dans les conditions fixées à l'article L.642-7 du Code de commerce.

13.2 Restitution du matériel

A la fin de la location, si l'option d'achat n'est pas levée, le locataire doit restituer le véhicule muni de tous ses papiers (sauf s'il prouve que la non-restitution de ces papiers est due à un cas de force majeure) et accessoires chez le vendeur d'origine et aviser le bailleur immédiatement de cette restitution.

Le véhicule restitué doit être muni du justificatif du contrôle technique s'il y a lieu, et de tous les accessoires d'origine, être en bon état d'entretien.

Il ne doit pas avoir subi de dégradations autres que celles consécutives à l'usage normale qui est caractérisée par la comparaison entre, d'une part, l'état constaté des pièces ou organes endommagés, leur kilométrage et leur temps d'usage, d'autre part, du potentiel moyen de fonctionnement qui leur est usuellement prêté. L'appréciation en sera faite, au besoin, à dire d'expert.

Lors de la restitution du véhicule, un examen contradictoire aura lieu et il sera dressé un procès-verbal de restitution daté et signé par le locataire et le vendeur.

En cas de litige, un expert sera désigné d'un commun accord entre les parties ; les frais d'expertise seront répartis par moitié entre le locataire et le vendeur.

Le montant des travaux de remise en état excédant ceux consécutifs à l'usage normale seront à la charge du locataire. Le locataire en règlera directement le montant au vendeur d'origine sur la facture établie par celui-ci. Le bailleur délègue ses droits et actions à l'établissement ayant effectué les réparations pour recouvrer le montant des frais engagés et toutes sommes dues à ce titre par le locataire, outre tous dommages-intérêts éventuels. Le locataire accepte expressément cette délégation.

Tout retard dans la restitution du véhicule entraînera de plein droit la facturation d'indemnités d'utilisation d'un montant égal au loyer initial, sauf si le locataire apporte la preuve que ce retard est indépendant de son fait. L'indemnité sera soumise à TVA dans les conditions de droit commun. En sus des indemnités d'utilisation en cas de retard, le locataire s'expose aux frais engagés par le bailleur en vue de récupérer le véhicule loué et aux frais de remise en état du véhicule si des dommages sont constatés.

Si le locataire bénéficie d'un engagement de reprise du véhicule signé du vendeur d'origine, le véhicule devra être restitué chez ce vendeur d'origine, dans les conditions de kilométrage figurant aux

conditions particulières de cet engagement.

13.3 Bilan du coût des "kilomètres-maintenance" dans le cadre de la formule "Crédit-Bail Maintenance" ou "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro"

Au jour de la restitution, le nombre de kilomètres-maintenance supplémentaires s'entend de la différence entre le kilométrage réalisé et l'estimation prorata temporis du kilométrage souscrit. Le coût de dépassement, calculé sur la base du coût de 1 000 kilomètres-maintenance supplémentaires prévu aux conditions particulières, sera à la charge du locataire qui en réglera le montant au bailleur.

ARTICLE 14 - DÉFAUT DE RESTITUTION

En cas de refus de restitution du véhicule par le locataire, le bailleur pourra demander au juge de l'exécution, par requête, de l'autoriser à se faire remettre le véhicule.

Hors cas de force majeure, tout retard dans la restitution entraînera de plein droit la facturation d'indemnités d'utilisation d'un montant égal au loyer initial. Elles seront éventuellement majorées des sommes dues lors de la restitution du véhicule conformément aux articles 13.2 et 13.3.

ARTICLE 15 - INTÉRÊTS, FRAIS ET TAXES

15.1 Jusqu'à la date de leur règlement effectif, les sommes dues demeurent impayées produisent des intérêts à un taux égal au taux plancher prévu à l'article L.441-10 du Code de commerce soit 3 fois le taux de l'intérêt légal.

15.2 Tous les frais répétables exposés par le bailleur seront à la charge du locataire.

15.3 En outre, en application de l'article L.441-10 et D 441-5 du Code de commerce, en cas de retard de paiement une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) Euros sera applicable de plein droit.

15.4 Les formalités de publicité relatives à la présente opération sont aux frais du locataire. La radiation des inscriptions pour quelque raison que ce soit est aux frais et à la charge du locataire. Toute modification de l'activité commerciale, de la dénomination ou du domicile du locataire doit être signifiée par ce dernier au bailleur afin de lui permettre d'effectuer toute inscription modificative.

ARTICLE 16 - COÛT TOTAL

Le montant du coût total est égal à la somme des loyers augmentée du montant total des primes d'assurance, du montant total des prestations optionnelles (exprimé TTC pour VP et HT pour VU), et de l'option d'achat finale.

ARTICLE 17 - CESSIION DE CREANCE

La créance inhérente au présent contrat est susceptible de cession (titrisation ou autre) dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 18 - ÉLECTION DE DOMICILE / ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

18.1 Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile au siège de leur société, ou du siège de leur principal établissement.

18.2 TOUS LITIGES OU CONTESTATIONS SONT PORTÉS DEVANT LES TRIBUNAUX CIVILS DU DOMICILE DU LOCATAIRE, OU EN CAS DE COMPÉTENCE DE LA JURIDICTION COMMERCIALE, DEVANT LES TRIBUNAUX DU LIEU DU SIÈGE SOCIAL DU BAILLEUR.

18.3 Convention de preuve.

Les documents sous format électronique (notamment courrier électronique, documents déposés sur un espace internet, échanges via internet,...) échangés entre les parties ainsi que les conditions générales de crédit-bail et de prestations optionnelles mises en ligne sur le site internet www.irisfleet.fr/diac/ feront preuve, sous réserve qu'ils soient établis et conservés dans des conditions permettant d'en garantir l'intégrité. La portée de cette preuve est celle accordée à un original au sens des articles 1366 et suivants du Code civil. En cas de conflit entre un écrit sous forme électronique et un écrit sur support papier, il est expressément convenu que l'écrit sur support papier primera sur l'écrit sur support électronique et sera admis à titre de preuve.

18.4 Gestion du contrat : informations adressées par courrier électronique. Les informations destinées au locataire pourront lui être adressées par courrier électronique dès lors qu'il aura communiqué son adresse électronique.

18.5 L'adresse de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) est 4, place de Budapest, CS 92459 – 75436 Paris Cedex 09.

ARTICLE 19 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

En application de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement européen N° 2016/679 dit "Règlement général sur la protection des données (RGPD)", les données à caractère personnel recueillies pour obtenir un financement, sont traitées et enregistrées par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, responsable de traitement.

Ces données sont obligatoires pour obtenir un financement. Vous disposez des droits d'accès, de rectification, d'opposition ainsi que d'un droit à la limitation des données et d'un droit à l'effacement. Vous trouverez dans la fiche "Politique de confidentialité et protection des données à caractère personnel et de la vie privée" tous les éléments relatifs aux traitements de vos données et aux modalités d'accès à vos droits. Cette fiche fait partie intégrante du contrat.

ARTICLE 20 – FORCE MAJEURE

Dans le cas où l'une ou l'autre des parties se trouverait empêchée d'exécuter ses obligations, par un événement ayant les caractéristiques de la force majeure telle que définie par l'article 1218 du Code civil et la jurisprudence des tribunaux français, la partie défaillante en informera par écrit et dans les meilleurs délais l'autre partie, et s'engagera à prendre dans les délais les plus brefs toutes les mesures nécessaires lui permettant de pallier au mieux les effets de cette force majeure, avec l'accord de l'autre partie.

Si, malgré les efforts de celle-ci, il n'est pas possible de pallier les conséquences de cette force majeure et que la cause de force majeure subsiste pendant une durée supérieure à soixante (60) jours calendaires, l'autre partie aura le droit, par notification écrite à la partie défaillante, de résilier le présent contrat, sans aucune indemnité de part ni d'autre.

ANNEXE Conditions Générales du service de dématérialisation fiscale des factures avec signature électronique

1. OBJET.

Conformément aux dispositions des Conditions Générales de crédit-bail relatives à la dématérialisation des factures, le loueur adresse au locataire, sur un site internet dédié et sécurisé, ses originaux de factures sous format PDF signé. Le contenu des factures est identique à celui de la facture sur support papier. En effet, la facture électronique comporte une signature électronique qui assure l'authentification et l'intégrité des informations contenues dans cette facture. Elle constitue un justificatif juridique et fiscal. Le locataire peut visualiser ses factures au format PDF sur le site internet, les télécharger et les imprimer, cette impression ne constituant qu'une simple copie de l'original de la facture. Les factures restent accessibles en ligne, à tout moment pour le compte du locataire, pendant deux (2) ans à compter de la date d'émission de la facture.

2. MISE À DISPOSITION DU SERVICE.

Lors de l'émission de la première facture relative à la livraison du véhicule (ou du premier véhicule en cas de commande multiple), un courriel sera alors adressé au locataire lui permettant d'activer son compte sur le site internet dédié à la mise à disposition de ses originaux de factures dématérialisées ainsi que de son identifiant et mot de passe provisoire.

L'accès au site et son utilisation nécessitent de disposer de la configuration minimale suivante : tout ordinateur doté d'un navigateur Microsoft Internet Explorer 5.5 et supérieur, ou Netscape Navigator 7.0 et supérieur ou Mozilla 1.0 et supérieur. Par ailleurs, avant toute utilisation du site, le locataire reconnaît s'être assuré que le navigateur utilisé permet un accès sécurisé au site.

Lors de la première connexion au site internet, le locataire doit

modifier son mot de passe personnel. Il appartient au locataire d'informer le loueur de toute modification de ses coordonnées de messagerie électronique. A défaut, le locataire ne recevra pas le courrier électronique l'informant de la disponibilité de sa facture sur le site internet dédié à la mise à disposition des factures. Les factures sont alors consultables en permanence à partir de tout micro-ordinateur connecté à internet. Elles restent accessibles en ligne, à tout moment, pendant deux (2) ans à compter de la date d'émission de la facture pour le compte du locataire.

3. ORIGINAUX - VALEUR PROBATOIRE.

Les factures dématérialisées adressées par le loueur constituent des documents tenant lieu de factures d'origine conformément aux dispositions de l'article 289 I, V au VII du Code général des impôts. Le locataire s'engage à les considérer comme des documents originaux, ayant valeur de preuve, au même titre qu'un écrit et liant des parties d'une manière pleine et entière. Il renonce expressément à invoquer la nullité de leurs transactions sous prétexte qu'elles auraient été effectuées par l'intermédiaire de systèmes électroniques.

A l'issue de la période initiale de deux (2) ans de mise à disposition des factures, le locataire devra assurer l'archivage de ses factures originales pendant le reste de la durée légale restante, par tous moyens à sa convenance.

4. COÛT DU SERVICE.

Le service de facturation décrit aux présentes est gratuit, hors coûts de connexion au fournisseur d'accès internet du locataire.

5. FACTURE SOUS FORMAT PAPIER.

Le locataire pourra demander au loueur la résiliation du service de facturation dématérialisée et revenir au format papier, dans un

délai de trois (3) mois à compter de la livraison du véhicule (ou du premier véhicule en cas de commande multiple), et à tout moment ensuite pendant la durée du contrat sous réserve de l'évolution de réglementation fiscale en matière de dématérialisation des factures, moyennant un préavis d'un (1) mois, par lettre recommandée avec accusé de réception à envoyer à l'adresse de votre centre de relation clientèle. Cette demande ne pourra avoir aucun effet rétroactif, les originaux des factures émis antérieurement à la réception de la demande restant dématérialisés fiscalement et à disposition sur le internet internet.

6. RESPONSABILITÉ.

Le locataire s'engage à ne divulguer son identifiant et son mot de passe qu'à des personnes qu'il aura dûment habilitées. Il engage sa responsabilité en cas de divulgation à des tiers. Il prend toute mesure de sécurité garantissant que les factures dématérialisées et/ou tout document ou information reçus à ce titre ne parviennent pas à des personnes non habilitées par lui.

Le locataire garantit que les informations fournies au loueur pour l'exercice du service de dématérialisation fiscale des factures sont exactes et valides.

Le loueur est responsable de tout dommage direct causé par sa faute. Le loueur ne sera en aucun cas tenu responsable tant à l'égard du locataire qu'à l'égard de tiers, pour tout dommage indirect, tel que pertes d'exploitation, perte de clientèle, préjudice commercial indirect, atteinte à l'image de marque, perte de données et/ou de fichiers ainsi que pour tout incident et/ou indisponibilité qui pourrait survenir sur les réseaux de communication utilisés. En tout état de cause, quel que soit la nature ou le fondement de l'action du locataire à l'égard du loueur, le montant demandé



en réparation du préjudice subi au titre des présentes ne saurait en aucun cas excéder le montant total des factures concernées. Le loueur décline toute responsabilité en cas d'indisponibilité momentanée du site consécutive à une mise à jour des données ou à une impossibilité technique de connexion. En aucun cas, le locataire ne pourra se prévaloir de la défaillance de son système d'information pour retarder ou s'exonérer de ses obligations à l'égard du loueur.

7. CONFIDENTIALITÉ.

La plate-forme de dématérialisation fiscale des factures à laquelle le loueur a fait appel est soumise au strict respect de la confidentialité exigée par la législation et la réglementation en vigueur. De plus, au niveau technique, la confidentialité est mise en œuvre : par l'utilisation du protocole SSL v3 pour les échanges électroniques et par l'utilisation de moyens de type "coffre-fort électronique" pour les fichiers et les données.

8. POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.

8.1 Le Loueur, en tant que responsable du traitement, met en œuvre un traitement de données à caractère personnel ayant pour finalités la mise en paiement de facture électronique. Il a confié la gestion de la facturation en ligne à un sous-traitant Docaposte DPS, Société anonyme au capital de 6 446 448 €, immatriculée au RCS de Créteil 314704057, dont le siège social est sis 45/47 boulevard Paul Vaillant Couturier, 94200 Ivry-sur-Seine.

Les données nécessaires à la facturation sont collectées directement auprès de la personne lors de la conclusion ou de la gestion de son contrat. Certaines sont obligatoires au regard des mentions exigées légalement pour établir les factures. Elles sont traitées et communiquées pour les finalités suivantes en fonction de leur base juridique :

- **Obligation légale** : établissement des factures à destination des clients professionnels.
- **Intérêt légitime** : dématérialisation fiscale des factures au moyen d'une signature électronique, mise à disposition sur un site internet dédié. Le client peut à tout moment sur simple demande, opter pour une facturation papier moyennant le respect d'un préavis d'un (1) mois au service client par lettre recommandée avec accusé réception.
- **Catégories de données traitées** :
 - Données d'identification : nom ; prénom, raison sociale, adresse professionnelle, numéros de client et contrat, immatriculation du véhicule loué.
 - Données financières du contrat nécessaires à la facturation : montant du loyer et/ou des services, coordonnées bancaires et référence du mandat SEPA.
 - **Durée de conservation** : données d'identification et financières : 10 ans (durée légale de conservation des factures).
 - **Destinataires des données** : les données à caractère personnel sont communiquées, dans les limites de leurs attributions respectives aux collaborateurs de DOCAPOSTE en qualité de sous-traitant, collaborateurs DIAC (gestionnaires du contrat, informaticiens, ...), administrateurs de la plate-forme habilités par le client ainsi que ses utilisateurs autorisés.

La politique de confidentialité et de protection des données à caractère personnel et de la vie privée figure en annexe du contrat de crédit-bail. Le locataire est invité à s'y référer afin de connaître les finalités des traitements mis en œuvre par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, les catégories de données traitées ainsi que leur durée de conservation. Le client aura également l'information sur ses différents droits et auprès de qui les exercer.

8.2 Le locataire s'engage à informer ses collaborateurs, pour lesquels le prestataire est susceptible de détenir ou recueillir des informations nominatives nécessaires à la mise en place des prestations, qu'ils sont titulaires d'un droit d'accès et de rectification auprès du prestataire ou du locataire.

9. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPÉTENTE. Les présentes conditions générales sont soumises au droit français. Toute contestation de quelque nature qu'elle soit, relative à l'application des présentes conditions générales et à l'utilisation du Portail, doit, à défaut d'accord amiable entre les parties, être portée devant les Tribunaux français seuls compétents.



CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'ASSISTANCE

A) - Résumé des conditions générales de la convention d'assistance (DAS) N° 0700051 souscrite par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, auprès de AXA Assistance France Assurances, "Société d'Assistance régie par le Code des Assurances", S.A. au capital de 51429430,40 euros, immatriculée sous le N° SIREN 451 392 724 00 022 R.C.S. Nanterre - Siège social : 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4, place de Budapest, CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

En cas de réclamations ou de difficultés contacter : AXA Assistance France Assurances – Service Gestion Relation Clientèle - 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff. Si un désaccord subsiste, le bénéficiaire a la faculté de faire appel au médiateur dont les coordonnées lui seront alors communiquées par AXA Assistance France Assurances et ceci sans préjudice des autres voies d'action légales.

1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les termes et conditions de mise en œuvre des garanties d'assistance accordées par AXA Assistance France Assurances (sous l'appellation DIAC ASSISTANCE) en inclusion aux contrats de Crédit-bail souscrits auprès de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES pour les véhicules thermiques.

2 – BÉNÉFICIAIRES ET VÉHICULES GARANTIS

Le locataire ainsi que tout conducteur autorisé (ci-dessous appelés "bénéficiaire") du véhicule bénéficie des prestations d'assistance définies ci-après ; il en est de même pour les passagers transportés à titre gratuit, dans la limite du nombre de places figurant sur le certificat d'immatriculation et à l'exclusion des auto-stoppeurs. Cette prestation est réservée aux seuls véhicules immatriculés en France métropolitaine n'excédant pas 4,5 t de PTAC, désignés aux conditions particulières du contrat de Crédit-bail, tant pour un usage privé que professionnel.

3- PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA GARANTIE ASSISTANCE

Les services de DIAC ASSISTANCE prennent effet à la date de livraison du véhicule et sont acquis pendant toute la durée du contrat de Crédit-bail MOBILIZE FINANCIAL SERVICES. Ils cesseront de plein droit le jour de la résiliation ou de la fin du contrat de Crédit-bail, et ce quelle qu'en soit la cause.

4 - TERRITORIALITÉ

Les services de DIAC ASSISTANCE sont accordés dans l'ensemble des pays validés de la carte internationale d'assurances (carte verte). Dans les présentes conditions générales, nous entendons par "étranger" : tous les pays (hors France métropolitaine) validés de la carte internationale d'assurances.

5- FAITS GENERATEURS COUVERTS

Immobilisation du véhicule garanti par une panne, un accident, un vol, un incendie, une destruction totale, une crevaison, une perte des clés (ou carte mains libres), un vol ou un bris des clés ou une panne ou erreur de carburant.

Nous entendons par :

- **PANNE** : tout incident mécanique imprévisible reconnu par le constructeur, entraînant l'immobilisation du véhicule et n'impliquant pas la responsabilité du bénéficiaire.
- **ACCIDENT** : la destruction ou la détérioration du véhicule rendant impossible sa mobilité suite à : collision, choc contre un corps fixe ou mobile, versement, sortie de route, tentative de vol.
- **VOL** : la disparition ou la détérioration du véhicule suite à vol immobilisant le véhicule ayant fait l'objet d'une déclaration auprès des autorités de police ou de gendarmerie.
- **INCENDIE** : la destruction ou la détérioration du véhicule suite à un incendie.
- **DESTRUCTION TOTALE** : l'impossibilité technique ou économique déclarée à dire d'expert de réparer le véhicule loué.
- **CREVAISON** : tout échappement d'air (dégonflement ou éclatement d'un pneumatique) qui rend impossible l'utilisation du véhicule dans des conditions normales de sécurité et ayant pour effet d'immobiliser le véhicule sur le lieu de l'incident et de nécessiter un dépannage ou un remorquage dans un garage pour y effectuer les réparations nécessaires. Afin de bénéficier de cette garantie le véhicule doit être équipé

d'une roue de secours et d'un cric ou d'un kit de gonflage conforme à la réglementation en vigueur (sauf véhicule roulant au GPL).

- **PERTE, VOL ou BRIS DES CLES** : le défaut de clés égarées, le défaut de clés consécutif à un vol, le bris des clés dans la serrure ou Neiman du véhicule. Toutefois, si les clés sont restées à l'intérieur du véhicule, et que celui-ci est fermé, DIAC ASSISTANCE ne prend en charge que le déplacement du dépanneur, les autres frais restant à la charge du bénéficiaire.
- **PANNE DE CARBURANT** : tout défaut de carburant entraîné par un dysfonctionnement de la jauge de carburant.
- **ERREUR DE CARBURANT** : le remplissage accidentel et involontaire du réservoir avec un carburant inapproprié au type du véhicule

6- OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

ATTENTION :

DIAC ASSISTANCE met à la disposition des bénéficiaires un service de réception téléphonique disponible 24 h sur 24 et joignable depuis la France au 0 800 25 82 51 (numéro vert), depuis l'étranger au 33 1 49 65 24 07.

Lors de la survenance de l'incident et avant d'engager toute dépense, le bénéficiaire doit obligatoirement appeler DIAC ASSISTANCE. Le bénéficiaire ne doit en aucun cas effectuer de dépenses de sa propre initiative. **Aucun remboursement** ne pourra avoir lieu sans obtention de l'accord préalable de DIAC ASSISTANCE ou en cas de déclaration tardive.

Le bénéficiaire n'aura pas d'avance de frais à effectuer, sauf frais de liaison et compte tenu de la législation en vigueur frais de remorquage sur autoroute ou voies assimilées : il devra dans ce dernier cas prévenir DIAC ASSISTANCE dès son arrivée au garage réceptionnant le véhicule.

Le bénéficiaire qui fait appel à DIAC ASSISTANCE devra indiquer lors de l'appel au service de réception :

- ses nom, prénom et adresse,
- le numéro du contrat MOBILIZE FINANCIAL SERVICES et l'immatriculation du véhicule.

7 - LES SERVICES APPORTÉS

- Nous entendons par **DOMICILE** : Lieu de résidence principal et habituel du bénéficiaire figurant comme domicile sur la déclaration d'impôts sur le revenu. Il est situé en France métropolitaine.
- Le coût des pièces de rechange utilisées dans le cadre de l'intervention est à la charge du locataire sauf si le véhicule bénéficie de la garantie constructeur et que le fait générateur est une panne.

• Pour bénéficier des garanties d'assistance (excepté le dépannage ou le remorquage), la réparation du véhicule doit nécessiter plus de 3 heures de réparation au garage (selon le barème constructeur).

A réception de l'appel téléphonique, et en fonction de la situation, DIAC ASSISTANCE organise et prend en charge financièrement les prestations décrites ci-après :

- **Dépannage sur place / Remorquage**. Dans la mesure du possible DIAC ASSISTANCE organise sur place et dans les meilleurs délais le dépannage du véhicule. En cas d'impossibilité de réparation sur place, le véhicule est remorqué vers l'atelier du

représentant agréé du constructeur le plus proche ou à défaut dans certains pays européens vers le garage le plus proche susceptible d'effectuer la réparation.

- Envoi des pièces de rechange à l'étranger. S'il est impossible de se les procurer sur place DIAC ASSISTANCE s'engage à les faire parvenir dans les plus brefs délais et à ses frais chez le réparateur.

- **Hébergement**. Lorsque le véhicule doit être immobilisé plus de 3 heures ou ne peut être réparé dans la journée à plus de 50 km du domicile habituel du bénéficiaire : le bénéficiaire a la possibilité d'attendre sa remise en état.

DIAC ASSISTANCE organise et prend en charge son hébergement et celui de ses passagers à concurrence de trois nuits et un maximum de 80 EUR TTC (petit-déjeuner compris), par nuit et par chambre. DIAC ASSISTANCE ne prend pas en charge les frais de restaurant, bar, téléphone.

- **Poursuite du voyage ou retour au domicile (cette prestation n'est pas cumulable avec l'hébergement)**. Le véhicule doit être immobilisé plus de 3 heures ou ne peut être réparé dans la journée, et le bénéficiaire ne souhaite pas attendre sur place sa réparation :

DIAC ASSISTANCE organise et prend en charge, pour le bénéficiaire et ses passagers, dans la limite du nombre autorisé sur le certificat d'immatriculation du véhicule, la poursuite du voyage, à concurrence de la distance parcourue entre le lieu de départ et le lieu d'immobilisation ou le rapatriement jusqu'au domicile habituel (1) du bénéficiaire selon le trajet le plus direct par : • train 1^{re} classe, • avion : classe économique, si le trajet en train est supérieur à 8 heures, • bateau 1^{re} classe ou équivalent, • taxi : en cas d'immobilisation à moins de 100 km du domicile habituel du bénéficiaire, • tout autre moyen de transport se révélant plus approprié et disponible localement.

Dans le cadre du contrôle de la qualité des services rendus, les conversations téléphoniques avec les services d'AXA Assistance France Assurances pourront être enregistrées. Conformément aux articles 32 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les données nominatives qui seront recueillies lors de l'appel sont indispensables à la mise en œuvre des prestations d'assistance dont vous bénéficiez. Ces informations sont destinées à l'usage interne d'AXA Assistance France Assurances, ainsi qu'aux personnes amenées à intervenir et chargées de la passation, la gestion et l'exécution du contrat, dans la limite de leurs attributions respectives. Certains de ces destinataires et notamment ceux chargés de l'exécution des prestations d'assistance se trouvent au Maroc dans la société AXA ASSISTANCE MAROC SERVICES. Le transfert de données a été autorisé par la CNIL et est encadré par les clauses contractuelles types établies par la Commission Européenne (N° de délibération 2010/87 du 05/02/2010). Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, auprès du Service Juridique d'AXA Assistance France 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff.



B) CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT D'ASSISTANCE (RIE) VEHICULES ELECTRIQUES RENAULT - FULL PURCHASE (achat intégral) N° 0700087



PRÉAMBULE

Les présentes Conditions Générales constituent avec les Conditions Particulières votre contrat d'assistance, ci-après le "Contrat".

Le Contrat est :

- souscrit (pour les garanties en inclusion) et distribué (pour les garanties en option) par **DIAC S.A.**, agissant sous la marque commerciale **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES**, établissement de crédit et intermédiaire d'assurances constituée sous la forme de société anonyme au capital de 415 100 500 euros, dont le siège social est situé : 14 avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 702 002 221 et à l'ORIAS sous le numéro 07 004 966 (www.oriass.fr),
 - couvert par **AXA Assistance France Assurances**, entreprise régie par le Code des Assurances, constituée sous la forme de société anonyme au capital de 24 099 560,20 euros, dont le siège social est situé : 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de sous Nanterre sous le numéro 451 392 724, ci-après dénommée "**AXA Assistance**".
- Le Contrat d'assurance (ci-après dénommé le "Contrat") est destiné aux clients professionnels locataires d'un véhicule électrique de marque **RENAULT** en Full Purchase (châssis et batterie de traction), dans le cadre d'un contrat de Crédit-bail souscrit auprès de **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES** (ci-après dénommé le "Contrat **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES**").

MODALITÉ DE DÉCLARATION DES SINISTRES

Pour bénéficier des garanties du présent Contrat, un service d'assistance téléphonique disponible 24h sur 24 et joignable :

- depuis la France au 0 800 25 82 51 ou 08 00 50 68 55 (Numéros verts)
- depuis l'étranger au +33 (0)1 49 65 24 07 ou +33 (0)1 49 65 24 08

En indiquant :

- ses noms, prénom et adresse du Bénéficiaire
- le numéro de contrat de Crédit-Bail et l'immatriculation du véhicule électrique

Lors de la survenance de l'incident, même si le véhicule n'est pas immobilisé, et avant d'engager toute dépense, le Bénéficiaire doit obligatoirement appeler AXA Assistance.

Le Bénéficiaire ne doit en aucun cas effectuer de dépenses de sa propre initiative. Aucun remboursement ne pourra avoir lieu sans obtention de l'accord préalable d'AXA Assistance ou en cas de déclaration tardive. Le Bénéficiaire n'aura pas d'avance de frais à effectuer, sauf frais de liaison et compte tenu de la législation en vigueur frais de remorquage sur autoroute ou voies assimilées : il devra dans ce dernier cas prévenir AXA Assistance au plus tard lors de l'arrivée au garage **RENAULT ZE** réceptionnant le véhicule électrique.

OBJET DU CONTRAT

Le présent Contrat a pour objet de définir les termes et conditions de mise en œuvre des garanties d'assistance couvertes par AXA Assistance en inclusion et en option du Contrat **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES**.

BÉNÉFICIAIRES ET VÉHICULES GARANTIS

Cette prestation est réservée aux véhicules électriques **RENAULT** immatriculés en France métropolitaine n'excedant pas 3,5 t de PTC utilisé tant pour un usage privé que professionnel (dénommé ci-après le "Véhicule garanti"). Le locataire du Contrat **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES** ainsi que tout conducteur autorisé (dénommé ci-après le "Bénéficiaire") du Véhicule de marque **RENAULT** garanti bénéficient des prestations du présent Contrat. Il en est de même pour tous les passagers transportés à titre gratuit, dans la limite du nombre de places figurant sur le certificat d'immatriculation et à l'exclusion des auto-stoppeurs.

TERRITORIALITÉ

Ces garanties sont applicables au Véhicule garanti circulant dans l'un des pays de commercialisation des véhicules électriques figurant dans la liste ci-dessous : Espagne (à l'exception de Ceuta et Melilla), Danemark, France Métropolitaine, Irlande, Monaco, Portugal et Grande Bretagne (à l'exception de Guernesey et Jersey), Allemagne, Italie et Pays Bas, Autriche, Belgique, Luxembourg, Suède et Suisse.

Cette liste est susceptible d'être mise à jour et sera disponible auprès des membres du Réseau **RENAULT** disposant de la signalétique **RENAULT ZE** et/ou **RENAULT Service ZE**.

PARTIE 1 : DÉFINITIONS

Dans les présentes Conditions Générales, les mots ou expressions commençant par une majuscule ont la signification qui suit :

- **ACCIDENT** : La destruction ou la détérioration du Véhicule garanti rendant impossible sa mobilité suite à : collision, choc contre un corps fixe ou mobile, versement, sortie de route, tentative de vol.
- **CREVAISON** : Tout échappement d'air (dégonflement ou éclatement d'un pneumatique) qui rend impossible l'utilisation du Véhicule garanti dans des conditions normales de sécurité et ayant pour effet d'immobiliser le Véhicule garanti sur le lieu de l'incident et de nécessiter un dépannage ou un remorquage dans un garage pour y effectuer les réparations nécessaires. Afin de bénéficier de cette garantie le Véhicule garanti doit être équipé d'une roue de secours ou d'un kit de gonflage conforme à la réglementation en vigueur et d'un cric.
- **DESTRUCTION TOTALE** : L'impossibilité technique ou économique déclarée à dire d'expert de réparer le Véhicule garanti.
- **DOMICILE** : Le lieu de résidence principal et habituel du Bénéficiaire figurant comme domicile sur la déclaration d'impôts sur le revenu. Il est situé en France métropolitaine.
- **INCENDIE** : La destruction ou la détérioration du Véhicule garanti suite à un incendie.
- **PANNE** : Tout incident mécanique imprévisible reconnu par le constructeur, entraînant l'immobilisation du Véhicule garanti et n'impliquant pas la responsabilité du Bénéficiaire.
- **PANNE D'ÉNERGIE** : La panne de batterie de traction totalement déchargée ou faiblement chargée.
- **PERTE, VOL ou BRIS DES CLÉS** : Le défaut de clés égarées, le défaut de clés consécutif à un vol, le bris des clés dans la serrure ou Neiman du Véhicule garanti. Toutefois, si les clés sont restées à l'intérieur du Véhicule garanti, et que celui-ci est fermé, AXA Assistance ne prend en charge que le déplacement du dépanneur, les autres frais restant à la charge du Bénéficiaire.
- **VOL** : La disparition ou la détérioration du Véhicule garanti suite à un vol immobilisant le Véhicule garanti ayant fait l'objet d'une déclaration auprès des autorités de police ou de gendarmerie.

PARTIE 2 : DESCRIPTION DES GARANTIES

Le présent Contrat se compose de deux types de garantie : les garanties de base incluses avec le Contrat **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES** appelées "garanties incluses" ainsi qu'une "garantie optionnelle" que le locataire du Contrat **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES** peut choisir de souscrire afin de bénéficier de prestation plus étendue, qui se cumule aux garanties incluses.

CHAPITRE 1.

GARANTIES D'ASSISTANCE INCLUSES

La mise en œuvre de l'assistance se fera uniquement après demande par le Bénéficiaire auprès d'AXA Assistance, dont les modalités sont définies à l'article "MODALITES DE DECLARATION DES SINISTRES" ci-dessus.

- Le coût des pièces de rechange utilisées dans le cadre de l'intervention est à la charge du locataire.
 - Pour bénéficier des garanties d'assistance (exceptées pour le dépannage et le remorquage), la réparation du Véhicule garanti doit nécessiter plus de trois (3) heures de réparation au garage (selon le barème constructeur).
 - A réception de l'appel téléphonique, et en fonction de la situation, AXA Assistance organise et prend en charge financièrement les prestations décrites ci-après.
- Les faits générateurs couverts sont les suivants : Accident, Crevasion, Destruction totale, Incendie, Panne, Panne d'énergie, Perte, vol ou bris des clés et Vol.

1.1 Dépannage sur place / Remorquage

Dans la mesure du possible AXA Assistance organise sur place et dans les meilleurs délais le dépannage du Véhicule garanti. En cas d'impossibilité de réparation sur place, le Véhicule garanti est remorqué vers l'atelier du représentant agréé du constructeur le plus proche ou à défaut dans certains pays européens vers le garage le plus proche susceptible d'effectuer la réparation.

1.2 Envoi des pièces de rechange à l'étranger

S'il est impossible de se procurer sur place les pièces de rechange du Véhicule garanti, AXA Assistance s'engage à les faire parvenir dans les plus brefs délais et à ses frais chez le réparateur.

1.3 Attente pour réparation (Hébergement)

Lorsque le Véhicule garanti doit être immobilisé plus de trois (3) heures ou ne peut être réparé dans la journée à plus de 50 km du Domicile habituel du Bénéficiaire : le Bénéficiaire a la possibilité d'attendre sa remise en état. AXA Assistance organise et prend en charge l'hébergement du Bénéficiaire et celui de ses passagers à concurrence de trois (3) nuits et un maximum de 80 EUR TTC (petit-déjeuner compris), par nuit et par chambre. AXA Assistance ne prend pas en charge les frais de restaurant, bar, téléphone.

Cette prestation n'est pas cumulable avec la prestation 1.4. "Poursuite du voyage ou retour au Domicile".

1.4 Poursuite du voyage ou retour au Domicile

Si le Véhicule garanti doit être immobilisé plus de trois (3) heures ou ne peut être réparé dans la journée, et que le Bénéficiaire ne souhaite pas attendre sur place sa réparation : AXA Assistance organise et prend en charge, pour le Bénéficiaire et ses passagers, la poursuite du voyage, à concurrence de la distance parcourue entre le lieu de départ et le lieu d'immobilisation ou le rapatriement jusqu'au Domicile habituel du Bénéficiaire selon le trajet le plus direct par : train 1^{re} classe, avion classe économique (si le trajet en train est supérieur à huit (8) heures), bateau 1^{re} classe ou équivalent, taxi (en cas d'immobilisation à moins de 100 km du Domicile habituel du Bénéficiaire) ou tout autre moyen de transport se révélant plus approprié et disponible localement.

A l'étranger, si le délai de réparation est supérieur à trois (3) nuits, AXA Assistance pourra accorder le rapatriement du Bénéficiaire et des passagers en France.

Cette prestation s'étend également aux bagages : les objets de valeur restent sous la responsabilité du conducteur. Les marchandises transportées dans le Véhicule garanti pourront être acheminées ultérieurement à l'exclusion des denrées périssables et tous les objets roulants tractés de plus de 750 kilos. Cette prestation n'est pas cumulable avec la prestation 1.3. "Hébergement".

1.5 Récupération du véhicule réparé

Après une mise en œuvre de la prestation « Poursuite du voyage ou retour à domicile », les moyens ci-dessus mentionnés (train, avion, bateau, taxi, et autres moyens de transport plus approprié et disponible localement) sont mis à la disposition du locataire ou à celle d'une personne qu'il désigne pour permettre de récupérer le Véhicule garanti, sous réserve des disponibilités locales.

Toutefois, à l'étranger et suivant les circonstances, AXA Assistance se réserve le droit d'organiser et prendre en charge le rapatriement du Véhicule garanti. Si le Véhicule garanti est déclaré épave, AXA Assistance ne prendra pas en charge le rapatriement.

1.6 Frais de liaison

Tous les frais de liaison entre les gares, aéroports, hôtels, Domicile, et le lieu où est déposé le Véhicule garanti pour réparation, sont pris en charge par AXA Assistance.

1.7 Véhicule de remplacement

AXA Assistance met à la disposition du Bénéficiaire en cas de Panne du Véhicule garanti, un véhicule thermique de remplacement de catégorie B dans la limite de trois (3) jours.

CHAPITRE 2.

GARANTIE VEHICULE DE REMPLACEMENT OPTIONNELLE

Le locataire du Contrat **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES** peut, lors de la signature de son Contrat **MOBILIZE FINANCIAL SERVICES**, choisir de bénéficier de la mise à disposition d'un Véhicule de remplacement thermique (ci-après désigné le « Véhicule de remplacement ») en cas d'Accident, de Destruction totale, d'Incendie, de Panne, de Panne d'énergie, ou de Vol du Véhicule garanti, un véhicule thermique de remplacement, dans la limite du nombre de jours de prêt maximum prévu à l'option souscrite. L'option souscrite est cumulative à la prestation 1.7.

2.1. Options disponibles

Le choix de l'option détermine la catégorie et la durée maximum du prêt du Véhicule de remplacement (en jours calendaires) :

• Option Référence :

Durée maximum du prêt : trois (3) jours en cas de Panne, Accident, Incendie, Vol ou Destruction totale.

Véhicule de remplacement :

- Pour les véhicules particuliers et sociétés : catégorie B.
- Pour les véhicules utilitaires : catégorie B.

• Option Confort :

Durée maximum du prêt : trois (3) jours en cas de Panne ou de Destruction totale, quinze (15) jours en cas d'Accident ou d'Incendie ou trente (30) jours en cas de Vol.

Véhicule de remplacement :

- Pour les véhicules particuliers et sociétés : catégorie C.
- Pour les véhicules utilitaires : véhicule similaire au Véhicule garanti selon disponibilités locales.

• Option Intégral :

Durée maximum du prêt : trois (3) jours en cas de Panne ou de Destruction totale, trente (30) jours en cas d'Accident ou Incendie ou quarante (40) jours en cas de Vol.



REF : CGCTFIFD-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : CG.CB.MBLZ.SE.07-2024

Véhicule de remplacement :

- Pour les véhicules particuliers et sociétés : catégorie D.
- Pour les véhicules utilitaires : catégorie similaire au Véhicule garanti selon disponibilités locales.

2.2 Mise à disposition du véhicule de remplacement selon l'option choisie**• En cas de Panne, d'Accident ou d'Incendie :**

Le Véhicule de remplacement est délivré pour la durée des réparations fixée au barème constructeur, dans la limite du nombre de jours maximum correspondant à l'option choisie.

• En cas de Destruction totale (épave) :

Le Véhicule de remplacement est délivré dans la limite du nombre de jours maximum correspondant à l'option choisie.

• En cas de Vol :

Le Véhicule de remplacement est mis à disposition jusqu'à la découverte du Véhicule garanti volé dans la limite du nombre de jours maximum correspondant à l'option choisie. Si le Véhicule garanti volé est retrouvé détérioré avant l'expiration du délai : le prêt sera prolongé de la durée des réparations fixée au barème constructeur, sans pouvoir dépasser le nombre de jours maximum correspondant à l'option choisie.

Si le Véhicule garanti volé est retrouvé détérioré avant l'expiration du délai : Le prêt sera prolongé de la durée des réparations fixée au barème constructeur, sans pouvoir dépasser le nombre de jours maximum correspondant à l'option choisie.

2.3 Paiement de la prime

Le montant de la prime relative à l'option souscrite et les échéances de paiement sont indiqués dans les Conditions Particulières du Contrat MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, et sont prélevés par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES pour le compte d'AXA Assistance en même temps que les montants dus à MOBILIZE FINANCIAL SERVICES au titre du Contrat MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

CHAPITRE 3.**CONDITIONS ET MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU VEHICULE DE REMPLACEMENT**

• Le Bénéficiaire devra fournir une empreinte de sa carte bancaire au loueur courte durée sélectionné par AXA Assistance ;

• Les Véhicules de remplacement doivent être utilisés exclusivement dans les pays autorisés par le loueur courte durée et doivent être ramenés au lieu d'origine ;

• Les aménagements spécifiques et microbus ne peuvent être pris en compte pour les Véhicules de remplacement ;

• Les Véhicules de remplacement seront délivrés dans les conditions d'utilisation et d'assurance du loueur courte durée fournissant ce véhicule. Il appartient au Bénéficiaire du Véhicule de remplacement de s'informer des dites conditions, de les respecter et de prendre éventuellement à sa charge les garanties complémentaires. A défaut il devra en supporter les conséquences.

• Les Véhicules de remplacement seront délivrés avec le plein de carburant. Ils doivent être restitués avec le plein de carburant.

• Les Véhicules de remplacement sont fournis pour un kilométrage illimité.

• Tous les frais annexes (carburant, amendes...) restent à la charge du Bénéficiaire.

• Le Bénéficiaire du Véhicule de remplacement reste entièrement responsable de la durée du prêt, de l'utilisation qu'il fera des véhicules mis à sa disposition au titre du Véhicule de remplacement, et de ses conséquences.

• Le Bénéficiaire s'engage à régler au loueur toutes les sommes dues au titre du Véhicule de remplacement, et en cas de contestations, à faire ensuite son affaire personnelle de tout recours vis-à-vis du loueur courte durée ayant délivré le Véhicule de remplacement.

• Le Véhicule de remplacement devra impérativement être restitué à l'agence de location de départ.

• Les frais annexes, tels : l'assurance complémentaire, le péage, ou le carburant restent à la charge du Bénéficiaire.

• Suite à la réforme du Forfait Post-Stationnement (FPS), le loueur courte durée se réserve la possibilité de prélever les empreintes de la carte de paiement du Bénéficiaire afin de recouvrer les éventuelles amendes de stationnement du Véhicule de remplacement dont le Bénéficiaire aurait fait l'objet.

Facturation des prestations supplémentaires.

Dans le cas où le Bénéficiaire conserverait l'usage du Véhicule de remplacement pour une durée supérieure à la durée maximum de prêt prévue au titre du présent Contrat, du Contrat MOBILIZE FINANCIAL SERVICES et/ou en cas de suppléments non compris dans le prix de la prestation (carburant, franchise non rachetable, dégradations sous la responsabilité du Bénéficiaire, frais d'abandon en cas de restitution du Véhicule de remplacement dans une agence différente de celle où il a été mis à disposition, surcoût pour co-conducteur ou jeune conducteur, frais de prise en charge aéroport ou gare, équipements demandés par le Bénéficiaire à la livraison du Véhicule de remplacement, nettoyage du véhicule si l'état à sa restitution le nécessite, surclassement en catégorie supérieure, ou tous autres frais) le nombre de jours supplémentaires ainsi que ces autres frais supplémentaires seront facturés selon le tarif en vigueur à la date dudit prêt, distinctement des autres sommes dues à MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

CHAPITRE 4.**EXCLUSIONS COMMUNES A TOUTES LES GARANTIES**

Outre les exclusions légales et réglementaires applicables, sont exclus et ne pourront donner lieu à l'intervention d'AXA Assistance, ni faire l'objet d'une indemnisation à quelque titre que ce soit :

- Les pannes successives liées à la même cause et résultant de négligence du fait du Bénéficiaire ;
- Les Pannes d'énergie uniquement pour les Véhicules de remplacement (1.7 et 2.1) ;
- Immobilisation du Véhicule garanti pour des opérations d'entretien ou de maintenance mécanique du Véhicule garanti ;
- Immobilisation du Véhicule garanti pour des opérations de maintenance de carrosserie lorsque celles-ci sont limitées à la réparation des rayures, changement des éléments amovibles de carrosserie tels que pare-chocs, boucliers, protections latérales, feux et vitres ;
- Les événements survenus aux catégories de Véhicule garanti suivants : plus de 3,5 t de PTC, véhicules électriques à usage de transport de personnes à titre payant tels que taxis, ambulance, voiture de location courte durée et Véhicule garanti utilisés dans toute épreuve de compétition automobile ou en essai ;
- L'assistance des remorques à bagages d'un poids total autorisé en charge (PTAC) de plus de 750 kilos ;
- Les dépenses engagées sans accord préalable d'AXA Assistance ;
- Les marchandises et animaux transportés ;
- Les frais non justifiés par des documents originaux ;
- Tout événement survenu à la suite d'une circonstance connue avant la date d'effet du Contrat ;
- Tout dommage provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive du Bénéficiaire ;
- Tous accidents provoqués volontairement par le Bénéficiaire ;
- Les demandes d'assistance formulées en dehors des dates de validité des garanties du Contrat ;
- Les conséquences d'événements climatiques et catastrophes naturelles tels que les tempêtes ou les ouragans, les inondations, les tremblements de terre, l'affaissement ou le glissement du sol, y compris les conséquences de l'orage, de la foudre et du gel ;
- Tout événement et tout dommage causé par un acte intentionnel ou une faute dolosive, négligence, mauvaises utilisation ou intervention d'un tiers ;
- Les conséquences d'une guerre civile ou étrangère, des grèves, des émeutes, des mouvements populaires et des actes de terrorisme ;
- Les conséquences de la désintégration du noyau atomique ou toute irradiation provenant d'une source d'énergie présentant un caractère de radioactivité ;
- Les frais courants tels que repas ou boissons que le Bénéficiaire aurait normalement supportées pendant son déplacement ;
- Les frais de transport, d'hébergements initialement prévus pour le déplacement du Bénéficiaire ;
- Le coût des communications téléphoniques, excepté celles réalisées dans le cadre de la mise en place des présentes garanties.

De plus, ne pourront donner lieu à l'intervention d'AXA Assistance, ni faire l'objet d'une indemnisation à quelque titre que ce soit toutes conséquences :

- De l'usage abusif d'alcool (taux d'alcoolémie constaté supérieur au taux fixé par la réglementation en vigueur), de l'usage ou de l'absorption de médicaments, drogues ou stupéfiants non prescrits médicalement ;
- De la participation du Bénéficiaire en tant que concurrent à toute épreuve sportive de compétition ou à des épreuves d'endurance ou de vitesse et à leurs essais préparatoires, à bord de tout engin de locomotion terrestre ou aérienne (à moteur ou non) ainsi que la pratique des sports de glace à un titre non-amateur ;
- Des dommages causés par des explosifs que le Bénéficiaire peut détenir ;
- D'interdictions officielles, de saisies ou de contraintes par la force publique ;
- De la mobilisation générale ;
- De toute réquisition des hommes et/ou du matériel par les autorités compétentes ;
- De tout acte de sabotage ;
- De toute restriction à la libre circulation des biens et des personnes ;
- De toute intervention initiée et/ou organisée à un niveau étatique ou interétatique par toute autorité ou organisme gouvernemental ou non gouvernemental ;
- De tous les cas de force majeure.

PARTIE 3 : VIE DU CONTRAT**3.1. Prise d'effet et durée des garanties****• GARANTIES INCLUSES**

(prestations d'assistance du Chapitre 1)

Les garanties d'assistance incluses prennent effet à la date de livraison du Véhicule garanti et sont acquises pendant toute la durée du Contrat MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

• GARANTIE OPTIONNELLE

(garantie véhicule de remplacement du Chapitre 2)

La garantie d'assistance optionnelle prend effet à la date de livraison du Véhicule garanti et est acquise pour une durée d'un (1) an. Elle est renouvelable automatiquement d'année en année à sa date d'échéance sauf :

- résiliation par l'une des parties à échéance, en adressant une lettre recommandée ou un envoi recommandé électronique à l'autre partie au moins deux (2) mois avant la date d'échéance du Contrat (article L113-12 du Code des assurances),
- cessation de plein droit le jour de la résiliation ou de la fin du Contrat MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, et ce quelle qu'en soit la cause.

3.2. Subrogation

AXA Assistance est subrogée dans les droits et actions de toute personne physique ou morale, Bénéficiaire de tout ou partie des garanties figurant au Contrat, contre tout tiers responsable de l'événement ayant déclenché son intervention à concurrence des frais engagés par elle en exécution du Contrat.

3.3. Fausse déclaration des éléments constitutifs du sinistre

Toute réticence ou fausse déclaration portant sur les éléments constitutifs du sinistre (date, nature, cause, circonstance ou conséquences du sinistre) connus du Bénéficiaire l'expose en cas de mauvaise foi à la déchéance des garanties du Contrat.

3.4. Réclamations et différends

En cas de réclamation concernant la mise en œuvre des garanties du présent, le Bénéficiaire peut s'adresser à : **AXA Assistance - Service Gestion Relation Clientèle - 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff** Ou sur le site internet à partir de la rubrique "contact" : www.axa-assistance.fr/contact.

AXA Assistance s'engage à accuser réception sous dix (10) jours ouvrables à compter de la réception de la réclamation, sauf si une réponse est apportée dans ce délai. Une réponse sera adressée dans un délai maximum de deux (2) mois, sauf si la complexité nécessite un délai supplémentaire.

Si un désaccord subsiste, le Bénéficiaire peut faire appel au Médiateur, personnalité indépendante en écrivant à l'adresse suivante : **La Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 Paris Cedex 09**. Ou en complétant le formulaire de saisine directement sur le site internet : www.mediation-assurance.org.

Ce recours est gratuit. L'avis du Médiateur ne s'impose pas et laissera toute liberté au Bénéficiaire pour saisir éventuellement le Tribunal français compétent. Le Médiateur formulera un avis dans le délai prévu dans la Charte, quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la réception du dossier complet.

3.5. Prescription

Conformément à l'article L 114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui leur donne naissance.

Ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où AXA Assistance en a eu connaissance ;
- En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là. Quand l'action du Bénéficiaire contre AXA Assistance a pour cause le recours d'un tiers, le délai de prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre le Bénéficiaire ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les Accidents atteignant les personnes, lorsque les Bénéficiaires sont les ayants-droit du Bénéficiaire décédé.

Conformément à l'article L114-2 du Code des assurances, la prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription visée ci-après :

- toute demande en justice, même en référé, ou même portée devant une juridiction incompétente ;
- tout acte d'exécution forcée, ou toute mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ;
- toute reconnaissance par AXA Assistance du droit à garantie du Bénéficiaire, ou toute reconnaissance de dette du Bénéficiaire envers AXA Assistance ;
- tout recours à la médiation ou à la conciliation ;
- lorsque la partie est dans l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure.

La prescription est également interrompue par :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
 - l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée par AXA Assistance au Bénéficiaire en ce qui concerne l'action en paiement de la souscription ou par le Bénéficiaire à AXA Assistance en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.
- Conformément à l'article L114-3 du Code des assurances, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter des causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

3.6. Protection des données personnelles

Conformément aux dispositions de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, les informations concernant les Bénéficiaires sont collectées, utilisées et conservées par les soins de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES et d'AXA Assistance relativement à leur périmètre respectif.

MOBILIZE FINANCIAL SERVICES est en charge de la distribution et de la souscription du Contrat en tant que responsable de traitement, et de la gestion du Contrat en tant que sous-traitant d'AXA Assistance. L'exécution du Contrat est mise en œuvre par AXA Assistance en tant que responsable de traitement.

Ainsi, dans le cadre de ses activités, AXA Assistance pourra :

- a) Utiliser les informations du Bénéficiaire afin de fournir les services décrits dans les présentes Conditions Générales. En utili-





sant les services d'AXA Assistance, le Bénéficiaire consent à ce qu'AXA Assistance utilise ses données à cette fin ;

b) Transmettre les données personnelles du Bénéficiaire et les données relatives à son contrat, aux entités du Groupe AXA, aux prestataires de services d'AXA Assistance, au personnel d'AXA Assistance, et à toutes personnes susceptibles d'intervenir dans les limites de leurs attributions respectives, afin de gérer le dossier de sinistre du Bénéficiaire, lui fournir les garanties qui lui sont dues au titre de son contrat, procéder aux paiements, et transmettre ces données dans les cas où la loi l'exige ou le permet ;

c) Procéder à l'écoute et/ou à l'enregistrement des appels téléphoniques du Bénéficiaire dans le cadre de l'amélioration et du suivi de la qualité des services rendus ;

d) Procéder à des études statistiques et actuarielles ainsi qu'à des analyses de satisfaction clients afin de mieux adapter nos produits aux besoins du marché ;

e) Obtenir et conserver tout document photographique pertinent et approprié du bien du Bénéficiaire, afin de fournir les services proposés dans le cadre de son contrat d'assistance et valider sa demande ;

f) Procéder à l'envoi d'enquêtes qualité (sous forme de demandes à retourner ou de sondages) relatives aux services d'AXA Assistance et autres communications relatives au service clients ;

g) Utiliser les données personnelles dans le cadre d'un traitement de lutte contre la fraude ; ce traitement pouvant conduire, le cas échéant, à une inscription sur une liste de personnes présentant un risque de fraude.

AXA Assistance est soumise aux obligations légales issues principalement du Code Monétaire et Financier en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et contre le financement du terrorisme et, à ce titre, AXA Assistance met en œuvre un traitement de surveillance des contrats pouvant aboutir à la rédaction d'une déclaration de soupçon conformément aux dispositions de la Loi en la matière.

Les données recueillies peuvent être communiquées aux autres sociétés du Groupe AXA ou à un tiers partenaire. Si le Bénéficiaire ne souhaite pas que ses données soient transmises aux sociétés du Groupe AXA ou à un tiers partenaire, il peut s'y opposer en écrivant au : **Délégué à la Protection des données - AXA Assistance - 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff.**

Email : dpo.axapartnersfrance@axa-assistance.com.
Pour toute utilisation des données personnelles du Bénéficiaire à d'autres fins ou lorsque la loi l'exige, AXA Assistance sollicitera son consentement. Le Bénéficiaire peut revenir à tout moment sur son consentement.

En souscrivant au présent contrat et en utilisant ses services, le Bénéficiaire reconnaît qu'AXA Assistance peut utiliser ses données à caractère personnel et consent à ce qu'AXA Assistance utilise les données sensibles décrites précédemment.

Dans le cas où le Bénéficiaire fournit à AXA Assistance des informations sur des tiers, le Bénéficiaire s'engage à les informer de l'utilisation de leurs données comme défini précédemment ainsi que dans la politique de confidentialité du site internet d'AXA Assistance (voir ci-dessous).

Le Bénéficiaire peut obtenir, sur simple demande, copie des

informations le concernant. Il dispose d'un droit d'information sur l'utilisation faite de ses données (comme indiqué dans la politique de confidentialité du site AXA Assistance – voir ci-dessous) et d'un droit de rectification s'il constate une erreur.

Si le Bénéficiaire souhaite connaître les informations détenues par AXA Assistance à son sujet, ou s'il a d'autres demandes concernant l'utilisation de ses données, il peut écrire à l'adresse suivante : **Délégué à la protection des données - AXA Assistance - 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff**

Email : dpo.axapartnersfrance@axa-assistance.com.

L'intégralité de notre politique de confidentialité est disponible sur le site : axa-assistance.fr ou sous format papier, sur demande.

3.7. Loi applicable et juridiction compétente

Les présentes Conditions Générales sont soumises à la loi française.

Tout litige se rapportant au Contrat et qui n'aura pu faire l'objet d'un accord amiable entre les parties ou le cas échéant, d'un règlement par le médiateur, sera porté devant la juridiction compétente.

3.8. Autorité de contrôle

AXA Assistance France Assurances est soumise au contrôle prudentiel de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) située 4, Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

C) - Résumé des conditions générales de la convention d'assistance N° 5004106 souscrite par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, auprès d'AXA Assistance France Assurances, S.A. au capital de 51429430,40 euros, Entreprise régie par le Code des Assurances, immatriculée sous le N° SIREN 451 392 724 R.C.S. Nanterre - Siège social : 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff ci-après dénommée AXA Assistance dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4, place de Budapest, CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

En cas de réclamations ou de difficultés : contacter AXA Assistance France Assurances – Service Gestion Relation Clientèle - 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff. Si un désaccord subsiste, le Bénéficiaire a la faculté de faire appel au médiateur dont les coordonnées lui seront alors communiquées par AXA Assistance France Assurances et ceci sans préjudice des autres voies d'action légales.

OBJET

La présente convention a pour objet de définir les termes et conditions de mise en œuvre des garanties d'assistance aux personnes accordées par AXA Assistance en inclusion aux contrats de Crédit-Bail. Les garanties sont liées à l'utilisation du Véhicule garanti.

DEFINITIONS

• **Accident corporel** : tout événement soudain, imprévisible et violent, extérieur à la victime et indépendant de sa volonté, constituant la cause d'une Atteinte corporelle grave. • **Bénéficiaire** : toute personne physique, utilisateur autorisé pour des raisons professionnelles ou personnelles par le client du Souscripteur, ainsi que les personnes transportées à titre gratuit (à l'exclusion des auto-stoppeurs) dans la limite du nombre de places figurant sur la carte grise. • **Déplacement garanti** : tout déplacement quelle que soit sa nature (professionnelle ou non professionnelle) et quelle que soit la durée effective du contrat de Crédit-Bail. • **Domicile** : lieu de résidence principal et habituel du Bénéficiaire figurant comme Domicile sur la déclaration d'impôts sur le revenu. Il est situé en France. • **Territorialité** : les garanties s'exercent dans l'ensemble des pays validés de la carte internationale d'assurances (carte verte). • **Véhicule garanti** : le véhicule déclaré par le Souscripteur, de 1^{re} catégorie (PTAC jusqu'à 4,5 t inclus) immatriculé et mis à disposition en France métropolitaine (les Principautés de Monaco et d'Andorre sont conventionnellement intégrées sous cette définition).

VALIDITES DES GARANTIES. Les garanties sont acquises dans les conditions fixées ci-après pendant la durée de validité du contrat de Crédit-Bail. Elles prennent effet à la date de début de ce contrat et cessent leurs effets de plein droit à leur date de fin effective ou à la date de résiliation de la convention d'Assistance.

FAITS GENERATEURS. AXA Assistance intervient en cas d'Atteinte corporelle grave, Hospitalisation ou décès consécutifs à un accident lié à l'utilisation du Véhicule garanti.

Nous entendons par Hospitalisation : séjour imprévu, d'une durée supérieure à 24 heures, dans un établissement de soins public ou privé, prescrit médicalement, pour un traitement médical ou chirurgical suite à une Atteinte corporelle grave et dont la survenance n'était pas connue du Bénéficiaire dans les 5 jours avant son déclenchement.

Nous entendons par Atteinte corporelle grave : Accident à caractère imprévisible dont la nature risque d'engendrer, à brève échéance, une aggravation importante de l'état du Bénéficiaire si des soins adéquats ne lui sont pas prodigués rapidement.

1 - GARANTIES D'ASSISTANCE AUX PERSONNES

Les garanties ci-après ne s'appliquent qu'en cas d'accident lié au véhicule garanti.

1.1 Rapatriement médical. En cas d'Atteinte corporelle grave, les médecins d'AXA Assistance contactent les médecins traitants sur place et prennent les décisions les mieux adaptées à l'état du Bénéficiaire en fonction des informations recueillies et des seules exigences médicales.

Si l'équipe médicale d'AXA Assistance recommande le rapatriement du Bénéficiaire, AXA Assistance organise et prend en charge sa réalisation en fonction des seuls impératifs médicaux retenus par son équipe médicale.

La destination de rapatriement est :

- soit un centre de soins adapté de proximité ;
- soit un centre hospitalier dans un pays limitrophe ;
- soit le centre hospitalier le plus proche du Domicile.

Si le Bénéficiaire est hospitalisé dans un centre de soins hors du secteur hospitalier du Domicile, AXA Assistance organise, le moment venu, son retour après consolidation médicalement constatée et prend en charge son transfert à son Domicile. Les moyens de rapatriement peuvent être le véhicule sanitaire léger, l'ambulance, le train, l'avion de ligne, l'avion sanitaire.

Le choix final du lieu d'Hospitalisation, de la date, de la nécessité d'un accompagnement du Bénéficiaire et des moyens utilisés relève exclusivement de la décision de l'équipe médicale.

Tout refus de la solution proposée par l'Equipe médicale d'AXA Assistance entraîne l'annulation de la garantie d'Assistance aux personnes.

1.2 Retour des bénéficiaires. En cas de rapatriement médical ou de rapatriement en cas de décès du bénéficiaire, AXA Assistance organise le retour au domicile des bénéficiaires qui voyagent avec lui. AXA Assistance prend en charge un titre de transport aller simple en avion classe économique ou en train 1^{re} classe à condition que les moyens initialement prévus pour leur voyage retour ne soient pas utilisables ou modifiables.

1.3 Visite d'un proche. Si l'état du Bénéficiaire ne permet pas ou ne nécessite pas son rapatriement et si l'Hospitalisation locale est supérieure à 10 jours consécutifs, AXA Assistance met à la disposition d'un membre de la famille ou d'un proche un titre de transport aller-retour en avion classe économique ou en train 1^{re} classe pour se rendre sur place. Cette prestation n'est acquise qu'en l'absence, sur place, d'un membre majeur de la famille du Bénéficiaire. AXA Assistance organise son hébergement sur place et prend en charge ses frais d'hôtels (chambre et petit-déjeuner uniquement) pour une durée de 10 nuits consécutives maximum à concurrence de 80 euros par nuit avec un maximum de 800 euros. Toute autre solution de logement provisoire ne peut donner lieu à un quelconque dédommagement.

1.4 Envoi de médicaments à l'étranger. En cas d'Accident corporel grave et d'immobilisation sur place supérieure à la durée du séjour initialement prévu et d'impossibilité de trouver sur place les médicaments indispensables, ou leurs équivalents, prescrits avant le départ par le médecin traitant du pays de Domicile habituel du Bénéficiaire, AXA Assistance en fait la recherche en France. S'ils sont disponibles, ils sont expédiés dans les plus brefs délais sous réserve des contraintes des législations locales et des moyens de transport disponibles. Cette prestation est acquise pour les demandes ponctuelles. En aucun cas, elle ne peut être accordée dans le cadre de traitements de longue durée qui nécessiteraient des envois réguliers ou d'une demande de vaccin.

Le coût des médicaments reste à la charge du Bénéficiaire. Il s'engage à en rembourser le montant majoré des frais éventuels de dédouanement, dans un délai maximum de 30 jours calculé à partir de la date d'expédition.

1.5 Rapatriement en cas de décès. AXA Assistance organise et prend en charge le rapatriement du corps du Bénéficiaire ou de ses cendres du lieu du décès jusqu'au lieu d'inhumation dans le pays de son Domicile. AXA Assistance prend en charge les frais de traitement post mortem, de mise en bière et d'aménagements nécessaires au transport. Les frais de cercueil liés au transport ainsi organisés sont pris en charge à concurrence de 762 euros. **Les frais d'obsèques, de cérémonie, de convois locaux, d'inhumation ou d'incinération restent à la charge de la famille du Bénéficiaire.** Le choix des sociétés intervenant dans le processus du rapatriement est du ressort exclusif d'AXA Assistance.

1.6 Accompannement du défunt.

Si la présence sur place d'un membre de la famille ou d'un proche s'avère indispensable pour effectuer la reconnaissance du corps du Bénéficiaire décédé et les formalités de rapatriement ou d'incinération, AXA Assistance met à disposition un titre de transport aller-retour en avion classe économique ou en train 1^{re} classe.

Cette prestation ne peut être mise en œuvre que si le Bénéficiaire était seul sur place au moment de son décès.

AXA Assistance organise son hébergement sur place et prend en charge ses frais d'hôtel (chambre et petit-déjeuner uniquement) à concurrence de 80 euros par nuit avec un maximum de 480 euros pour cette prestation. **Toute autre solution de logement provisoire ne peut donner lieu à un quelconque dédommagement.**

2 - ASSURANCE "FRAIS MEDICAUX ET CHIRURGICAUX A L'ETRANGER"

Nous entendons par Etranger : tous pays entrant dans la territorialité de la convention à l'exception de la France Métropolitaine.

2.1 Objet de la garantie

Le Bénéficiaire est garanti pour le remboursement de ses frais médicaux et/ou d'Hospitalisation consécutifs à une Atteinte corporelle grave survenue et constatée à l'Etranger pendant la durée de validité des garanties, et restant à sa charge après intervention de la caisse d'assurance maladie, de sa mutuelle et/ou de tout autre organisme de prévoyance individuelle ou collective dont il bénéficie.

Dans le cas où ces organismes payeurs ne prendraient pas en charge les frais médicaux et/ou d'Hospitalisation engagés, AXA Assistance rembourse ces frais au Bénéficiaire dans la limite du plafond garanti à condition qu'il communique à AXA Assistance :
- les factures originales des frais médicaux et chirurgicaux ;
- l'attestation de refus de prise en charge émise par l'organisme payeur.

Frais ouvrant droit à prestation : les frais de visite, de consultation, de pharmacie, de soins infirmiers, d'Hospitalisation médicale et chirurgicale y compris les honoraires médicaux et chirurgicaux, d'une manière générale, tout acte médical ou chirurgical lié à sa pathologie.



2.2 Conditions et montant de la garantie

Cette garantie est acquise exclusivement aux conditions suivantes :

La garantie est acquise uniquement lorsque le Bénéficiaire est affilié à une caisse d'assurance maladie et / ou tout autre régime de prévoyance individuelle ou collective le garantissant pour le remboursement des frais médicaux et d'Hospitalisation.

La garantie ne s'applique qu'aux frais consécutifs à une Atteinte corporelle grave survenue et constatée à l'Etranger.

La garantie ne s'applique qu'aux frais prescrits par une autorité médicale et engagés à l'Etranger pendant la période de validité des garanties.

La garantie ne s'applique qu'aux frais ayant fait l'objet d'un accord des services d'AXA Assistance matérialisé par la communication d'un numéro de dossier au Bénéficiaire ou à toute personne agissant en son nom, dès lors que le bien-fondé de la demande est constaté.

En cas d'Hospitalisation, sauf cas de force majeure, AXA Assistance doit être avisée de l'Hospitalisation dans les 24 heures suivant la date mentionnée au certificat d'Hospitalisation.

Le Bénéficiaire doit accepter tout changement de centre hospitalier préconisé par les services d'AXA Assistance.

Dans tous les cas, le médecin missionné par AXA Assistance doit pouvoir rendre visite au Bénéficiaire et avoir libre accès à son dossier médical, dans le respect le plus strict des règles déontologiques.

La garantie cesse automatiquement à la date où AXA Assistance procède au rapatriement du Bénéficiaire.

La prise en charge d'AXA Assistance par Bénéficiaire et par voyage se fait à concurrence de 3 050 euros. La prise en charge des frais dentaires d'urgence est limitée à 153 euros par événement.

Dans tous les cas, une Franchise de 23 euros par Bénéficiaire est appliquée à chaque dossier.

2.3 Exclusions spécifiques aux frais médicaux et chirurgicaux. Les exclusions communes à toutes les garanties de la présente convention et les exclusions spécifiques à l'assistance médicale sont applicables.

En outre ne pourront donner lieu ni à avance, ni à remboursement, ni à prise en charge, les frais : engagés dans le pays de Domicile du Bénéficiaire ; de vaccination ; de prothèse, d'appareillage, de lunettes et de verres de contact ; de traitements et d'interventions chirurgicales de caractère esthétique non consécutifs à un accident ; de cures, séjours en maison de repos et de rééducation.

2.4 Modalités d'application

Le Bénéficiaire doit adresser à AXA Assistance les informations et les pièces suivantes :

La nature, les circonstances, la date et le lieu de survenance de l'Atteinte corporelle grave ayant nécessité le règlement de frais médicaux sur place ; une copie des ordonnances délivrées ; une copie des factures de toutes les dépenses médicales engagées ; les bordereaux et/ou décomptes originaux de remboursement de tout organisme payeur concerné ; en cas d'accident, les nom et adresse de l'auteur responsable et, si possible des témoins en indiquant si un procès-verbal ou un constat a été établi par les agents de l'autorité ; d'une manière générale, toutes pièces de nature à permettre une exacte appréciation des frais réels restant à sa charge. En outre, le Bénéficiaire doit joindre sous pli confidentiel à l'attention du Directeur Médical d'AXA Assistance, le certificat médical initial précisant la nature de l'accident ou de la maladie et tout autre certificat que les services d'AXA Assistance pourraient lui demander. A défaut de fournir toutes ces pièces à AXA Assistance, cette dernière ne pourra procéder au remboursement.

Avance des frais d'Hospitalisation à l'Etranger : En cas d'Hospitalisation et à la demande du Bénéficiaire, AXA Assistance peut procéder à l'avance des frais d'Hospitalisation pour son compte dans la limite des montants indiqués à l'article "Conditions et montant de la garantie" contre remise d'une "déclaration de frais d'Hospitalisation" engageant sur les démarches à suivre. Afin de préserver ses droits ultérieurs, **AXA Assistance se réserve le droit de demander au Bénéficiaire ou à ses ayants droit soit une empreinte de sa carte bancaire, soit un chèque de caution.**

A compter de la réception des factures de frais médicaux envoyés par les services d'AXA Assistance, le Bénéficiaire s'engage alors à effectuer ces démarches auprès des organismes de prévoyance sous 15 jours. Sans réponse de sa part dans un délai de 3 mois, AXA Assistance sera en droit d'exiger le remboursement des sommes avancées pour son compte majorées, en outre, des frais et intérêts légaux.

2.5 Conseil aux voyageurs

Si le Bénéficiaire dépend du régime de la Sécurité Sociale, AXA Assistance lui conseille de se munir de la Carte Européenne d'Assurance Maladie ou du formulaire E101 disponibles aux centres de Sécurité Sociale, pour pouvoir bénéficier des prestations de la Sécurité Sociale lors d'un voyage dans un pays de l'Union Européenne.

3 - GARANTIES D'ASSISTANCE JURIDIQUE À L'ÉTRANGER.

A la suite d'une infraction involontaire aux lois et règlements en

vigueur commise par le Bénéficiaire dans le pays Etranger où il voyage, et pour tout acte non qualifié de crime, AXA Assistance intervient, à la demande par écrit du Bénéficiaire, si une action est engagée contre lui.

Cette garantie ne s'applique pas pour les faits en relation avec l'activité professionnelle du Bénéficiaire.

3.1 Avance de caution pénale

A l'Etranger, AXA Assistance procède à l'avance de la caution pénale exigée par les autorités pour la libération du Bénéficiaire ou pour lui permettre d'éviter son incarcération.

Cette avance est effectuée par l'intermédiaire d'un homme de loi sur place à concurrence de 11 400 euros maximum par événement. **Le Bénéficiaire est tenu de rembourser cette avance à AXA Assistance :** • dès restitution de la caution en cas de non-lieu ou d'acquiescement, • dans les 15 jours de la décision judiciaire devenue exécutoire en cas de condamnation, • dans tous les cas dans un délai de 30 jours à compter de la date de versement.

3.2 Frais d'avocat

A l'Etranger, AXA Assistance prend en charge les frais d'avocat sur place à concurrence de 1 500 euros maximum par événement.

4 - ASSISTANCE VOYAGE

En déplacement à l'Etranger, en cas de perte ou de vol des effets personnels du Bénéficiaire (documents d'identité, moyens de paiement, bagages) ou des titres de transport et après déclaration auprès des autorités locales compétentes, AXA Assistance met tout en œuvre pour aider le Bénéficiaire dans ses démarches.

AXA Assistance n'est pas habilitée à procéder aux oppositions concernant les moyens de paiement pour le compte de tiers.

Dans le cas où des documents de remplacement sont mis à disposition dans le pays de Domicile, AXA Assistance se charge de les acheminer par les moyens les plus rapides.

AXA Assistance peut procéder à une avance à concurrence de 762 euros par événement afin de permettre au Bénéficiaire d'effectuer ses achats de première nécessité.

En cas de perte ou vol d'un titre de transport AXA Assistance peut faire parvenir au Bénéficiaire un nouveau billet non négociable dont il est fait l'avance.

Ces avances peuvent être effectuées en contrepartie d'une garantie déposée soit par le Bénéficiaire, soit par un tiers.

Le remboursement de toute avance doit être effectué dans un délai de 30 jours à compter de la date de mise à disposition des fonds.

5 - EXCLUSIONS COMMUNES À TOUTES LES GARANTIES**5.1 Exclusions générales**

Sont exclus et ne pourront donner lieu à l'intervention d'AXA Assistance, ni faire l'objet d'une indemnisation à quel que titre que ce soit : les conséquences résultant de l'usage abusif d'alcool (taux d'alcoolémie constaté supérieur au taux fixé par la réglementation en vigueur), de l'usage ou de l'absorption de médicaments, drogues ou stupéfiants non prescrits médicalement, les dommages provoqués par une faute intentionnelle ou dolosive du Bénéficiaire, la participation en tant que concurrent à un sport de compétition ou à un rallye, les conséquences d'une inobservation volontaire de la réglementation du pays visité ou de la pratique d'activités non autorisées par les autorités locales, les frais engagés par le Bénéficiaire pour la délivrance de tout document officiel, les conséquences de la participation à des compétitions ou à des épreuves d'endurance ou de vitesse et à leurs essais préparatoires, à bord de tout engin de locomotion terrestre, nautique ou aérien, les conséquences du non-respect des règles de sécurité reconnues liées à la pratique de toute activité sportive de loisirs, les conséquences d'explosion d'engins et d'effets nucléaires radioactifs, les conséquences de la guerre civile ou étrangère, d'émeutes, de grèves, d'actes de terrorisme, de pirateries, d'interdictions officielles, de saisies ou de contraintes par la force publique, les conséquences d'événements climatiques tels que tempêtes ou ouragans, les frais liés aux excédents de poids des bagages lors d'un transport par avion et les frais d'acheminement des bagages lorsqu'ils ne peuvent être transportés avec le Bénéficiaire, les frais non justifiés par des documents originaux.

5.2 Exclusions médicales

Les frais résultant des faits ou événements exclus dans le texte de la convention d'assistance ne pourront faire l'objet d'aucune indemnisation à quel que titre que ce soit, et ne pourront donner lieu à l'intervention d'AXA Assistance : Toutes interventions et/ou remboursements relatifs à des bilans médicaux, check-up, dépistages à titre préventif, les affections ou lésions bénignes qui peuvent être traitées sur place et qui n'empêchent pas le Bénéficiaire de poursuivre son déplacement, les convalescences, les affections en cours de traitement et non encore consolidées et/ou nécessitant des soins ultérieurs programmés, les maladies, les blessures préexistantes, diagnostiquées et/ou traitées et ayant fait l'objet d'une consultation médicale ou d'une hospitalisation dans les 6 mois avant la date de demande d'assistance, les suites éventuelles (contrôle, compléments de traitements, réci-

dives) d'une affection ayant donné lieu à un rapatriement, les suites de la grossesse : accouchement, césarienne, soins au nouveau-né, les interruptions volontaires de grossesse, la chirurgie esthétique, les tentatives de suicide et leurs conséquences, les voyages entrepris dans un but de diagnostic et/ou de traitement, les conséquences du défaut, de l'impossibilité ou des suites de vaccination ou de traitement nécessité ou imposé par un déplacement ou un voyage.

Ne sont pas pris en charge : Les frais médicaux dans le pays de Domicile du Bénéficiaire, les cures, les séjours en maison de repos et les frais de rééducation, les frais de contraception et de traitement de la stérilité, les frais de lunettes, de verres de contact, les prothèses esthétiques, dentaires, acoustiques, les transports répétitifs nécessités par l'état de santé du Bénéficiaire.

6 - CONDITIONS RESTRICTIVES D'APPLICATION**6.1 Responsabilité**

AXA Assistance ne peut être tenue pour responsable d'un quelconque dommage à caractère professionnel ou commercial, subi par un Bénéficiaire à la suite d'un accident ayant nécessité l'intervention d'AXA Assistance.

AXA Assistance ne peut se substituer aux organismes locaux ou nationaux de secours d'urgence ou de recherche et ne prend pas en charge les frais engagés du fait de leur intervention sauf stipulation contractuelle contraire.

6.2 Circonstances exceptionnelles

L'engagement d'AXA Assistance repose sur une obligation de moyens et non de résultat.

La responsabilité d'AXA Assistance ne peut être engagée en cas d'impossibilité matérielle de délivrer les garanties de la présente convention pour cause de force majeure ou d'événements tels que grève, émeute, mouvements populaires, représailles, restriction à la libre circulation, sabotage, terrorisme guerre civile ou étrangère, dégagement de chaleur, irradiation ou effet de souffle provenant de la fission ou de la fusion de l'atome radioactif ou tout autre cas fortuit.

7 - CONDITIONS GENERALES D'APPLICATION**7.1 Mise en jeu des garanties**

AXA Assistance intervient dans le cadre fixé par les lois et règlements nationaux et internationaux. **En cas d'événement nécessitant l'intervention d'AXA Assistance, la demande doit être adressée directement par téléphone : 0800 00 19 24 ou 33 1 49 65 24 10 depuis l'Etranger (Diac Assistance).**

7.2 Accord préalable. L'organisation par le Bénéficiaire ou par son entourage de tout ou partie des garanties prévues à la présente convention sans l'accord préalable d'AXA Assistance, matérialisé par un numéro de dossier, ne peut donner lieu à un remboursement.

7.3 Déchéance des garanties. Le non-respect par le Bénéficiaire de ses obligations envers AXA Assistance en cours de contrat entraîne la déchéance de ses droits tels que prévus à la présente convention.

8 - SUBROGATION.

AXA Assistance est subrogée dans les droits et actions de toute personne physique ou morale Bénéficiaire de tout ou partie des garanties figurant à la présente convention, contre tout tiers responsable de l'événement ayant déclenché son intervention à concurrence des frais engagés par elle en exécution de la présente convention.

9 - PRESCRIPTION ET COMPETENCE

9.1 Toutes actions dérivant de la présente convention sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance. **9.2** Tout litige se rapportant à la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un accord amiable entre les parties sera porté devant la juridiction compétente.

Dans le cadre du contrôle de la qualité des services rendus, les conversations téléphoniques entre les Bénéficiaires et les services d'AXA Assistance France Assurances pourront être enregistrées. Conformément aux articles 32 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Bénéficiaire est informé que les données nominatives qui seront recueillies lors de son appel sont indispensables à la mise en œuvre des prestations d'assistance définies dans les présentes conditions générales. Ces informations sont destinées à l'usage interne d'AXA Assistance France Assurances, ainsi qu'aux personnes amenées à intervenir et chargées de la passation, la gestion et l'exécution du contrat, dans la limite de leurs attributions respectives. Le Bénéficiaire dispose d'un droit d'accès et de rectification aux données le concernant, en s'adressant au Service Juridique AXA Assistance 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff.





CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXERCICE DE LA FORMULE "CREDIT-BAIL MAINTENANCE"

MOBILIZE FINANCIAL SERVICES propose au locataire du véhicule neuf désigné aux conditions particulières et financé en Crédit-Bail Maintenance, les prestations décrites ci-après.

ARTICLE 1 - OBJET

Les présentes ont pour objet de définir les prestations ainsi que leurs conditions d'application. Une carte accréditive est délivrée au client pour lui permettre de bénéficier des prestations qui sont mises en œuvre par l'intermédiaire de DIAC LOCATION Département SIGMA SERVICES (ci-après Sigma Services) au capital de EUR 29 240 988 SIREN 329 892 368 R.C.S Bobigny 14, avenue du Pavé-Neuf 93168 Noisy-le-Grand cedex, agissant en qualité de mandataire de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

ARTICLE 2 - DURÉE - KILOMÉTRAGE

La prestation "Crédit-Bail Maintenance" est souscrite pour la durée et le kilométrage maximum stipulés aux conditions particulières du contrat de Crédit-Bail et choisis par le locataire. Le kilométrage est décompté à partir du kilomètre "0".

En cas de changement de compteur, sera pris en compte le cumul des kilomètres affichés sur l'ancien et le nouveau compteur.

La prestation "Crédit-Bail Maintenance" prendra fin au premier des deux termes souscrits : kilométrage ou durée.

ARTICLE 3 - DATE D'EFFET

La prestation "Crédit-Bail Maintenance" prend effet en même temps que le Crédit-Bail c'est-à-dire le jour de la livraison du véhicule.

ARTICLE 4 - PRESTATIONS

4.1 Prestations prises en charge : les prestations définies ci-après sont prises en charge sur présentation de la carte accréditive.

4.1.1 Les opérations de vidange, d'entretien et de contrôles, aux périodicités prévues par le constructeur, y compris la main-d'œuvre et la fourniture des lubrifiants, ingrédients et pièces nécessaires à ces opérations, les appoints d'huile entre deux révisions ; le remplacement des pièces soumises à une usure normale (sauf les pneumatiques) tenant à l'utilisation du véhicule et à son kilométrage.

Pour bénéficier de la prise en charge du coût des visites du contrôle technique obligatoire, le client doit mandater le réseau agréé et lui confier le véhicule aux fins de présentation, selon les dispositions et périodicités prévues par l'arrêté du 25/10/94 modifiant l'arrêté du 18/06/91.

Le montant de la visite sera pris en charge après accord de Sigma Services. Si le véhicule n'a pas satisfait à la visite de contrôle initiale, la prise en charge des contre-visites après remise en conformité sera, en revanche, exclue, sauf si un organe couvert par le contrat est à l'origine de la contre-visite.

4.1.2 Le client bénéficie, à compter du terme de la garantie contractuelle du Constructeur, du remplacement ou de la réparation des pièces mécaniques et électriques du véhicule (main-d'œuvre comprise), dont la défectuosité a été dûment constatée à son initiative ainsi qu'aux réparations éventuelles des dommages causés du fait de cette défectuosité à d'autres pièces du véhicule.

4.1.3 Un véhicule de remplacement sera délivré pour une journée maximum pour toute opération de révision préconisée par le constructeur et effectuée dans un atelier de celui-ci. Il en est de même pour toute opération d'entretien (hors contrôle technique) à condition que l'intervention nécessite au minimum 3 heures de main-d'œuvre (barème constructeur). Le véhicule de prêt est un véhicule de catégorie de base (de type Twingo pour les véhicules particuliers, de type Kangoo Van pour les véhicules utilitaires). Le véhicule devra être réservé au moment de la prise de rendez-vous pour l'entretien.

• Conditions de mise à disposition des véhicules de remplacement : - Les véhicules de remplacement seront délivrés après accord préalable de SIGMA SERVICES, du lundi au vendredi de 8 h à 18 h et le samedi de 8 h à 16 h.

- Les véhicules doivent être utilisés exclusivement à l'intérieur du pays où ils ont été prêtés et doivent être ramenés au lieu d'origine.

- Les aménagements spécifiques et microbus ne peuvent être pris en compte pour les véhicules de remplacement.

- Les véhicules seront délivrés dans les conditions d'utilisation et d'assurance du loueur fournissant le véhicule. A ce titre, le bénéficiaire devra fournir une empreinte de sa carte bancaire au loueur courte durée sélectionné. Il appartient au bénéficiaire du véhicule de remplacement de s'informer des dites conditions, de les respecter et de prendre éventuellement à sa charge les garanties complémentaires. A défaut, il devra en supporter les conséquences.

- Les véhicules de remplacement sont délivrés avec le plein de carburant. Ils doivent être restitués avec le plein de carburant.

- Les véhicules de remplacement sont fournis pour un kilométrage illimité.

- Tous les frais annexes (carburant, péage, amendes...) restent à la charge de l'utilisateur.

4.2 Ne sont pas couverts :

• la batterie de traction des véhicules électriques et hybrides au-delà de la période de garantie constructeur, soit

- 36 mois et 50 000 km pour Twizy, au 1^{er} des 2 termes atteint,

- 96 mois et 120 000 km pour Dacia Spring, au 1^{er} des 2 termes atteint,

- 96 mois et 160 000 km pour les véhicules ZOE, Twingo E-Tech Electrique, Megane E-Tech Electrique, Trafic E-Tech Electrique, MASTER E-Tech Electrique, SCENIC E-Tech Electrique et pour les véhicules hybrides, au 1^{er} des 2 termes atteint.

• les éléments du véhicule ayant fait l'objet de modification ou transformation non autorisées et/ou effectuées dans un réseau non agréé ainsi que les conséquences (dégradations, usure prématurée, altérations, etc.) de la transformation sur les autres pièces ou organes du véhicule, ou sur les caractéristiques de celui-ci. • les aggravations résultant du non-respect des alertes délivrées par les instruments de bord, et des recommandations énumérées dans le carnet d'utilisation et de garantie du véhicule. • les pièces ou organes suivants : carrosserie, mécanismes des ouvrants et rétroviseurs, aménagement(s) spécifique(s) carrossier(s) (benne, nacelle, frigorifique, etc.), les câbles de recharge pour les véhicules électriques ou hybrides, les pneumatiques et les jantes, la sellerie, les garnitures, la planche de bord, les aérateurs, les enjoliveurs, les commandes manuelles du tableau de bord, les commandes manuelles de portes et de vitres, les cendriers, tapis moquette. • Sont également exclus, sauf s'ils ont fait l'objet d'un montage en usine, l'autoradio, tout équipement audionumérique et ses accessoires, les systèmes d'alarme, • les dégradations causées par des causes extérieures, telles que (sans que la liste ci-après soit limitative) : accidents, collisions, chocs, griffures, rayures, projections de gravillons ou de corps solides, grêle, • les dommages causés par des événements de force majeure tels que (sans que la liste ci-après soit limitative) : la foudre, l'incendie, les inondations, les tremblements de terre, les faits de guerre, les émeutes et attentats • les conséquences dues à l'utilisation d'un carburant non conforme aux préconisations du constructeur ou de mauvaise qualité.

4.3 La prestation "Crédit-Bail Maintenance" n'a pas pour objet de se substituer à la garantie légale des vices cachés, prévue par les articles 1641 et suivants du Code civil ou à la Garantie contractuelle du Constructeur.

Les pièces d'origine, montées en remplacement des pièces déposées au titre de la Garantie du Constructeur, sont garanties jusqu'à expiration de la Garantie du Constructeur du véhicule. Lorsque le contrat est échu en durée, le client bénéficie de la "garantie de la réparation" (pièces et main-d'œuvre s'y rapportant), hors pièces d'usure et d'entretien préconisé.

Cette garantie s'applique pendant 12 mois à partir de la date de la réparation.

ARTICLE 5 - PRESTATIONS PNEUMATIQUES

Exception faite des équipements hors-série, sont couverts les frais résultant d'un remplacement de pneumatiques en conformité avec les préconisations du Constructeur, y compris l'équilibrage, dans la limite du nombre de pneus souscrits dans le cadre de l'option.

Le locataire a le choix de remplacer les pneus en monte été, hiver ou tout temps. La permutation effectuée en concession entre pneu été et pneu hiver est prise en charge à hauteur de 2 (deux) fois par an.

L'option pneumatique couvre également la réparation des crevaisons.

ARTICLE 6 - TERRITORIALITÉ

La prestation "Crédit-Bail Maintenance" est applicable dans les pays suivants :

Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie Herzégovine, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France métropolitaine, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, San-Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

En dehors de la France, le client réglera lui-même la facture au réparateur et devra envoyer cette facture à SIGMA SERVICES qui procédera à son examen détaillé.

SIGMA SERVICES effectuera le remboursement des frais entrant dans le champ de l'article 4.

ARTICLE 7 - OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

7.1 Pour bénéficier de la prestation "Crédit-Bail Maintenance", le client doit :

- s'adresser à tout membre du réseau agréé détenteur du panonceau de la marque, seul habilité à effectuer les interventions à ce titre et à décider s'il y a lieu de réparer ou de remplacer la pièce reconnue défectueuse,

- présenter le carnet d'entretien dûment rempli, justifiant que les opérations d'entretien préconisées par le Constructeur ont bien été effectuées dans le réseau agréé,

- faire constater, dans les plus brefs délais, par un atelier agréé, ou lui signaler par écrit, la défectuosité couverte par le contrat et, si le véhicule est immobilisé, il devra s'adresser à Diac Assistance.

A titre exceptionnel, en dehors des jours et heures d'ouverture du réparateur le plus proche, ou dans des conditions particulières (dépannage sur autoroute), le client pourra s'adresser, en ce qui concerne le dépannage et le remorquage, à un autre réparateur local (appartenant de préférence au réseau agréé). Dans ce dernier cas, il devra procéder à l'avance des frais et conserver l'ensemble des documents justificatifs de ces paiements.

- en cas d'arrêt de fonctionnement du compteur kilométrique, faire remettre en état celui-ci dans les meilleurs délais par le réparateur le plus proche et en aviser SIGMA SERVICES, même pendant la période de garantie du véhicule.

7.2 La prestation "Crédit-Bail Maintenance" ne s'applique pas et l'organisme vendeur ainsi que MOBILIZE FINANCIAL SERVICES se trouvent déchargés de toute responsabilité lorsque :

• le véhicule a été utilisé dans des conditions qui ne sont pas conformes à celles prescrites par le Constructeur, (exemple : surcharge ou engagement du véhicule dans une compétition sportive de quelque nature que ce soit), • la défectuosité constatée tient au fait que le client a fait réparer ou entretenir le véhicule sans respecter les préconisations du constructeur en la matière, • les dommages résultant d'un mauvais entretien du véhicule lorsque les instructions concernant le traitement, l'entretien ou les soins à donner à ce dernier, prévues dans le carnet de garantie, le carnet d'entretien et la notice d'utilisation n'ont pas été respectées.

7.3 En cas de perte ou de vol de la carte accréditive, le client s'engage à en informer SIGMA SERVICES dans les meilleurs délais.

A défaut, toute utilisation abusive de la carte accréditive engagerait sa responsabilité.

ANNEXE PRESTATION OPTIONNELLE PNEUMATIQUES : Conditions générales

Dans le cas où le locataire n'a pas souscrit à la Maintenance, il bénéficiera des conditions ci-dessous s'il a opté dans les conditions particulières du contrat de Crédit-bail, à la prestation PNEUMATIQUES.

OBJET

La prestation PNEUMATIQUES est proposée par DIAC LOCATION SA à un client professionnel c'est-à-dire agissant à dans le cadre de son activité professionnelle. Par conséquent sont exclus les personnes physiques n'exerçant pas dans le cadre de leur activité professionnelle et les loueurs courte durée. Les présentes Conditions Générales ont pour objet de définir la prestation optionnelle PNEUMATIQUES ainsi que leurs conditions d'application.

CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ ET DESCRIPTION DE LA PRESTATION

Selon le nombre de pneus indiqué dans les conditions particulières, sauf équipement hors-série, le locataire pourra bénéficier :

- d'un remplacement de pneumatiques en conformité avec les préconisations du constructeur, et selon l'éligibilité du véhicule, du montage et équilibrage, dans la limite du nombre de pneus souscrits dans le cadre de la prestation.

Le remplacement des pneumatiques s'effectue sur proposition du réseau agréé ou du collaborateur si le rainurage du pneumatique est inférieur à 4 millimètres ou lors d'une crevaison.

Le locataire a le choix de remplacer les pneus en montage été, hiver ou tout temps. La permutation effectuée en concession entre pneu été et pneu hiver est prise en charge à hauteur de 2 (deux) fois par an.

Lors de la restitution du véhicule en fin de contrat, ce dernier devra être équipé en pneu été ou tout temps.

DURÉE - DATE D'EFFET

La prestation prend effet à la date du contrat de Crédit-Bail ou dans les 3 premiers mois.

PRIX - PAIEMENT

Le montant forfaitaire périodique de la prestation pneumatique indiquée dans les conditions particulières du contrat de Crédit-Bail, est facturé et encaissé par DIAC LOCATION SA, en même temps que les autres montants qui lui sont dus au titre du contrat.

Il est facturé selon les modes, délais et périodicité précisés au contrat passé avec DIAC LOCATION.

En cas de souscription dans les 3 premiers mois, la facturation de la prestation s'effectuera sur la base du prorata temporis.

TERRITORIALITÉ

En dehors de la France métropolitaine, le client réglera lui-même la facture au réparateur et devra envoyer cette facture à DIAC LOCATION qui procédera à son examen détaillé.



REF : CGCTFIFD-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : CG.CB.MBLZ.SE.07-2024

CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXERCICE DE LA FORMULE "CREDIT-BAIL MAINTENANCE"

Contrat d'entretien renew pro (RÉSERVÉE AUX VÉHICULES THERMIQUES, ÉLECTRIQUES ET HYBRIDES D'OCCASION)



MOBILIZE FINANCIAL SERVICES propose au locataire du véhicule d'occasion désigné aux conditions particulières et financé en Crédit-Bail Maintenance avec un Contrat d'entretien renew pro, les prestations décrites ci-après.

1 - OBJET

Les présentes ont pour objet de définir les prestations optionnelles de Maintenance ainsi que leurs conditions d'application. Une carte accréditive est délivrée au locataire pour lui permettre de bénéficier des prestations qui sont mises en œuvre par l'intermédiaire de DIAC LOCATION Département SIGMA SERVICES (ci-après Sigma Services), S.A. au capital de EUR 29 240 988 SIREN 329 892 368 R.C.S Bobigny - Siège social : 14, avenue du Pavé-Neuf 93168 Noisy-le-Grand cedex, agissant en qualité de mandataire de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

2 - VÉHICULES ET BÉNÉFICIAIRES.

Tout véhicule thermique, électrique et hybride d'occasion vendu dans le réseau Renault de moins de 3,5 t de PTAC immatriculé en France métropolitaine à condition que :

- la souscription du présent contrat intervienne dans un délai maximum de 60 mois à compter de la date de 1^{re} mise en circulation du véhicule figurant sur le certificat d'immatriculation,
 - le véhicule n'ait pas dépassé le kilométrage de 100 000 km,
- Le Contrat d'Entretien est réservé aux **Personnes Morales ou physiques pour un usage strictement professionnel du véhicule.**

Sont exclus les véhicules fabriqués à moins de 300 exemplaires, les prototypes, les véhicules destinés à des épreuves sportives ou courses ou compétitions, les dommages survenus au cours d'épreuves sportives, courses, compétitions (ou leurs essais), soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics, les véhicules destinés à un usage professionnel, les véhicules GPL non montés d'origine, les véhicules à bicarburation et biocarburant non montés d'origine et dont la marque n'est pas Renault, Dacia, Nissan ou Alpine, les véhicules dont la destination serait le transport de personnes ou de marchandises à titre onéreux, les véhicules à usage de taxi, auto-école, ambulance, voiture sanitaire, voiture en autopartage, véhicules destinés à la location courte durée, les véhicules de marques Renault, Dacia, Alpine et Nissan dont la valeur à neuf est supérieure à 85 000 euros (TTC pour les véhicules de tourisme et HT pour les véhicules utilitaires), les véhicules d'autres marques dont la valeur à neuf est supérieure à 55 000 euros (TTC pour les véhicules de tourisme et HT pour les véhicules utilitaires), les véhicules de marques : Aston Martin, Bentley, De Tomaso, Ferrari, Bugatti, Lamborghini, Lotus, Maserati, Morgane, Panther, Rolls-Royce.

3 - DURÉE - KILOMÉTRAGE

La prestation "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro" est souscrite pour la durée et le kilométrage maximum stipulés aux conditions particulières du contrat de Crédit-Bail et choisis par le locataire.

Le kilométrage est décompté à partir du kilomètre indiqué sur les Conditions Particulières.

La prestation "Crédit-Bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro" prendra fin au premier des deux termes souscrits : kilométrage ou durée.

4 - DATE D'EFFET

4.1 La prestation "Crédit-Bail Maintenance avec Contrat d'entretien renew pro" prend effet en même temps que le Crédit-Bail c'est-à-dire le jour de la livraison du véhicule.

4.2 La durée et le kilométrage choisis par le locataire en fonction des barèmes en vigueur ne pourront pas excéder les limites maxi-

males suivantes : le kilométrage affiché au compteur additionné au kilométrage contractuel du crédit-bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro ne pourront aller au-delà de 200 000 km. Le kilométrage initial du véhicule est indiqué sur les conditions particulières du crédit-bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro. Il en va de même pour la durée du contrat, à savoir que l'âge du véhicule à la souscription du contrat additionné à la durée du crédit-bail Maintenance Contrat d'entretien renew pro ne pourront excéder 10 ans (120 mois). En cas de changement de compteur kilométrique, le cumul des kilomètres affichés sur l'ancien et sur le nouveau compteur sera pris en compte pour déterminer le kilométrage initial qui figurera sur les conditions particulières.

5 - PRESTATIONS FOURNIES.

Les prestations définies ci-après sont prises en charge après accord de SIGMA SERVICES :

5.1 Le "Contrat d'entretien renew pro" couvre :

a) L'Entretien programmé effectué dans le réseau Renault, selon les préconisations du constructeur :

prise en charge des pièces, des ingrédients et de la main-d'œuvre nécessaires aux opérations suivantes : appoints d'huile entre deux révisions, vidange, filtration, liquides de freins et de refroidissement, bougies essence, kit courroies accessoire & distribution, diagnostic sécurité, entretien climatisation (hors recharges de climatisation), aux périodicités prévues par le Constructeur.

b) Le remplacement des pièces soumises à usure normale :

prise en charge des pièces, des ingrédients et de la main-d'œuvre nécessaires aux opérations de changement suivantes : batterie, amortisseurs, échappement, disques de frein/tambours, embrayage, bougies de préchauffage (pour les véhicules Diesel uniquement), plaquettes de frein, balais d'essuie glaces, ampoules tenant à l'utilisation normale du véhicule et à son kilométrage.

L'état d'usure normale correspond à la détérioration progressive d'une pièce pour un usage standard. Celui-ci est défini en fonction de l'état constaté des pièces endommagées, d'un kilométrage, du temps d'usage moyen habituel et du potentiel moyen de fonctionnement qui leur sont usuellement prêtés. L'appréciation en sera au besoin faite à dire d'expert.

5.2 Le Contrat d'Entretien ne couvre pas :

- le remplacement des pièces d'usure à titre préventif,
- les conséquences indirectes d'un éventuel défaut (pertes d'exploitation, durée d'immobilisation, etc.). Le locataire peut cependant se prévaloir des actions du droit commun afin de faire valoir ses droits à ce titre devant le Tribunal,
- les éléments du véhicule ayant fait l'objet d'une transformation ainsi que les conséquences (dégradations, usure prématurée, altération, etc.) de la transformation sur les autres pièces ou organes du véhicule, ou sur les caractéristiques de celui-ci,
- les aggravations résultant du non-respect des alertes délivrées par les instruments de bord, et des recommandations énumérées dans le carnet d'utilisation, de garantie et d'entretien du véhicule,
- les pièces ou organes non cités à l'article 5.1 (b),
- les dégradations causées par les causes extérieures suivantes : - accidents, collisions, chocs, griffures, rayures, projections de gravillons ou de corps solides, grêle, actes de vandalisme, - retombées liées à un phénomène de pollution atmosphérique, retombées végétales telles que résine, retombées animales telles que fientes d'oiseaux, retombées chimiques, - des produits transportés, - les conséquences dues à l'utilisation d'un carburant non conforme aux préconisations du constructeur, ou de mauvaise qualité,
- les dommages causés par les événements de force majeure

suivants : la foudre, l'incendie, les inondations, les tremblements de terre, les faits de guerre, les émeutes et attentats,

- le remplacement des pièces d'usure (main-d'œuvre comprise), dont la défectuosité constatée tient au fait que le locataire a fait réparer ou entretenir le véhicule sans respecter les préconisations du constructeur en la matière ou a fait un mauvais usage du véhicule,
- les opérations d'entretien hors réseau RENAULT.

5.3 Le présent contrat n'a pas pour objet de se substituer à la garantie légale des vices cachés prévue par les articles 1641 et suivants du Code Civil.

- Le contrat ne couvre pas les opérations de contrôle technique.

6 - TERRITORIALITE.

6.1 Le présent contrat est applicable en France métropolitaine et dans les pays suivants : Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie Herzégovine, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République Tchèque, Saint Marin, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

6.2 En France métropolitaine, SIGMA SERVICES règle directement le réparateur. Hors France métropolitaine, les factures seront réglées par le locataire et lui seront remboursées par SIGMA SERVICES sur justificatif, sous réserve que les interventions soient couvertes par le contrat.

7 - CONDITIONS D'APPLICATION.

7.1 Pour bénéficier des prestations d'entretien et de remplacement des pièces d'usure du présent contrat, le locataire doit :

- s'adresser à tout membre du réseau Renault détenteur du passeport de la marque, seul habilité à effectuer les interventions à ce titre. Il appartient à SIGMA SERVICES de décider s'il y a lieu de remplacer la pièce reconnue défectueuse,
- présenter le carnet d'entretien dûment rempli, justifiant que les opérations d'entretien ont bien été effectuées selon les préconisations et la périodicité recommandées par le Constructeur ou justifier du respect des préconisations du constructeur en la matière notamment au moyen de facture en bonne et due forme, pour toutes les opérations,
- en cas d'arrêt de fonctionnement du compteur kilométrique, le locataire devra faire remettre en état celui-ci dans les meilleurs délais par un professionnel de l'automobile dûment habilité et en aviser SIGMA SERVICES, par lettre recommandée.

7.2 Le Contrat ne s'applique pas et SIGMA SERVICES se trouve déchargée de toute responsabilité lorsque :

- le véhicule a été utilisé dans des conditions qui ne sont pas conformes à celles indiquées dans la notice d'utilisation, le carnet d'entretien du véhicule, et le carnet de garantie, (exemple : surcharge ou engagement du véhicule dans une compétition sportive de quelque nature que ce soit),
- la défectuosité constatée tient au fait que le locataire a fait réparer ou entretenir le véhicule par un atelier n'appartenant pas au réseau RENAULT, et hors le respect des préconisations du constructeur en la matière,
- les dommages résultant d'un mauvais entretien ou du non-respect des instructions concernant le traitement du véhicule, l'entretien ou les soins à donner à ce dernier.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA PRESTATION OPTIONNELLE VÉHICULE DE REMPLACEMENT : Diac Relais

Résumé des conditions générales de la convention d'assistance (DAS) N° 0700051 souscrite par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, auprès de AXA Assistance France Assurances, "Société d'Assistance régie par le Code des Assurances", S.A. au capital de 51429430,40 euros, immatriculée sous le N° SIREN 451 392 724 00 022 R.C.S. Nanterre - Siège social : 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution- 4, place de Budapest, CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

En cas de réclamations ou de difficultés contacter : AXA Assistance France Assurances - Service Gestion Relation Clientèle - 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff. Si un désaccord subsiste, le bénéficiaire a la faculté de faire appel au médiateur dont les coordonnées lui seront alors communiquées par AXA Assistance France Assurances et ceci sans préjudice des autres voies d'action légales.

1. OBJET

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions de mise à disposition d'un véhicule de remplacement en fonction de l'option choisie par le locataire lors de la signature du contrat de Crédit-bail (Cf. art 7.3 ci-dessous).

2. BÉNÉFICIAIRES et VÉHICULES GARANTIS

Cette prestation est réservée aux véhicules immatriculés en France métropolitaine, n'excédant pas 4,5 t de PTAC, désignés aux conditions particulières du contrat de Crédit-bail et

dénommé(s) ci-après le véhicule loué. Le locataire ainsi que tout conducteur autorisé (ci-dessous appelés "bénéficiaire") du véhicule loué bénéficie des prestations définies ci-après.

3- PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA GARANTIE

Les services de Véhicule de Remplacement prennent effet à la date de livraison du véhicule garanti et sont acquis pendant toute la durée du contrat de Crédit-bail MOBILIZE FINANCIAL SERVICES. Ils cesseront de plein droit le jour de la résiliation ou de la fin du contrat de Crédit-bail, et ce quelle qu'en soit la cause.

4. TERRITORIALITÉ

Le présent contrat est applicable dans l'ensemble des pays validés de la carte internationale d'assurances (carte verte). Dans les présentes conditions générales, nous entendons par "étranger", tous les pays (hors France métropolitaine) validés de la carte internationale d'assurances.

5. FAITS GÉNÉRATEURS COUVERTS

Le véhicule loué a subi une panne, un accident, un incendie, un vol ou une destruction totale.



REF : CGCTFIFD-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : CG.CB.MBLZ.SE.07-2024

**Nous entendons par :**

- **PANNE** : tout incident mécanique imprévisible reconnu par le constructeur, entraînant l'immobilisation du véhicule et n'impliquant pas la responsabilité du bénéficiaire. Le véhicule de remplacement sera délivré sous réserve que la réparation nécessite au moins 3 heures de main-d'œuvre selon le barème constructeur.
- **ACCIDENT** : la destruction ou la détérioration du véhicule loué rendant impossible sa mobilité suite à une collision, un choc contre un corps fixe ou mobile, versement, sortie de route et dégradation suite à tentative de vol. Le véhicule de remplacement sera délivré sous réserve que la réparation nécessite au moins 3 heures de main-d'œuvre selon le barème constructeur. De plus, la mise à disposition du véhicule se fera après la déclaration du sinistre auprès de l'Assureur.
- **INCENDIE** : la destruction ou la détérioration du véhicule loué suite à un incendie. Le véhicule de remplacement sera délivré sous réserve que la réparation nécessite au moins 3 heures de main-d'œuvre selon le barème constructeur.
- **VOL** : la disparition ou la détérioration du véhicule loué suite à vol. Dans ce cas le véhicule de remplacement sera prolongé sous réserve que la réparation nécessite au moins 3 heures de main-d'œuvre selon le barème constructeur. De plus, le vol doit faire l'objet d'une déclaration auprès des autorités de police ou de gendarmerie.
- **DESTRUCTION TOTALE (épave)** : l'impossibilité technique ou économique déclarée à dire d'expert de réparer le véhicule loué.

6 - OBLIGATION DU BENEFICIAIRE

Important : Avant d'engager toute dépense le bénéficiaire doit obligatoirement appeler DIAC ASSISTANCE au numéro vert 0 800 25 82 51 (depuis l'étranger au 33 1 49 65 24 07) lors de la survenance de l'incident, même si le véhicule n'est pas immobilisé.

En l'absence d'accord préalable, ou en cas de déclaration tardive, il y aura refus de prise en charge et de remboursement.

7. LES SERVICES APPORTES**7.1 Modalités communes concernant le véhicule de remplacement.**

Le bénéficiaire devra fournir une empreinte de sa carte bancaire au loueur courte durée sélectionné par DIAC ASSISTANCE.

- Les véhicules doivent être utilisés exclusivement dans les pays autorisés par le loueur courte durée et doivent être ramenés au lieu d'origine.
- Les aménagements spécifiques et microbus ne peuvent être pris en compte pour les véhicules de remplacement.
- Les véhicules seront délivrés dans les conditions d'utilisation et d'assurance du loueur fournissant le véhicule. Il appartient au bénéficiaire du véhicule de remplacement de s'informer des dites conditions, de les respecter et de prendre éventuellement à sa charge les garanties complémentaires. A défaut il devra en supporter les conséquences. Les véhicules de remplacement seront

délivrés avec le plein de carburant. Ils doivent être restitués avec le plein de carburant.

• Les véhicules de remplacement sont fournis pour un kilométrage illimité.

• Tous les frais annexes (carburant, amendes...) restent à la charge du bénéficiaire.

• Le bénéficiaire du véhicule de remplacement reste entièrement responsable de la durée du prêt, de l'utilisation qu'il fera des véhicules mis à sa disposition au titre du véhicule de remplacement, et de ses conséquences.

• Il s'engage à régler au loueur courte durée toutes les sommes dues au titre du véhicule de remplacement, et en cas de contestations, à faire ensuite son affaire personnelle de tout recours vis-à-vis du loueur courte durée ayant délivré le véhicule de remplacement.

7.2 Modalités de mise en œuvre

• **En cas de panne, accident ou incendie** : le véhicule de remplacement est délivré pour la durée des réparations fixée au barème constructeur, dans la limite du nombre de jours maximum souscrit par le locataire.

• **En cas de destruction totale (épave)** : le véhicule de remplacement est délivré à concurrence du nombre de jours maximum souscrit par le locataire.

• **En cas de vol** : le véhicule de remplacement est mis à disposition jusqu'à la découverte du véhicule volé dans la limite du nombre de jours maximum souscrit par le locataire. Si le véhicule volé est retrouvé détérioré avant l'expiration du délai : le prêt sera prolongé de la durée des réparations fixée au barème constructeur, sans pouvoir dépasser le nombre de jours maximum souscrits en cas de vol.

7.3 Les options

Le choix de l'option détermine la catégorie et la durée du véhicule de remplacement (en jours calendaires).

Option 10 Référence

Durée maximum de prêt :

3 jours pour panne, accident, incendie, vol, épave.

Véhicule de prêt :

Pour les véhicules particuliers et sociétés : Clio 1.2, Twingo, Micra ou véhicule de catégorie similaire à ce véhicule.

Pour les véhicules utilitaires : véhicule de 2/3 m3.

Option 21 Confort

Durée maximum de prêt :

3 jours pour panne, 15 jours pour accident, 15 jours pour incendie, 30 jours pour vol, 5 jours pour épave.

Véhicule de prêt :

Pour les véhicules particuliers et sociétés : Clio 1.2, Twingo, Micra ou véhicule de catégorie similaire à ce véhicule.

Pour les véhicules utilitaires : véhicule de 2/3 m3.

Option 32 Intégral

Durée maximum de prêt :

3 jours pour panne, 30 jours pour accident, 30 jours pour incendie,

40 jours pour vol, 10 jours pour épave.

Véhicule de prêt :

Pour les véhicules particuliers et sociétés : catégorie similaire au véhicule loué.

Pour les véhicules utilitaires : catégorie similaire au véhicule loué selon disponibilités locales.

8. PRIME

La prime véhicule de remplacement, indiquée aux conditions particulières, est prélevée pour compte par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES en même temps que le loyer de Crédit-bail et reversée à AXA Assistance France Assurances.

9. EXCLUSIONS

DIAC ASSISTANCE ne garantit pas l'exécution des prestations en cas de :

- guerre civile ou étrangère, conflits tels que grèves, émeutes, mouvements populaires, lock-out, etc..., constituant des cas de force majeure, de représailles, de restrictions à la libre circulation, de réquisition d'hommes et de matériel par les autorités, de cataclysmes naturels, d'explosions, d'actes de sabotage ou de terrorisme, de dégagements radioactifs ou de la désintégration d'un noyau d'atome.
- Les dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive du bénéficiaire, conformément à l'article L 113.1 du Code des Assurances.
- Les accidents provoqués volontairement par le bénéficiaire ou lorsque le bénéficiaire est sous l'emprise d'un état alcoolique supérieur au taux fixé légalement ou du fait de l'absorption de médicaments, drogues ou stupéfiants non prescrits médicalement.
- Les pannes successives liées à la même cause et résultant de négligence du fait du bénéficiaire.
- Immobilisation du véhicule pour des opérations d'entretien ou de maintenance mécanique du véhicule.
- Immobilisation du véhicule pour des opérations de maintenance de carrosserie lorsque celles-ci sont limitées à la réparation des rayures, changement des éléments amovibles de carrosserie tels que pare-chocs, boucliers, protections latérales, feux et vitres.
- Les événements survenus aux catégories de véhicules suivants : plus de 4,5 t de PTAC, véhicules électriques, véhicules à usage de transport de personnes à titre payant tels que auto-écoles, taxis, ambulance, voiture de location courte durée et véhicules utilisés dans toute épreuve de compétition automobile ou en essai.
- Les remorques à bagages ne sont pas remplacées.
- Les dépenses engagées sans accord préalable de DIAC ASSISTANCE.

Dans le cadre du contrôle de la qualité des services rendus, les conversations téléphoniques avec les services d'AXA Assistance France Assurances pourront être enregistrées. Conformément aux articles 32 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, les données nominatives qui seront recueillies lors de l'appel sont indispensables à la mise en œuvre des prestations d'assistance dont vous bénéficiez. Ces informations sont destinées à l'usage interne d'AXA Assistance France Assurances, ainsi qu'aux personnes amenées à intervenir et chargées de la passation, la gestion et l'exécution du contrat, dans la limite de leurs attributions respectives. Certains de ces destinataires et notamment ceux chargés de l'exécution des prestations d'assistance se trouvent au Maroc dans la société AXA ASSISTANCE MAROC SERVICES. Le transfert de données a été autorisé par la CNIL et est encadré par les clauses contractuelles types établies par la Commission Européenne (N° de délibération 2010/87 du 05/02/2010). Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, auprès du Service Juridique d'AXA Assistance France 8-10 rue Paul Vaillant Couturier 92240 Malakoff.



NOTICE D'INFORMATION RELATIVE AUX ASSURANCES FACULTATIVES


Assurance facultative aux contrats MOBILIZE FINANCIAL SERVICES de crédit affecté, de location avec option d'achat ou de crédit-bail : PERTE FINANCIERE "FA +"

Assurance souscrite par DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES ci-dessous dénommé le Souscripteur, qui est aussi intermédiaire en assurances (N° ORIAS : 07 004 966), auprès de MMA IARD et MMA IARD Assurances Mutuelles, entreprises régies par le Code des Assurances dont les opérations sont soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 9.

Pour toute réclamation intervenant dans le cadre de l'exécution de la garantie :

En cas de mécontentement, MOBILIZE FINANCIAL SERVICES Service Gestion Assurances est à l'écoute de l'Assuré en face en face, par téléphone, par courrier ou par courriel, et met tout en œuvre pour lui apporter une réponse dans les meilleurs délais. Si sa réclamation est formulée à l'oral et qu'il n'obtient pas entière satisfaction, l'Assuré est invité à la formaliser sur un support écrit auprès de son interlocuteur habituel en lien avec son mécontentement (gestion de contrat, sinistre...).

L'Assuré pourra dès lors prendre contact avec MOBILIZE FINANCIAL SERVICES Service Gestion Assurances ALPI LPN 9B :

- par mail : sinistre.auto@mobilize-fs.com
- par courrier : 14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex
- par téléphone au 01 49 32 32 84

Il recevra un accusé de réception sous 10 jours ouvrables maximum, à compter de la date d'envoi de sa réclamation écrite sauf si une réponse lui est apportée dans ce délai.

MOBILIZE FINANCIAL SERVICES s'engage à lui apporter une réponse écrite dans un délai maximum de 2 (deux) mois à compter de l'envoi de sa réclamation écrite.

En tout état de cause, 2 (deux) mois après l'envoi de sa première réclamation écrite que MOBILIZE FINANCIAL SERVICES y ait répondu ou non, l'Assuré pourra saisir gratuitement le Médiateur de l'assurance :

- Sur le site de <http://www.mediation-assurance.org>. Il dispose d'un formulaire en ligne "Je saisis le Médiateur".
- Par courrier, à l'adresse suivante : La Médiation de l'assurance - TSA 50110 - 75441 Paris cedex 09.

L'Assuré disposera d'un délai d'un an à compter de sa réclamation écrite pour saisir le Médiateur de l'assurance.

Dans tous les cas, l'Assuré conservera sa faculté de saisir le tribunal compétent.

Notice d'information relative à l'assurance PERTE FINANCIERE (FA+) N° 8427446, N° 8427447 et N° 8427448 et souscrite exclusivement auprès de MMA IARD (SA au capital de 537 052 368 euros, entièrement versé, RCS Le Mans 440 048 882) et MMA IARD Assurances Mutuelles – Société d'Assurance mutuelle à cotisations fixes – RCS Le Mans 775 652 126, ayant leur siège 160 rue Henri Champion Le Mans Cedex 9. IDU/IREP Eco-circulaire FR231780_03XLOT. Sociétés dénommées collectivement MMA ou l'assureur, soumises à l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution - 4 Place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 9.

Le présent contrat est régi par le Code des Assurances et par la présente notice d'information qui reprend l'intégralité des Conditions Générales d'Assurance.

S'agissant d'une assurance à adhésion facultative, les garanties ne seront acquises que si l'Assuré y a adhéré.

Preamble :

Exclusivement, dans le cadre d'une opération d'assurance à distance (technique de commercialisation sans présence physique et simultanée des parties jusqu'à et y compris la conclusion du contrat), l'Assuré dispose d'un droit de renonciation au contrat Perte Financière (FA+) pendant un délai de 14 (quatorze) jours à compter de la signature de la demande d'adhésion. Les conditions et les formes de cette renonciation sont prévues à l'article 16 de la présente notice.

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

• **Souscripteur et Intermédiaire :** DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, établissement financier et intermédiaire d'assurances au capital de 415 100 500 euros, dont le siège social est situé 14, avenue du Pavé Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex ; Immatriculée au RCS de Bobigny sous le n°702 002 221 et à l'ORIAS sous le n°07 004 966.

• **Assureur :** MMA IARD Assurances Mutuelles, société d'assurance mutuelle à cotisations fixes, ayant son siège 160 rue Henri Champion 72030 Le Mans Cedex 9, identifiée sous le numéro unique 775 652 126 RCS Le Mans, et MMA IARD, société anonyme au capital de 537 052 368 euros, entièrement versé, ayant son siège 160 rue Henri Champion 72030 Le Mans Cedex 9, identifiée sous le numéro unique 440 048 882 RCS Le Mans. Conjointement dénommées ci-après "MMA" ou "l'Assureur" ou par le terme "nous". IDU/IREP Eco circulaire FR231780_03XLOT. Sociétés régies par le code des assurances et soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution située 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09.

• **Parties :** Désignent collectivement DIAC S.A. et MMA.

• **Groupe COVEA :** Désigne, à une date donnée, l'ensemble des personnes morales, actuelles et futures, ci-après mentionnées :
1°) La société COVEA, société de groupe d'assurance mutuelle, entreprise régie par le Code des assurances, immatriculée au RCS de Paris sous le n°450 527 916,

2°) L'ensemble des entreprises affiliées liées à COVEA par une convention d'affiliation,

3°) Les entités entrant dans le périmètre de combinaison des comptes de COVEA au sens de l'article R.345-1-1 du Code des assurances,

4°) Toute entité soumise au contrôle des structures précitées aux points 1°, 2° ou 3° ou dans laquelle elles exercent une influence notable, que ce soit directement ou indirectement, conjointement ou séparément.

Les notions de contrôle et d'influence notables sont celles définies aux articles L.233-3 et /ou L.233-16 du Code de commerce et s'appliquent, pour les besoins des présentes, à toute entité quelle que soit sa forme juridique ou sa nationalité.

Il est enfin précisé pour l'appréciation du contrôle que les titres détenus par les personnes physiques liées aux entités ci-avant mentionnées au 1° et/ou au 2° et/ou au 3° et/ou au 4° sont pris en compte.

• **Assuré :** Les personnes physiques ou morales jouissant directement et pleinement de leur capacité juridique, résidant fiscalement en France et qui souscrivent auprès de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES un crédit affecté, un crédit-bail ou une Location avec Option d'Achat pour une durée minimum de 12 mois. Ci-après désigné par le terme "vous" ou "Assuré".

• **Adhésion :** L'adhésion se compose des documents suivants : La Fiche de Conseil sur l'assurance qui rappelle, avant la conclusion du contrat, les informations préalables, le prix et les garanties ; Le Document d'information sur le produit d'assurance ;

La Notice d'information qui a pour objet de décrire la vie de l'adhésion et de définir l'ensemble des garanties pouvant être souscrites ;

La déclaration d'adhésion qui précise les garanties et options souscrites, leur date d'effet, la ou les personnes à assurer et les caractéristiques des garanties.

• **Notice d'information :** La notice d'information, établie par l'Assureur, définit les garanties et leurs modalités d'entrée en vigueur ainsi que les formalités à accomplir à l'occasion de toute demande de prise en charge de sinistre.

Celle-ci sera adressée au Souscripteur préalablement à la signature du contrat. Elle sera rectifiée à l'occasion de toute modification du contrat.

Conformément à la réglementation, le Souscripteur est légalement tenu :

- de remettre aux Assurés la notice d'information établie par l'Assureur ;

- d'informer par écrit l'Assuré des modifications qui sont apportées à leurs droits et obligations trois mois au minimum avant la date prévue de leur entrée en vigueur, en leur remettant une nouvelle notice d'information actualisée, établie par l'Assureur.

La preuve de la remise de la notice d'information à l'Assuré et de l'information relative aux modifications contractuelles incombe au Souscripteur.

• **Bien financé ou loué éligible :** Tout véhicule terrestre à 4 roues objet d'un contrat de crédit affecté, de crédit-bail ou de Location avec Option d'Achat conclu avec le Souscripteur :

- véhicule d'un poids total autorisé en charge inférieur ou égal à 6,5 tonnes,

- véhicule neuf ou d'occasion pour autant qu'il ait moins de 7 ans d'âge au jour de l'adhésion,

- immatriculé en France, ou en Principauté de Monaco,

- financé ou loué, par l'intermédiaire de son réseau, par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES.

Sont exclus les véhicules destinés à la location sans chauffeur, de courte ou de longue durée et les véhicules à double commandes (auto-écoles).

• **Crédit-affecté :** Crédit accordé par un établissement de crédit ou une banque servant exclusivement à financer un contrat relatif

à la fourniture de biens particuliers ou la prestation de services particuliers ; ces deux contrats constituent une opération commerciale unique.

• **Crédit-bail :** Contrat par lequel le Souscripteur donne en location un bien à une entreprise qui bénéficie à son issue d'une option d'achat.

• **Location avec Option d'Achat (LOA) :** Contrat par lequel le Souscripteur donne en location un bien à un client qui bénéficie à son issue d'une option d'achat.

• **Sinistre :** Désigne l'événement susceptible de mettre en jeu la garantie de l'adhésion.

• **Apport comptant revalorisé :**

En crédit affecté : L'apport comptant est la différence entre le prix d'achat Toutes Taxes Comprises du bien, y compris les options, déduction faite des remises et hors accessoires, et le montant emprunté pour acheter ce même bien. Il est revalorisé de 0,5% par mois à compter du jour de la livraison du bien, seule une fraction de mois supérieure à 15 jours étant comptée pour un mois.

• **Premier loyer majoré :**

En Location avec Option d'Achat et Crédit-bail : Montant du premier loyer Hors Taxes ou Toutes Taxes Comprises (selon le régime fiscal de l'Assuré ou du bien financé) versé au titre de la Location avec Option d'Achat ou du Crédit-bail supérieur au montant des loyers suivants. Il est revalorisé de 0,5% par mois à compter du jour de la livraison du bien, seule une fraction de mois supérieure à 15 jours étant comptée pour un mois. La prime à la conversion éventuelle entre dans le calcul du 1^{er} loyer majoré.

Le bonus écologique éventuel n'entre pas dans le calcul du premier loyer majoré.

• **Valeur agréée dans le cadre d'un financement en crédit affecté :**

- Pour un bien neuf financé : c'est le prix d'achat Toutes Taxes Comprises du bien pendant les 24 premiers mois ; au-delà il subit un abattement de 1% par mois révolu entre la date de livraison et la date de sinistre.

- Pour un bien d'occasion financé : c'est le prix d'achat Toutes Taxes Comprises diminué d'un abattement de 1% par mois révolu entre la date de livraison et la date de sinistre.

• **Perte Totale :** Est considéré comme étant en Perte Totale :

- Le bien financé ou loué endommagé et jugé économiquement irréparable par l'expert mandaté, suite à un événement garanti par le présent contrat,

- Le bien financé ou loué volé et non retrouvé dans les 30 jours suivant le dépôt de plainte auprès des autorités compétentes,

- Le bien financé ou loué volé et retrouvé mais jugé économiquement irréparable par l'expert mandaté.

Le bien financé ou loué est économiquement irréparable lorsque le montant des réparations est égal ou supérieur à 80% de la valeur vénale à dire d'expert du bien financé ou loué au jour du Sinistre.

• **Prix d'achat :** Prix catalogue du bien financé ou loué et des options, déduction faite des remises et hors accessoires.

• **Valeur de Sauvetage :** valeur résiduelle du bien financé ou loué après sinistre Toutes Taxes Comprises en Crédit affecté et Hors



REF : CGCTFIFD-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-

EX : SE

Réf : CG.CB.MBLZ.SE.07-2024



Taxes en Crédit-Bail et en Location avec Option d'Achat. Elle est déterminée par l'expert.

• **Réclamation** : Une réclamation est l'expression d'un mécontentement envers un organisme d'assurance ou un intermédiaire d'assurance. Elle peut émaner de toute personne, y compris en l'absence de relation contractualisée : clients (particuliers ou professionnels), anciens clients, bénéficiaires, personnes ayant sollicité du professionnel la fourniture d'un produit ou service ou qui ont été sollicitées par un professionnel, y compris leurs mandataires et leurs ayants droit.

Une demande de service ou de prestation, d'information ou d'avis n'est pas une réclamation.

• **Recommandé** : Le terme recommandé désigne la lettre recommandée papier ou électronique telle que décrite ci-dessous. Une lettre recommandée électronique, conforme au dispositif prévu par la loi, apporte les mêmes garanties que la lettre recommandée papier.

Ce dispositif impose à un tiers opérateur, chargé de l'acheminement de la lettre recommandée électronique, d'identifier l'expéditeur au moment de l'envoi, puis le destinataire de la lettre au moment de sa remise. Il impose également la délivrance à l'expéditeur d'une preuve du dépôt électronique de la lettre et permet au destinataire de l'accepter ou de la refuser ou de simplement ne pas la réclamer.

Les envois recommandés électroniques peuvent être envoyés à l'adresse : recommandes@groupe-mma.fr

• **Résiliation** : Désigne la cessation définitive de l'adhésion pour l'avenir.

• **Cyber-attaque** : Acte de malveillance d'origine externe à l'assuré, y compris par l'introduction d'un virus informatique, affectant ses ressources informatiques/numériques ou celles qui lui sont confiées :

- qui porte atteinte à l'authenticité, l'intégrité, la confidentialité de ces ressources et/ou données numériques,
- et/ou qui rend impossible l'utilisation ou l'accès à ces ressources et/ou données numériques,
- et/ou qui permet une utilisation frauduleuse de ces ressources et/ou données numériques.

• **Virus informatique** : Programme ou ensemble de programmes informatiques conçus pour porter atteinte à l'intégrité, à la disponibilité ou à la confidentialité des logiciels, progiciels, systèmes d'exploitation, données matériels informatiques et pour se disséminer sur d'autres installations informatiques que celles de l'Assuré.

• **Prescription** : Perte d'un droit lorsqu'il n'a pas été exercé pendant un temps déterminé.

ARTICLE 2 - GARANTIE PERTE FINANCIÈRE

2.1 Objet de la garantie :

Cette assurance prend en charge, le cas échéant, en complément du règlement de l'assurance du bien financé ou loué, la perte financière subie en cas de fin anticipée du contrat de crédit affecté, crédit-bail ou location avec option d'achat liée à la perte totale du bien financé ou loué.

Elle permet à l'Assuré de faire face à ses engagements pour la partie restant due après prise en charge par l'assurance du bien à l'occasion de la destruction du bien objet d'un contrat de crédit affecté, crédit-bail ou LOA auprès de MOBILIZE FINANCIAL SERVICES. Elle permet à l'Assuré de réduire son risque financier lié au maintien d'une charge financière se trouvant sans objet en raison de la perte du bien financé ou loué. Cette assurance n'intervient pas en remplacement ou réparation de ce bien.

La garantie perte financière ne joue pas si au jour de la demande de mise en œuvre de la garantie, l'emprunteur (crédit affecté) ou le locataire (crédit-bail, LOA) n'a pas satisfait à toutes les obligations prévues dans le contrat de crédit affecté, crédit-bail ou de LOA.

2.2 Evénements déclenchant la mise en œuvre de la garantie
La garantie perte Financière FA+ n'intervient qu'en cas de fin anticipée du crédit affecté, du crédit-bail ou de la LOA résultant de la perte totale du bien financé ou loué (destruction totale du bien ou vol non retrouvé du bien dans les 30 jours ou bien retrouvé dans ce délai mais jugé irréparable).

2.3 Montant de la garantie Perte Financière FA+

2.3.1 En crédit affecté :

En cas de remboursement anticipé du crédit affecté, l'Assureur verse à MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, établissement financier et Souscripteur du présent contrat, une indemnité, pour le compte de l'Assuré, égale à la plus élevée des deux valeurs suivantes :

- Soit la différence entre d'une part le capital restant dû, augmentée de l'apport comptant revalorisé (limité à 50 % du prix d'achat Toutes Taxes Comprises du bien) et d'autre part la valeur économique Toutes Taxes Comprises à dire d'expert au jour du sinistre du bien financé ou loué éligible ou, le cas échéant, l'indemnité de l'Assureur du bien (valeur de sauvetage non-déduite) si elle est supérieure ;
- Soit la différence entre d'une part la Valeur agréée du bien financé ou loué éligible et d'autre part la valeur économique Toutes

Taxes Comprises du bien financé ou loué éligible à dire d'expert au jour du sinistre ou, le cas échéant, l'indemnité de l'Assureur du bien financé ou loué éligible (valeur de sauvetage non-déduite) si elle est supérieure.

Par capital restant dû, il convient d'entendre le montant de l'en-cours restant dû à MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, prêteur et Souscripteur du présent contrat, par l'Assuré au jour du sinistre telle qu'il figure au tableau d'amortissement financier, à l'exclusion des échéances impayées.

2.3.2 En Crédit-Bail et en Location avec Option d'Achat (LOA)

En cas de fin anticipée du contrat de crédit-bail ou de LOA, l'Assureur règle à MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, établissement financier ayant acquis le bien éligible afin de le louer à l'Assuré et Souscripteur du présent Contrat, une indemnité, pour le compte de l'Assuré, égale à la différence Hors Taxes entre :

- d'une part, la valeur de l'Option d'achat Hors Taxes due au Souscripteur au jour du sinistre, telle que prévue aux conditions générales du contrat de crédit-bail ou de location avec option d'achat, augmentée du premier loyer majoré, à l'exclusion des loyers impayés,
- et d'autre part, la valeur économique Hors taxes du bien à dire d'expert, ou le montant de l'indemnité reçue de l'assureur du bien (valeur de sauvetage non déduite, déduction faite de la franchise dans la limite de 760 euros), s'il lui est supérieur.

2.3.3 Expertise

Lorsque l'Assuré ne peut produire un rapport d'expertise établissant la valeur économique du bien financé ou loué éligible à la date du sinistre, l'Assuré s'engage à accepter que son bien soit, à la suite d'un événement assuré, examiné par un expert de l'Assureur afin de pouvoir déterminer la perte financière, selon les modalités de calcul fixées ci-dessous.

Il devra faire connaître le lieu où le bien endommagé peut être expertisé et/ou devra communiquer à l'expert désigné par l'Assureur tous les éléments nécessaires en cas de vol.

Les honoraires sont pris en charge par l'Assureur.

La valeur économique Toutes Taxes Comprises (crédit affecté) ou Hors Taxes (crédit-bail et LOA) à dire d'expert restera à la charge de l'Assuré.

L'Assuré qui conteste les conclusions de l'expert mandaté, peut missionner un deuxième expert à ses frais. Faute par les deux experts de s'entendre, ceux-ci choisissent conjointement un tiers expert dont les conclusions s'imposent aux deux parties et dont les frais d'honoraires sont supportés par moitié par l'Assureur et par l'Assuré.

ARTICLE 3 - GARANTIES RACHAT DE FRANCHISE

3.1 Rachat de la franchise dommages

En cas de survenance d'un sinistre partiel, l'Assureur règle une indemnité égale au montant de la franchise dommages retenue par son assureur automobile dans les limites indiquées ci-après.

La présente garantie ne joue pas :

- en cas de sinistre en stationnement sans tiers identifié,
- en cas d'absence de déclaration de sinistre auprès de son assureur automobile, • en cas de suspension ou résiliation du contrat d'assurance automobile, • en cas d'application de la franchise légale "catastrophes naturelles", • en cas d'application d'une franchise majorée jeune conducteur non-désigné, • en cas d'absence de prise en charge du sinistre par son assureur automobile sauf si le fait générateur du sinistre n'est pas couvert par l'assureur automobile du fait de la non-souscription d'une garantie "Tous Risques".

3.2 Rachat de la franchise bris de glaces.

En cas de survenance d'un sinistre bris de glaces, l'Assureur règle une indemnité égale au montant de la franchise bris de glaces retenue par son assureur automobile, lequel a pris en charge les frais de réparation ou de remise en état des parties vitrées du véhicule assuré : rétroviseurs, pare-brise, glaces arrière, latérales et custodes, glaces de toit ouvrant et de toit panoramique, blocs optiques des feux, feux du véhicule, verres des phares ou protège-phares incorporés au véhicule.

3.3 Montant des garanties

En cas de sinistres partiels, le remboursement ne pourra excéder par sinistre 760 euros ou le montant total des réparations (si celui-ci est inférieur à la franchise). Dans le cas où l'Assuré n'est pas assuré "Tous Risques" et que le sinistre ne donne pas lieu à application d'une franchise, l'Assureur règle une indemnité forfaitaire de 380 euros.

En cas de sinistres bris de glaces, dans le cas où l'Assuré n'est pas assuré "Tous Risques" et que le sinistre ne donne pas lieu à application d'une franchise, l'Assureur règle une indemnité forfaitaire de 70 euros.

Les garanties sont limitées à 3 sinistres pris en charge par an.

Article 4 - TERRITORIALITÉ

Les garanties s'exercent pour tout sinistre survenu en France, dans les Départements et Régions d'Outre-mer et Collectivités d'Outre-mer (DROM COM), dans les principautés d'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein, dans les pays membres de l'Union Européenne, en Suisse, en Islande, en Norvège, au Royaume-

Uni, dans les Etats du Saint-Siège et en République de Saint-Marin.

Article 5 - PRISE D'EFFET, DURÉE ET RESILIATION DES GARANTIES

Les garanties prennent effet :

- à la date d'effet du contrat de crédit affecté, de crédit-bail ou de LOA et pour toute la durée de ces contrats,
- ou dès qu'intervient la demande d'adhésion dans la limite de 3 mois à compter du début du contrat de crédit affecté, de crédit-bail ou de LOA.

Elles sont acquises pendant toute la durée du contrat de crédit affecté, crédit-bail ou de LOA même si celle-ci est supérieure à la durée initialement prévue du fait de son réaménagement par le Souscripteur en cours de contrat.

Les garanties cessent :

- à l'expiration d'un délai de trente (30) jours calendaires révolus à compter de la conclusion de l'adhésion dans le cadre de l'exercice du droit de renonciation décrit ci-dessous • à la date à laquelle cesse le contrat de crédit affecté, de crédit-bail ou de LOA, quel qu'en soit le motif, • à la date à laquelle MOBILIZE FINANCIAL SERVICES récupère le bien suite à saisie judiciaire ou à restitution amiable notamment en cas de perte totale du bien, • en cas de non-paiement des primes d'assurance : conformément à l'article L.113-3 du Code des assurances, en cas de non-paiement d'une prime d'assurance ou d'une fraction de prime d'assurance, dans les dix (10) jours de son échéance et indépendamment de notre droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice, la garantie sera automatiquement suspendue trente (30) jours après mise en demeure de s'exécuter qui vous a été adressée par nous, si la prime d'assurance n'a pas été réglée dans l'intervalle. Au cas où la prime d'assurance annuelle a été fractionnée, la suspension de la garantie, intervenue en cas de non-paiement d'une des fractions de prime d'assurance, produit ses effets jusqu'à l'expiration de la période annuelle considérée. La primes d'assurance ou fraction de prime d'assurance est portable dans tous les cas, après votre mise en demeure. Dix (10) jours après l'expiration du délai de trente (30) jours de suspension de garantie susvisée, l'Assureur a le droit de résilier le contrat de plein droit. Dans ce cas, l'Assureur vous notifiera la résiliation du contrat par un envoi recommandé avec accusé de réception. Le contrat non résilié reprend pour l'avenir ses effets, à midi le lendemain du jour où l'Assureur aura été payé, la prime d'assurance arriérée ou les fractions de primes d'assurance ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension. • en cas de résiliation de son adhésion au contrat d'assurance par l'Assuré à tout moment sous réserve que l'Assuré soit une personne physique dès lors que son adhésion au contrat a un an d'existence et sous réserve du respect d'un préavis d'un mois (article L.113-15-2 du code des Assurances).

En cas de résiliation, la portion de prime afférente à la période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'Assureur. Elle doit être remboursée à l'Assuré.

L'Assuré peut utiliser le modèle suivant :

« J'ai l'honneur de vous informer de ma décision de résilier l'adhésion au contrat d'assurance dont la référence est
..... signé le
Date et votre signature. »

L'Assuré peut exercer son droit de résiliation par tout support durable, y compris par tout mode communication à distance. La résiliation prendra effet sous réserve du respect du préavis d'un (1) mois à compter de la réception par l'Assureur.

Droit de Renonciation affinitaire :

L'Assuré bénéficie d'un droit de renonciation à ce contrat pendant un délai de trente jours (calendaires) à compter de sa conclusion, sans frais ni pénalités. Toutefois, si l'Assuré bénéficie d'une ou de plusieurs primes d'assurance qui lui sont offertes, de telle sorte qu'il n'a pas à payer une prime sur un ou plusieurs mois au début d'exécution du contrat, ce délai ne court qu'à compter du paiement de tout ou partie de la première prime. L'exercice du droit de renonciation est subordonné aux quatre conditions suivantes :

1. L'Assuré a souscrit ce contrat à des fins non professionnelles ;
2. Ce contrat vient en complément de l'achat d'un bien ou d'un service vendu par un fournisseur ;
3. Le contrat auquel l'Assuré souhaite renoncer n'est pas intégralement exécuté ;
4. L'Assuré n'a déclaré aucun sinistre garanti par ce contrat.

Dans cette situation, l'Assuré peut exercer son droit à renoncer à ce contrat en nous adressant une lettre ou tout autre support durable. Nous sommes tenus de lui rembourser la prime payée dans un délai de trente jours à compter de votre renonciation. Par ailleurs, pour éviter un cumul d'assurances, l'Assuré est invité à vérifier qu'il n'est pas déjà bénéficiaire d'une garantie couvrant l'un des risques garantis par le contrat qu'il a souscrit.





ARTICLE 6 - OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ LORS D'UN SINISTRE

6.1 Déclaration de sinistre

L'Assuré, ou toute personne en son nom, doit déclarer à l'Assureur ou au mandataire désigné à cet effet, par écrit ou verbalement, tout sinistre susceptible d'ouvrir droit à garantie dès qu'il en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou de force majeure et, en tout état de cause, avant d'avoir pris une initiative quelconque et au plus tard dans un délai maximum de 8 JOURS ouvrés ou 48 H en cas de vol accompagné d'un dépôt de plainte.

A défaut, l'Assuré sera déchu de son droit à garantie, sous réserve pour l'Assureur d'établir qu'il a subi un préjudice du fait de ce retard (article L.113-2 4° du Code des Assurances).

6.2 Sanctions

Tout Assuré qui aura surpris ou tenté de surprendre la bonne foi de l'Assureur par des déclarations intentionnellement inexactes, soit sur les circonstances ou conséquences d'un sinistre, soit sur le montant de sa réclamation sera déchu du droit à la garantie pour le sinistre en cause.

Il sera tenu de rembourser à l'Assureur les sommes versées par celui-ci du fait du sinistre (y compris les sommes correspondant aux expertises et aux enquêtes d'assurance).

ARTICLE 7 - SUBROGATION

Dès le paiement de l'indemnité d'assurance par l'Assureur, les droits et actions de l'Assuré sont transmis à l'Assureur jusqu'à concurrence de l'indemnité versée (article L.121-12 du code des assurances). On dit qu'il y a subrogation en faveur de l'Assureur qui peut alors agir en lieu et place de l'Assuré contre le responsable du sinistre.

L'Assureur peut être déchargé, en tout ou en partie, de sa responsabilité envers l'Assuré, lorsque la subrogation en faveur de l'Assureur ne peut plus s'opérer du fait de l'Assuré.

ARTICLE 8 - OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

Conformément aux Articles L.113-8 et L.113-9 du Code des Assurances, toute réticence, fausse déclaration, omission ou inexactitude intentionnelle sur le risque à assurer entraîne la nullité du contrat.

Toute omission ou inexactitude non intentionnelle dans les déclarations du risque entraîne une réduction de l'indemnité de sinistre.

Si l'Assuré a souscrit par ailleurs auprès d'un ou plusieurs autres assureurs une couverture pour les mêmes risques que ceux garantis au titre de présent contrat, il doit faire connaître leur identité. Les garanties de MMA interviennent en complément de celles accordées par d'autres assurances, les montants applicables sont réduits du montant des sommes réglées ou à régler par les autres assurances. En cas de sinistre, et quelle que soit la date à laquelle a été souscrit chacun de ces contrats, l'Assuré peut demander à être indemnisé par l'assureur de son choix. Quand plusieurs assurances contre un même risque sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues au premier alinéa de l'article L.121-3 du Code des assurances sont applicables.

ARTICLE 9 - EXCLUSIONS ET DÉCHÉANCES

Sont exclus les sinistres :

- survenus au cours d'épreuves sportives, courses, compétitions (ou leurs essais), soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics,
- provoqués intentionnellement ou de manière dolosive par l'Assuré ou avec sa complicité, ainsi que ceux résultant de la participation active de l'Assuré à des rixes, sauf cas de légitime défense,
- causés ou aggravés par des armes ou des engins destinés à exploser par modification de la structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute source de rayonnements ionisants,
- occasionnés par la guerre civile ou étrangère.

Sont exclus les dommages :

- subis par le bien financé ou loué éligible alors qu'il est conduit par l'Assuré sous l'empire d'un état alcoolique ou de stupefiants constaté par les articles L.234-1 et L.235-1 du Code de la Route ; toutefois cette exclusion n'est pas applicable s'il est établi que la responsabilité de l'Assuré n'est nullement engagée dans l'accident. Elle ne peut être opposée qu'à l'Assuré conducteur ;
- provoqués intentionnellement ou de manière dolosive par l'Assuré ou avec sa complicité ;
- résultant des effets de Cyber-attaques.

ARTICLE 10 - PRIME D'ASSURANCE

10.1 Paiement

La prime d'assurance est fixe pendant toute la durée du crédit affecté, du crédit-bail ou de la LOA.

Elle est payable en même temps que les échéances ou les loyers versés à MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, aux dates prévues par le contrat de crédit affecté, de crédit-bail ou de LOA. La prime est prélevée par MOBILIZE FINANCIAL SERVICES sur le compte de l'Assuré pour le compte de l'Assureur. La prime d'assurance est exonérée de TVA conformément à l'article 261 C 2° CGI.

10.2 Sanctions pour non-paiement (Article L.113-3 du Code des Assurances)

A défaut de paiement de la prime d'assurance dans les 10 jours de son échéance, l'Assureur peut suspendre ses garanties 30 jours après une mise en demeure adressée, par lettre recommandée, à l'Assuré.

L'Assureur a la possibilité de résilier le contrat 10 jours après l'expiration de ce délai de 30 jours, par notification faite soit dans la mise en demeure soit par une nouvelle lettre recommandée.

Le contrat non résilié reprend pour l'avenir ses effets, à midi le lendemain du jour où ont été payés à l'Assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, la prime arriérée ou, en cas de fractionnement de la prime annuelle, les fractions de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que, éventuellement, les frais de poursuites et de recouvrement.

ARTICLE 11 - PRESCRIPTION

Pour intenter une action en justice, c'est-à-dire exercer le droit de former une demande susceptible d'être soumise à l'appréciation d'un juge, l'Assuré et l'Assureur disposent d'un délai de deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance,
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là ou qu'ils ont été dans l'impossibilité d'agir.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers (principalement dans le cadre de la recherche de la responsabilité de l'Assuré par un tiers), le délai de prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par l'Assuré.

Passé ce délai, il y a prescription : toute action dérivant du contrat d'assurance est éteinte.

Le délai de prescription est interrompu :

- soit par l'envoi d'un recommandé adressé par l'Assureur au dernier domicile connu de l'Assuré en ce qui concerne le paiement de la prime d'assurance, ou adressé par l'Assuré à l'Assureur en ce qui concerne le règlement d'un sinistre,
- soit par désignation de l'expert à la suite d'un sinistre,
- soit par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription :

- la reconnaissance par l'Assureur du droit de l'Assuré à bénéficier de la garantie contestée, • un acte d'exécution forcée (exemples : commandement de payer, saisie), • l'exercice d'une action en justice y compris en référé, devant une juridiction incompétente ou en cas d'annulation de l'acte de saisine pour vice de procédure. L'interruption dure alors jusqu'au terme de cette procédure, sauf carence des parties pendant deux ans, désistement ou rejet définitif de la demande de celui qui agissait en justice. • par la mise en œuvre d'une procédure de médiation ou de conciliation. L'interruption fait courir un nouveau délai de deux ans.

Tout désaccord sur l'expiration ou l'interruption du délai de prescription peut être soumis aux juridictions compétentes.

ARTICLE 12 - POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

• A qui sont transmises vos données personnelles ?

Vos données personnelles sont traitées par votre Assureur et par le Groupe Covéa, auquel il appartient, responsables de traitement. Vous trouverez les coordonnées de votre Assureur sur les documents contractuels et précontractuels qui vous ont été remis ou mis à votre disposition. Le Groupe Covéa est représenté par Covéa, Société de Groupe d'Assurance Mutuelle régie par le Code des assurances, RCS Paris 450 527 916, dont le siège social se situe 86-90 rue St Lazare 75009 Paris.

Pour obtenir des informations sur le Groupe Covéa, vous pouvez consulter le site www.covea.com

Vos données personnelles peuvent être transmises aux personnels des responsables de traitement, à ses partenaires et sous-traitants contractuellement liés, réassureurs, organismes professionnels, organismes d'assurance ou organismes sociaux des personnes impliquées, intermédiaires d'assurance ainsi qu'aux personnes intéressées au contrat.

Ces destinataires peuvent être situés en dehors de l'Union européenne sur la base d'une décision d'adéquation ou de conditions contractuelles négociées. Ces dispositifs sont disponibles auprès de votre Délégué à la Protection des Données.

• Pourquoi avons-nous besoin de traiter vos données personnelles ?

1. Vos données personnelles sont traitées par votre Assureur et le groupe Covéa afin de :

- conclure, gérer et exécuter les garanties de votre contrat d'assurance ;
- réaliser des opérations de prospection commerciale ;
- permettre l'exercice des recours et la gestion des réclamations ;

- conduire des actions de recherche et de développement dans le cadre des finalités précitées ;
- mener des actions de prévention ;
- élaborer des statistiques et études actuarielles ;
- lutter contre la fraude à l'assurance ;
- mener des actions de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- exécuter ses obligations légales, réglementaires et administratives en vigueur ;
- effectuer des écoutes et enregistrements téléphoniques de manière non systématique, aux fins d'amélioration de la qualité de service, de formation et d'évaluation des collaborateurs.

2. Ces traitements ont pour bases légales :

l'intérêt légitime des responsables de traitement pour les finalités de prospection commerciale, de lutte contre la fraude à l'assurance, de recherche développement, d'élaboration de statistiques et d'études actuarielles ainsi que d'actions de prévention ; et votre adhésion au contrat pour les autres finalités citées. Lorsque la base légale est le contrat, le refus de fournir vos données entraîne l'impossibilité de conclure le contrat.

Les responsables de traitement ont pour intérêt légitime : leur développement commercial, le développement de nouvelles offres et de nouveaux services, et la maîtrise de leur sinistralité ainsi que le développement de leur qualité de service et la montée en compétence de leurs collaborateurs.

3. Dans le cadre de la lutte contre la fraude à l'assurance, votre Assureur peut, en cas de détection d'une anomalie, d'une incohérence ou d'un signalement, vous inscrire sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, afin de maîtriser nos coûts et protéger notre solvabilité. Avant toute inscription, une information individuelle préalable vous sera notifiée.

• Pendant combien de temps vos données personnelles sont-elles conservées ?

De façon générale, vos données personnelles sont conservées uniquement pendant le temps nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Plus précisément, les données personnelles traitées dans le cadre de votre adhésion au contrat et de sa gestion sont conservées conformément aux délais légaux de prescription, fixés selon la nature du contrat.

Dans le cadre de la prospection commerciale, les données personnelles sont conservées 3 ans à compter de leur collecte ou du dernier contact avec la personne concernée resté sans effet.

En cas d'inscription sur une liste de lutte contre la fraude, vos données personnelles sont conservées 5 ans.

• Quels sont les droits dont vous disposez ?

Vous disposez tout d'abord :

- d'un **droit d'opposition**, qui vous permet de ne plus faire l'objet de prospection commerciale de notre part ou de nos partenaires, ou, pour des raisons tenant à votre situation particulière, de faire cesser le traitement de ses données à des fins de recherche et développement, de lutte contre la fraude et de prévention.

Vous disposez également :

- d'un **droit d'accès**, qui vous permet d'obtenir :
 - la confirmation que des données vous concernant sont (ou ne sont pas) traitées ;
 - la communication d'une copie de l'ensemble des données personnelles détenues par le responsable de traitement vous concernant ;

Ce droit concerne l'ensemble des données qui font l'objet (ou non) d'un traitement de notre part.

- d'un **droit de demander la portabilité** de certaines données.

Plus restreint que le droit d'accès, il s'applique aux données personnelles que vous avez fournies (de manière active, ou qui ont été observées dans le cadre de votre utilisation d'un service ou dispositif) dans le cadre de votre adhésion au contrat et de sa gestion.

- d'un **droit de rectification** : il vous permet de faire rectifier une information vous concernant lorsque celle-ci est obsolète ou erronée. Il vous permet également de faire compléter des informations incomplètes vous concernant.

- d'un **droit d'effacement** : il vous permet d'obtenir l'effacement de vos données personnelles sous réserve des durées légales de conservation. Il peut notamment trouver à s'appliquer dans le cas où vos données ne seraient plus nécessaires au traitement.

- d'un **droit de limitation**, qui vous permet de limiter le traitement de vos données (ne faisant alors plus l'objet d'un traitement actif) :

- en cas d'usage illicite de vos données ;
- si vous contestez l'exactitude de vos données ;
- si vous est nécessaire de disposer des données pour constater, exercer ou défendre vos droits ;



- d'un droit d'obtenir une intervention humaine : nous pouvons avoir recours à une prise de décision automatisée en vue de la souscription ou de la gestion de son contrat pour l'évaluation du risque. Dans ce cas, vous pouvez demander quels ont été les critères déterminants de la décision auprès de votre Délégué à la protection des données.

Vous pouvez exercer vos droits :

- par mail à l'adresse :

protectiondesdonnees@groupe-mma.fr

- par courrier à l'adresse postale :

MMA - Protection des données personnelles - 160, rue Henri Champion - 72030 Le Mans Cedex 9.

A l'appui de votre demande d'exercice des droits, il vous sera demandé de justifier de votre identité.

Vous pouvez vous inscrire gratuitement sur le registre d'opposition au démarchage téléphonique sur www.bloctel.gouv.fr. Dans ce cas, vous ne serez pas démarché par téléphone sauf si vous nous avez communiqué votre numéro de téléphone afin d'être recontacté ou sauf si vous est titulaire auprès de nous d'un contrat en vigueur.

Vous pouvez définir des directives générales auprès d'un tiers de confiance ou particulières auprès du responsable de traitement concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données personnelles après votre décès. Ces directives sont modifiables ou révocables à tout moment.

En cas de désaccord sur la collecte ou l'usage de vos données personnelles, vous avez la possibilité de saisir la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (CNIL).

Le traitement de vos données par l'ALFA

Vos données font l'objet d'une mutualisation avec les données d'autres assureurs dans le cadre d'un dispositif professionnel ayant pour finalité la lutte contre la fraude et dont le responsable du traitement est l'ALFA (l'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance). Les données mutualisées sont les données relatives aux contrats d'assurance automobile et aux sinistres déclarés aux assureurs.

Dans ce cadre, vos données sont destinées au personnel habilité de l'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance, ainsi qu'aux organismes directement concernés par une fraude (organismes d'assurance, autorités judiciaires, officiers ministériels, auxiliaires de justice, organismes tiers autorisés par une disposition légale ou réglementaire).

Pour l'exercice de vos droits dans le cadre de ce traitement, vous pouvez contacter l'ALFA, 1 rue Jules Lefebvre, 75431 Paris Cedex 09.

Comment contacter le Délégué à la Protection des Données ?

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données en écrivant à l'adresse

suivante électronique : delegualaprotectiondesdonnees@covea.fr, ou par courrier : Délégué à la Protection des Données - 86-90 rue St Lazare 75009 Paris.

ARTICLE 13 - CONVENTION DE PREUVES

Dans vos rapports avec nous, vous reconnaissez la validité et la force probante des courriers électroniques échangés entre nous ainsi que la reproduction des différents éléments (journaux de connexion ou « fichiers logs ») et informations émanant du système d'information sauvegardés et conservés par nous sur des supports informatiques et dans des conditions en garantissant l'intégrité et l'inaltérabilité.

Vous et nous-même nous engageons par les présentes à accepter qu'en cas de litige, ces éléments et informations ainsi que les signatures électroniques et les certificats émis par des autorités de certification référencées par nous soient utilisés, quelle que soit l'opération et/ou le contrat en cause, et conservés jusqu'au terme du délai légal de prescription sont admissibles devant les tribunaux et feront preuve des données et des faits qu'ils contiennent ainsi que des engagements qu'ils expriment, et plus particulièrement l'identification du Souscripteur ainsi que la preuve de son consentement aux opérations effectuées (souscription, modification, virement, prélèvement, ...).

En cas de désaccord sur ces données, les juridictions compétentes pourront être saisies pour apprécier la portée de l'éventuelle preuve contraire.

ARTICLE 14 - COURRIER ELECTRONIQUE

Vous êtes seul garant de l'actualité et de la véracité de votre adresse électronique fournie et, en cas de modification ultérieure de sa mise à jour. En conséquence, vous vous engagez à vérifier et à mettre à jour régulièrement votre adresse électronique.

ARTICLE 15 - DROIT APPLICABLE

Le contrat d'assurance, tel qu'il est exposé au travers de la présente notice d'information, est soumis au Droit français. Tout litige né de l'exécution, de l'inexécution ou de l'interprétation du contrat d'assurance ou de sa notice sera de la compétence des juridictions françaises (tribunal du domicile de l'Assuré).

ARTICLE 16 - RENONCIATION EN CAS DE SOUSCRIPTION A DISTANCE

Si la souscription du contrat est intervenue à distance (notamment par téléphone, ou en ligne) : toute personne physique ayant conclu à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle un contrat à distance dispose d'un délai de quatorze jours calendaires révolus pour renoncer.

Ce délai commence à courir à compter de la conclusion du contrat (ou à compter du jour où l'intéressé reçoit les conditions contractuelles et les informations si cette date est postérieure à la première) conformément à l'article L.221-28 du code de la consommation.

Pour l'exercice de ce droit, l'Assuré doit adresser, à l'Intermédiaire auprès duquel il a souscrit le contrat, un recommandé avec accusé de réception reprenant le modèle suivant :

« Je soussigné(e) (nom et prénom) renonce à mon adhésion

à l'assurance facultative Perte Financière FA+, effectuée concomitamment à ma demande de crédit affecté, crédit-bail ou location avec option d'achat numéro (rappeler le numéro de contrat), en date du (date d'adhésion) et demande le remboursement de toute prime éventuellement déjà prélevée. J'ai bien noté que la renonciation est effective à compter de la date d'envoi de la présente lettre et met fin aux garanties.

Date et signature. »

La lettre de renonciation doit être envoyée, sous forme recommandée avec accusé de réception, à MOBILIZE FINANCIER SERVICES, Service Relations Clientèle - 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex.

L'Assuré sera alors remboursé, sans frais ni pénalité, au plus tard dans les 30 jours, de la part de prime d'assurance correspondant à la période d'assurance durant laquelle le risque n'a pas couru, sauf mise en jeu des garanties.

En apposant sa signature au bas de la déclaration d'adhésion, l'Assuré reconnaît avoir reçu la notice reprenant les conditions générales d'assurance relative à l'assurance Perte Financière "FA+" ainsi que les informations mentionnées à l'article L.112-2-1 III du code des assurances, avoir pris connaissance de l'existence et des conditions d'exercice du droit de renonciation en cas de fourniture à distance d'opérations d'assurance et avoir reçu, conformément à l'article L.112-2-1 I 3° du code des assurances, un modèle de lettre de renonciation.

ARTICLE 17 - PLURALITÉ D'ASSURANCE

Conformément aux dispositions de l'Article L121-4 du Code des assurances, lorsque plusieurs assurances sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans la limite des garanties de chaque contrat et dans le respect des dispositions de l'Article L.121-1 du Code des assurances.

ARTICLE 18 - LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Les contrôles que l'Assureur est légalement tenu d'effectuer au titre de la lutte contre le blanchiment d'argent et contre le financement du terrorisme, notamment sur les mouvements de capitaux transfrontaliers peuvent nous amener à demander à l'assuré, à tout moment, des explications ou des justificatifs y compris sur l'acquisition des biens assurés ou sur les sommes versées au contrat.



DIAC S.A., agissant sous la marque commerciale MOBILIZE FINANCIAL SERVICES, établissement de crédit et intermédiaire d'assurances, au capital de 415 100 500 € - Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf - 93168 Noisy-le-Grand Cedex. Siren 702 002 221 R.C.S Bobigny - N° d'identification T.V.A. : FR02 702002221 - N° ORIAS 07 004 966 - Code APE: 6492Z - www.orias.fr



LIVRAISON



REF : LIVCOM-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-
EX : SE
Réf : Avril 2023

[illegible]

Si non renseignée, la Référence unique du Mandat vous sera communiquée avec votre échéancier ou votre facture.



Votre nom :

Nom / Prénom du débiteur

Votre adresse :

Numéro et nom de la rue

Code postal et Ville

Pays

Les coordonnées de votre compte :

Numéro d'identification internationale du compte
bancaire - IBAN (International Bank Account Number)

Code international d'identification de votre banque - BIC (Bank Identifier Code)

**Nom et adresse du
creancier :**

Nom du Créancier

Identifiant du créancier SEPA

Numéro et nom de la rue

Code Postal et Ville

Pays

Type de paiement :

Paielement récurrent	X
-----------------------------	----------

Païement ponctuel	
--------------------------	--

Signé à :

Lieu

Date : 26/07/2024

Note : Vos droits concernant le mandat ci-dessus sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Les informations contenues dans le présent mandat sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'opposition ainsi que d'un droit à la limitation des données et d'un droit à l'effacement conformément aux modalités prévues dans la fiche "Politique de confidentialité et de protection des données à caractère personnel et de la vie privée".

N°:24215855B



REF : DOMICILBAN-24215855B-A1318-d236300-20240726-24072202535300-
EX : SE
Réf : M.12-2023

Synthèse de l'offre



Locataire : Sté MW RENOVATION

Après avoir pris connaissance des conditions particulières et générales du contrat, et après avoir reçu les explications du vendeur, je confirme que je souhaite souscrire :

Le présent Contrat de Crédit-Bail Maintenance avec 48 loyers à 654.51€ HT.

Avec les assurances et les prestations facultatives suivantes :

Assurance FA+ :	25.79€
Véhicule Remplacement de Base : :	0.00 €





Nous soussignés, Sté MW RENOVATION, représentée par M. HEDOU WILLIAM déclarons accepter le présent contrat, après avoir reçu les explications du vendeur.

L'exemplaire original signé du contrat nous revenant nous sera adressé à l'adresse email que nous avons indiquée à cette fin et pour toute autre communication relative au contrat.

Nous avons été informés que nous pouvons également demander au vendeur une copie papier du contrat signé.

Sté MW RENOVATION

